This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

DE LA RÉVOLUTION ACTUELLE DE L'ESPAGNE, ET DE SES SUITES.

Ouvrages de M. DE PRADT, *qui se trouvent chez les mêmes Libraires.*

1°. Les quatre Concordats, suivis de considérations sur le Gouvernement de l'Église en général, et sur l'Église de France en particulier, depuis 1515, 3 vol. in-8°, 18 fr.

2°. Des Colonies, de la Révolution actuelle de l'Amérique, 2 vol. in-8°, RARE, 15 fr.

3°. Les trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil, 2e édit., revue, corrigée et augmentée, 1 vol. in-8°, 3 fr.

4°. Les six derniers mois de l'Amérique et du Brésil, faisant suite aux deux Ouvrages ci-dessus sur les Colonies, 1 vol. in-8°, 4 fr. 50 c.

5°. Pièces relatives à Saint-Domingue et à l'Amérique, 1 vol. in-8°, 3 fr.

6°. Antidote au Congrès de Rastadt, suivi de la Prusse et de sa neutralité, nouv. édit., 1 gros vol. in-8°, 8 fr.

7°. Lettre à un électeur de Paris, 2 vol. in-8°, 3 fr.

8°. Préliminaires de la session de 1817, 1 vol. in-8°, 3 fr. 50c.

9°. Des Progrès du Gouvernement représentatif en France, in-8°, 1 fr. 25 c.

10°. L'Europe après le Congrès d'Aix-la-Chapelle, faisant suite au Congrès de Vienne, 2e édit., 1 vol. in-8°, 6 fr.

11°. Mémoire historique sur la Révolution d'Espagne, 1 vol. in-8°, 7 fr.

12°. Récit historique sur la Restauration de la royauté en France le 31 mars 1814, un vol. in-8°, 2 fr.

13°. Congrès de Carlsbad, première partie, in-8°, 2 fr.

14°. Congrès de Carlsbad, seconde partie, in-8°, 4 fr.

15°. État de la Culture en France, 2 vol. in-8°, 10 fr.

16°. Petit Catéchisme à l'usage des Français, sur les affaires de leur pays, 2e édit., 1 volume in-8°, 3 fr. 50 c.

Sous presse, pour paraître le 15 *mai* 1820.

De la Charte constitutionnelle telle que le ministère de 1820 l'a faite; par M. Benjamin Constant, un vol. in-8°, 3 fr.

Ces Ouvrages se trouvent aussi à Bruxelles, chez LECHARLIER, *Libraire.*

DE LA RÉVOLUTION ACTUELLE DE L'ESPAGNE, ET DE SES SUITES;

PAR M. DE PRADT,
ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

L'injustice à la fin produit l'indépendance.

A PARIS,
CHEZ BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 57.
ET A ROUEN,
CHEZ BÉCHET FILS, LIBRAIRE,
RUE GRAND-PONT, N° 73.
1820.

DP215
P7

DE L'IMPRIMERIE DE HUZARD-COURCIER,
RUE DU JARDINET, N° 12.

DÉDICACE.

ESPAGNOLS,

Souffrez que je vous dédie cet écrit; il est encore plus votre ouvrage que le mien, car c'est vous qui en avez fourni le fonds.

Dans l'espace de douze ans, deux fois vous avez étonné l'univers; deux fois il vous a vu passer du sommeil au réveil le plus terrible; deux fois vous avez vengé vos droits et votre liberté. Quand on vous enleva votre Roi, vous courûtes pour le reconquérir; quand on vous enleva vos libertés, vous vous armâtes pour les reprendre. Un peuple si constant dans l'amour de la justice, si magnanime dans ses sacrifices, si unanime dans ses résolutions; se présente aux regards du monde sous d'imposans auspices. Remplissez toute votre destinée. Vous venez de résoudre un grand problème, celui de l'établissement du gouvernement représentatif en Europe, et du triomphe de la civilisation moderne. Vous que l'on en croyait les plus éloignés, vous sur lesquels

les ennemis de la grande réformation sociale qui s'opère sous nos yeux, comptaient comme sur leur dernière ressoure, c'est vous qui avez décidé en sa faveur, par le poids immense que votre détermination a porté dans la balance. La défaite que l'antique barbarie vient d'éprouver de votre main, laisse le despotisme sans ressource; quand vous recherchez le joug de la nouvelle civilisation, qui pourrait avoir le droit de s'y soustraire? Par votre entrée dans le nouveau monde social, vous vous êtes fait encore plus de jaloux parmi les peuples, que d'ennemis parmi les gouvernemens. Maintenant, vous ne comptez plus d'ennemis que dans les rangs de vos anciens amis. L'admiration de l'univers vous dédommagera de la disgrâce de quelques intéressés au maintien de votre servitude passée. Vos guerriers viennent de donner un exemple unique dans les annales militaires de tous les peuples, celui de corps armés uniquement occupés du bien de la patrie, de l'établissement de la liberté civile, et ne servant aucune ambition de leurs chefs. C'est pour la première fois que le monde a vu une armée

citoyenne, étrangère à toute idée de domination dans la cité, et redressant la législation, sans imposer ni la loi ni des maîtres; c'est une exception de plus dans votre histoire, qui déjà en renferme tant d'autres: mais ce n'est pas tout que d'avoir conquis la liberté, il faut savoir en jouir. Persuadez-vous qu'elle n'a que deux fondemens solides, la modération et la concorde. Vous avez vu ce qu'ont produit autour de vous, pendant trente ans, les abus du pouvoir, dans quelques mains qu'il ait successivement passé; vous avez ressenti vous-mêmes les excès auxquels il peut se porter: ce sont eux qui vous ont fait courir aux armes. Maintenant il n'y a plus d'ennemis; que la force s'arrête et se cache; sa tâche est remplie: que la raison seule se montre. Vous avez une loi, elle a reçu vos sermens; revoyez-la, pour qu'elle suffise à votre bonheur. Dans son état actuel, elle serait un obstacle éternel à ce bonheur dont vous êtes si dignes. Votre constitution ne peut plus vous convenir, parce qu'elle vous reporte, vous, hommes du dix-neuvième siècle, *au moyen*

âge (1), dont il est évident qu'elle n'est que le rappel. Les cortès de la multitude des petites souverainetés qui régissaient les fractions de l'Espagne ne peuvent plus

(1) Faire à l'Espagne actuelle l'application des anciens cortès, serait imiter *Carlsbald* et Francfort, qui ne parlent que d'*états historiques*, sans pouvoir dire à quelle époque de l'Histoire se rapportent ces états; si ce sont ceux de la bulle d'or, de Charles-Quint, de Witikind : choses très différentes... L'Europe ne demande pas des états d'Histoire, mais des états de principes : les uns sont d'un temps, les autres de tous les temps. La commission permanente des cortès, la faculté de déclarer le trône vacant résidant dans les cortès, l'ordre de succession au trône et celui de la régence, ne sont calculés sur aucun principe, et dérivent des anciens établissemens en vigueur dans les seize royaumes dont s'est formée la monarchie espagnole, qui n'a plus aucun rapport avec cet ordre de choses. Ce n'est pas aux législateurs modernes à se régler uniquement d'après les connaissances des temps passés, mais à eux à faire au temps actuel l'application des connaissances acquises d'âge en âge. Ce serait une étrange pensée, que celle qui interdirait de se servir de ce que l'on sait dans son temps, pour n'employer que ce que l'on savait dans un autre... Comment faire à l'ordre des sociétés l'application d'un principe dont on ne voudrait pas pour les arts mécaniques et pour les plus simples usages de la vie ?

convenir au grand corps de la monarchie espagnole. Les lois égalitaires de la féodalité formeraient une disparate choquante avec le code politique d'une société organisée d'après les principes véritables des associations humaines qui prévalent aujourdhui parmi tous les peuples : ce sont des taches que vous ne devez pas souffrir dans votre constitution, qui sera la première de notre Europe, lorsqu'elles en auront été effacées. Donnez à votre gouvernement toute la force dont il a besoin pour remplir ses fonctions. Aujourd'hui le courage ne consiste plus à attaquer les gouvernemens, mais à les défendre. La royauté obtint parmi vous un culte de superstition, rendez-lui tout celui de la raison; bannissez toute jalousie, tout ombrage à l'égard du trône; armez-le de toute pièce, pour vous défendre en se défendant lui-même. Vous serez faibles, si votre Roi n'est pas fort : il doit l'être d'autant plus, que la nature et l'Histoire rappellent à vos esprits et à vos yeux les divisions de votre sol, et qu'un lien solide peut seul les retenir dans un même faisceau : lui rompu, que deviendrait votre puissance?

à qui appartiendrait ce grand nom d'espagnol qu'environne tant de gloire? Soutenez, encouragez votre Roi dans la carrière où il vient d'entrer ; il faut qu'il s'y plonge tout entier, pour en faire disparaître les épines. Regarder en arrière serait exciter la défiance; et quels malheurs, grand Dieu! n'a-t-elle pas déjà produits dans sa propre famille. Prodiguez-lui les mêmes marques d'amour et de respect que vous lui donnâtes dans d'autres temps; défendez-le avec le même courage; pour la seconde fois, il est devenu votre conquête, votre intérêt commun est de ne plus vous séparer (1).

---

(1) Les deux premiers règnes de Ferdinand VII sont finis : ils font partie du domaine de l'Histoire. J'ai usé des droits qu'elle donne, mais en me conformant aussi aux devoirs qu'elle impose, lorsque j'en ai tracé le tableau. Peut-être ai-je présenté le principe des malheurs du dernier de ces règnes sous un jour plus favorable à ce prince que n'ont fait ceux mêmes qui n'ont cessé de le prendre pour texte d'éloges aussi mal conçus que mal motivés. Il y a des louangeurs qui dégoûteraient des éloges. Je n'ai pas été arrêté par ce qu'il plaît à quelques-uns d'appeler *les droits du malheur*. J'ignore ce que c'est que le malheur d'être roi d'Espa-

En faisant la guerre à l'Amérique, il ne fit que prendre conseil de vos inclinations propres, et vous obéir en quelque sorte. Vous voyez où l'a conduit cette déférence à

---

gne ; j'ignore encore quel malheur il peut y avoir à devenir roi constitutionnel au lieu d'être roi arbitraire, absolu, c'est-à-dire à passer d'un trône qui ne tient à rien, à un trône très solide ; à gouverner d'après des lois fixes au lieu de le faire d'après des fantaisies ; avec le grand conseil de la nation plutôt qu'avec des conseillers privés et flatteurs. Il semble qu'un prince n'est pas infiniment à plaindre pour ne faire que partager le malheureux sort d'un roi d'Angleterre. D'ailleurs, en fait de malheurs, il faut savoir distinguer entre celui qui provient d'accidens et celui qui vient du choix volontaire dans une direction soutenue avec opiniâtreté, contre des avertissemens répétés... Cette dernière espèce de malheur diminue de l'intérêt... Je touche, dans cet écrit, à des questions délicates. L'expérience m'a appris que les meilleures intentions ne mettaient pas à l'abri de cette espèce d'animosités qui font tordre des paroles pour en extraire du venin, qui par des rapprochemens ingénieusement perfides, par des mutilations de phrases, peuvent faire dire à un auteur ce à quoi il n'a jamais pensé. Plus le sujet est délicat, plus j'ai besoin de justice ; je n'en ai jamais manqué à l'égard de personne, ni d'aucun sujet... ; jamais je ne me suis permis le rappel d'une *personnalité* qui ne fît partie nécessaire de ce que j'écrivais, et les ménagemens ont toujours conduit et comme

vez le conseil que je vous adresse pour conserver à la royauté les parties de l'Amérique sur lesquelles a flotté jusqu'ici l'étendard castillan. Le sang des Bourbons, en Amérique, vous sera plus profitable que celui des *Incas*, ou que des républiques. Soit qu'elle loue, soit qu'elle blâme vos institutions, ma voix ne peut vous être suspecte; depuis longtemps elle a pu frapper vos oreilles; alors elle ne s'élevait que pour votre défense; aujourd'hui elle est encore la même, et ne cherche à faire parvenir jusqu'à vous que des vœux pour votre bonheur, et le tribut des pensées qui m'ont paru propres à y contribuer.

DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

INTRODUCTION.

L'ANNÉE 1819 venait à peine de tomber dans l'abyme où tout s'engloutit, celui du temps, en laissant à celle qui la suivait à éclairer des évènemens encore plus grands que ceux auxquels elle-même avait donné le jour (car tel est le cours du temps dans lequel nous vivons, le jour qui finit est toujours surpassé par celui qui le suit), et déjà dès son entrée dans la carrière, l'année 1820 avait donné à l'Espagne une ère nouvelle (1) : le reste du monde n'avait

(1) C'est le 1er janvier 1820 que l'armée espagnole a levé l'étendard de la régénération nationale. Le choix du jour n'a pu être fortuit : il était très propre à marquer la ligne de démarcation entre le régime finissant et le régime commençant. Le prince de Ligne répondit aux Belges

encore reçu de cette année naissante qu'un seul jour, et déjà cette aurore avait valu à l'Espagne une vie nouvelle; le dieu au double visage jetant un dernier regard sur l'année expirante, venait d'introduire la nouvelle dans le premier des douze palais qu'elle doit habiter successivement; tout dans l'univers se livrait aux épanchemens de la joie, de la tendresse, d'une cordialité feinte ou véritable; tout retentissait des vœux que les mortels échangeaient mutuellement au pied de l'autel de l'espérance, hélas! trop souvent trompeuse; autour de tous les trônes se répétaient des sermens d'une fidélité croissante avec le cours des âges, et voilà que pendant ce temps, du sein d'une armée rassemblée pour aller porter et recevoir la mort en d'autres climats, du fond de la riante Bétique, des portes de l'opulente Cadix, entrepôt des richesses de deux mondes, s'élève tout à coup un cri accusateur : au lieu d'adresser des vœux au prince, c'est lui qu'il attaque; il lui redemande ce qu'il a fait de ses sermens, des lois de la

---

qui le sollicitaient en novembre 1789 de se mettre à la tête de leur armée, contre l'empereur Joseph, *qu'il ne se révoltait jamais pendant l'hiver.* Il paraît que les Espagnols savent se révolter en toute saison.

patrie; il lui ordonne de les faire revivre. Bientôt cette célèbre péninsule, dont la renommée par des voies connues d'elle seule va toujours en grandissant, répète le même cri; il s'accroît, il s'agglomère, il arrive au pied du trône, il le frappe, et pouvant le renverser, il se borne à lui commander une métamorphose ; un jour suffit pour donner une autre forme à ce trône sur lequel Charles-Quint et Philippe second effrayèrent le monde; sur lequel Ferdinand essayait de raffermir l'autel de l'antique royauté, et de donner par elle un démenti à celle que l'Europe a adoptée et qu'elle demande. Sept cent soixante-quinze ans de combats furent nécessaires pour purger l'Espagne des fiers Musulmans, des ennemis du nom chrétien, un jour a suffi pour la purger des ennemis de la raison, des lumières et de l'humanité, pour la délivrer d'un joug intérieur aussi dur et plus humiliant encore que celui des étrangers : admirable rapidité des conquêtes de la raison, elles surpassent celles de la guerre et des armes, pour le temps comme pour le but! S'il faut des siècles pour conquérir et opprimer, pour réunir une province, il ne faut qu'un moment pour éclairer et délivrer une nation. Pour conquérir par les

armes, il faut vaincre et subjuguer tous les intérêts; pour conquérir par la raison, il ne faut que se mettre en harmonie avec eux ; les alliés se montrent là : où sont d'autres enseignes, on ne trouverait que des ennemis. C'est ce qui est arrivé à l'armée espagnole : elle a fait pour l'Espagne ce que l'armée prussienne avait fait pour la Prusse. De son défenseur sur les frontières et devant l'ennemi, comme en Prusse, elle est devenue l'interprète et l'organe du peuple, elle lui a donné la force de s'exprimer. Sans le général York et sans l'armée prussienne, jamais la Prusse n'eût osé éclater contre Napoléon. Sans Quiroga et l'armée d'expédition, long-temps encore, quoiqu'en gémissant, l'Espagne eût supporté l'oppression de Ferdinand. Mais les gémissemens ne rompent pas les fers; contre des fers il faut du fer, et quand les citoyens tremblent, c'est à ceux dont l'état est de ne pas trembler, de se mettre en avant des faibles par état, et de leur donner les moyens de rejeter le fardeau et d'exhaler les sentimens qui oppressent leur poitrine.

Voilà ce que vient d'opérer d'une manière nouvelle dans les annales du monde, avec un succès dont la rapidité égale l'importance, un

corps d'armée qui, forcé de choisir entre les tombeaux de l'Amérique et ceux de la péninsule, entre une mort certaine, honteuse et sans gloire, et les chances du plus grand des succès, a pris son parti avec résolution, l'a exécuté avec calme, l'a poursuivi avec persévérance, et l'a accompli avec la gloire réunie de l'humanité et du patriotisme, car c'est de ce double laurier qu'est ceint le noble front des guerriers espagnols : leurs coups n'ont atteint qu'un nombre infiniment petit de leurs frères d'armes qu'ils eussent voulu épargner, et qui, de leur côté, sont tombés victimes de leur devoir : honneur soit aussi rendu à leurs cendres! quiconque se sacrifie à un devoir est digne d'hommages et de regrets, et ceux-ci en méritent d'autant plus, que leur dévouement aura précédé la régénération de leur patrie et les aura privés de participer à son nouveau bonheur. Le grand danger qui menaçait l'Espagne a été évité, celui d'une guerre civile, et l'on devait trembler de ce que pouvait ajouter à ses horreurs ordinaires, l'inflexible courage et l'inébranlable constance de l'Espagnol.... Remercions le ciel d'avoir épargné cette plaie à l'humanité, car si une fois elle eût été ouverte, quand aurait

été fermée cette cataracte de sang, avec un peuple qui verse celui des autres et qui donne le sien avec la même indifférence?

Il est des entreprises qui sont achevées par cela même qu'elles sont commencées, et celle de l'armée espagnole était de ce nombre. Cinq grandes entreprises de ce genre avaient déjà été tentées. Porlier, Mina, Lassy, Milans, et O'Donnel avaient frayé la route : en échouant ils n'avaient pas détruit le principe générateur de ces mouvemens. Celui-ci leur survivait; il était donc inévitable que quelqu'autre ne fît comme eux, mais mieux qu'eux, en profitant de leur exemple, en évitant ce qui les avait fait périr; ainsi une sixième, une septième tentative devaient avoir lieu, puisqu'on laissait subsister ce qui les produisait; que l'on périt à la huitième, à la dixième, peu importait; en pareil cas *le temps ne fait rien à l'affaire*, et peut-être Ferdinand a-t-il des grâces à rendre au bon génie qui a fait qu'à l'heure fatale, puisqu'elle devait sonner, il rencontrât au moins devant lui des hommes qui n'eussent d'intérêt et d'inclination à manquer envers lui qu'à une seule espèce de devoirs.

Des tentatives de cette nature sont fort su-

jêtes à échouer lorsqu'elles sont tentées pour la première fois. Il est rare qu'alors il se trouve uniformité, maturité et étendue suffisantes dans les appuis sur lesquels on compte : la nouveauté effraie, l'incertitude ébranle, le défaut d'intérêt direct attiédit, l'exemple, ce grand directeur des hommes, ne soutient pas encore; ceux qui éclatent se trouvent seuls et dépourvus des appuis espérés. Ainsi avaient péri les prédécesseurs de Quiroga; ainsi étaient tombés Mallet et ses compagnons d'imprévoyance, pour avoir supposé qu'il suffisait de prendre au dépourvu quelques chefs de l'ordre public, et que tous les sujets d'un homme qui portait la terreur des rives de la Seine à celles de la Moskowa, allaient déserter le plus grand nom de l'univers pour se ranger sous le plus inconnu. Il suffit d'un homme de cœur et de sang-froid, pour mettre fin à cette rêverie tragi-comique; et sur les bords de la fosse, à l'aspect d'un peuple indifférent à leur supplice, ces conspirateurs trop tard éclairés purent reconnaître que les empires ne s'ébranlent point par une fiction plus ou moins bien combinée, et que pour réussir il faut que les hommes et les choses aient de profondes racines dans une nation. Ferdinand avait triom-

phé de cinq attaques : mais comme il laissait subsister ce qui les avait produit, une sixième devait triompher de lui. Voilà ce qui échappe toujours à ceux qui en sont l'objet : on croit être quitte en sauvant l'action du moment, tandis que c'est son principe qu'il faut détruire : qu'importe d'avoir arrêté un premier coup, s'il est inévitable qu'on en reçoive un second. Il n'existe aucune espèce de jeu dans lequel on gagne ou l'on perde toujours, et il est tel de ces jeux dans lesquels perdre un jour est comme si l'on n'avait jamais gagné : regardez Sainte-Hélène !

Mais d'où provient ce grand évènement qui aujourd'hui fixe les regards du monde, et qui porte avec lui l'effroi des uns et la joie des autres ? N'est il pas aussi fécond en sujets de réflexions, qu'il va l'être en résultats de toute espèce ? Assurément, et c'est ce qui me commande de m'en occuper. Ce n'est pas tout que d'être assistant au spectacle où se jouent les grandes scènes dont s'alimente l'Histoire, il faut encore chercher d'où elles viennent et où elles conduisent : sans ces considérations, l'Histoire reste sans leçons, et ne dépasse pas de beaucoup une fable sans moralité, et dans

ce cas ce n'est guère la peine ni de regarder, ni de lire.

Il est assez rare que dans l'espace de douze ans, le même écrivain aie à retracer deux chutes de la part du même prince, et pourtant cette mauvaise fortune vient de m'écheoir.

J'ai dit comment à Bayonne Ferdinand tomba du trône de ses pères (1), maintenant je vais dire comment il a été transporté d'un trône ancien sur un trône nouveau, d'un trône arbitraire sur un trône constitutionnel, d'un trône de l'Orient ou de l'Afrique sur un trône de l'Europe moderne. J'ai appris au monde comment à Bayonne des conseils aveugles conduisirent ce prince dans une embuscade qu'ils lui montraient comme un lieu de sûreté, je dois dire ici comment d'autres conseils non moins mal avisés, le trompant de nouveau sur la nature véritable des choses, lui ont montré une autre Espagne que celle qui existait réellement, l'ont maintenu dans la persuasion qu'il régnait sur cette Espagne, tandis que séparé de son peuple, par le fait il ne régnait sur rien,

(1) Voyez mes Mémoires sur la révolution d'Espagne en 1816.

de manière à ce que dans ces deux règnes, ce malheureux prince fut également la victime de ceux qu'un sort malencontreux lui avait donné pour conducteurs : le duc de Saint-Ferdinando ne paraît pas avoir beaucoup dépassé en perspicacité cet honnête chanoine *Esquoiquiz* qui vint donner tête baissée dans les filets de Bayonne, s'imaginant bonnement que Napoléon ne résisterait pas à l'honneur de faire partager à sa nièce la couche du monarque des Espagnes, offre bien séduisante à tous égards. De son côté M. le duc de l'Infantado, pour avoir présidé le conseil de Castille ne paraît pas non plus avoir été illuminé de clartés beaucoup plus vives que celles qui éclataient dans ses discours de Bayonne (1) : tant il est vrai qu'auprès des princeset dans les affaires, les vertus privéesne suffisent pas, et que dépourvues de l'appui du talent, elles peuvent être une cause de perte, comme ferait le vice lui-même : tout ceci en est un mémorable exemple. Mais il en est encore un autre plus frappant et plus instructif... Contemplez les trois parties du règne de Ferdinand, car il est à son troisième règne : le premier à Bayonne, avant

(1) *Voyez* les Mémoires sur la révolution d'Espagne en 1816.

1808, le second depuis 1814, le troisième depuis le 1er janvier 1820 : ce sont trois règnes très distincts, le premier contesté, le second absolu, le troisième forcément constitutionnel. L'imbécillité de son père, le dérèglement de sa mère, le *satrapisme* du prince de la Paix, mettent l'Espagne aux abois et au désespoir. Par mille manœuvres indignes de leur rang, tour à tour provocateurs ou rampans, ces personnages attirent au cœur de l'Espagne un lion auquel rien n'a encore résisté (1) : l'Espagne s'indigne, chasse cette cour de rois fainéans, et place sur le trône un prince que ses malheurs lui font aimer, que sa jeunesse lui fait croire capable de supporter le travail, d'affronter le danger et de la guider. Les hommes sont toujours les dupes de l'espérance. L'idole de l'Espagne disparaît dans des embûches ; tous les cœurs se soulèvent, tous les bras s'arment pour le venger et le reconquérir; six ans des plus rudes combats ne rebutent point ce peuple généreux; un million d'Espagnols depuis la charrue jus-

(1) *Voyez* dans les Mémoires d'Espagne, ce qui décida Napoléon à détrôner la famille royale d'Espagne, l'appel aux armes adressé par le prince de la Paix à toute la péninsule, au moment où la Prusse déclara la guerre à Napoléon.

qu'aux palais s'immolent avec joie, et consentent à engraisser les sillons de la patrie plutôt que de la laisser à l'étranger. On n'a pas vu l'objet de tant de sacrifices, on l'adore; il n'a rien fait, on s'immole pour lui; il reparaît, les cœurs sont trop étroits pour suffire à la joie que fait ressentir sa présence. O prodige! ô contraste! six ans sont à peine écoulés, et dans le même jour, un même vœu, la même unanimité qui l'avait soutenu, le renverse.... Le 31 décembre 1819, Ferdinand comptait régner sur toute l'Espagne de 1808 et 1809.... et le 1er janvier 1820 il apprit qu'il ne régnait plus sur ce trône, que de toute cette Espagne qui avait l'air de lui appartenir, il n'y avait qu'une mince surface qui fût encore à lui, et que suivi avec enthousiasme par tous, il y avait peu d'années, aujourd'hui il se trouvait délaissé de tous : voilà l'état dans lequel il s'est trouvé, tels sont les premiers caractères de cette lutte; mais ils ne sont pas les seuls, et pour les faire mieux ressortir, je dois les classer avec ordre.

Je dirai donc, 1° si l'Espagne pouvait échapper à une révolution; 2° comment se forment les élémens de révolution et comment

s'est arrangée celle de l'Espagne; 3° comment a régné Ferdinand; 4° quels seront les résultats de cette révolution par rapport à l'Europe, à l'Amérique, au monde entier et à la royauté; 5° ce que doit faire l'Espagne pour mettre à profit ce grand évènement.

Cette suite de considérations m'a paru former un ensemble aussi complet que permet aujourd'hui de le faire la nouveauté de l'évènement. Le cheval de Troie portait moins de Grecs dans ses flancs, que ne porte avec lui de germes de scènes de tout genre l'écroulement complet et instantané de la vieille monarchie espagnole, et la substitution d'une nouvelle. Ceci fera une pièce à plusieurs actes; le premier est achevé, il nous et parfaitement connu, et à ce titre nous pouvons en parler : quant à ceux qui doivent suivre, il faut attendre; des scènes variées amèneront nécessairement tant d'intérêts et tant d'hommes, tant d'ambitions et de regrets qui vont se trouver en présence et aux prises : fasse le ciel que de cette fournaise ne sortent pas des feux dévorans, et que le rajeunissement de l'Espagne ne réalise pas celui de Médée! ce seront une belle magie et de sages magiciens que ceux qui l'en préserveront.

CHAPITRE PREMIER.

Causes de la révolution d'Espagne.

L'ESPAGNE pouvait-elle éviter une révolution? Trois choses empêchent les révolutions d'éclore dans un pays :

1°. L'absence de révolutions dans son voisinage;

2°. Le défaut d'en avoir éprouvé soi-même;

3°. L'absence des causes de révolution, résultant d'un bon gouvernement.

Quand on est content, quand on vit au milieu du calme, quel motif assez puissant peut-on ressentir pour s'engager dans une entreprise de la gravité d'une révolution, car rien au monde ne ressemble moins à un badinage. Une tentative pareille est un *va-tout irréparable:* cette route n'a que deux issues.... l'une manquée, l'autre est inévitable. Ainsi donc les révolutions proviennent à la fois de causes extérieures et intérieures; à ces deux titres, l'Espagne ne manquait de rien pour arriver promptement à une révolution.... Ce n'est plus en Amérique, au Mexique, que depuis douze

ans il fallait chercher la nouvelle Espagne : il en existait une en Europe, à la place même qu'avait occupée la vieille Espagne, et où l'on était accoutumé à la trouver. Si elle était absente de la carte de géographie, elle n'existait pas moins dans l'ordre nouveau de révolution qui avait déjà atteint l'Espagne d'Europe, et dans celui de la civilisation moderne, dont elle fait partie et dont elle est entourée. La révolution qui dans ce moment frappe nos yeux, n'est que la manifestation de celle qui existait déjà en Espagne. Les révolutions de palais, comme les orages, peuvent se former et éclater dans un jour; celles des nations ont besoin d'antécédens, il faut que la mine se remplisse de longue main; mais aussi quand elle est suffisamment chargée, rien ne peut plus arrêter l'explosion : à l'heure, au moment marqués par la nature des choses, il faut qu'elle éclate... Or tel était le point auquel l'Espagne était arrivée; il est faux que déjà elle n'eût pas éprouvé une révolution : on s'est beaucoup abusé sur cet article. Parce que l'Espagne avait combattu les Français avec opiniâtreté, il ne fallait pas conclure qu'elle n'eût contracté aucune relation ni aucune conformité avec la France et la révolution : autre

chose est de repousser celui qui entre chez vous à main armée, autre chose est de s'approprier ce que l'on trouve de bon chez lui. Les Romains vainquirent le monde en adoptant successivement les armes de ceux qu'ils venaient de vaincre; on peut se faire un moyen de victoire avec l'épée ou le bouclier de son ennemi : cette considération a échappé généralement, et on n'a cessé de parler de l'Espagne comme d'une terre qui repoussait avec horreur tout ce qui venait de la France, tout ce qui était propre à la retracer, tandis qu'au contraire le sol de l'Espagne était imbibé des principes de la révolution, tandis qu'une partie de ses habitans par l'effet du séjour des Français parmi eux, par leur transplantation personnelle en France, avaient contracté même involontairement la plus grande partie de la manière de penser des Français eux-mêmes, et qu'ils étaient sous beaucoup de rapports devenus eux-mêmes français. Pendant la révolution, une partie des bibliothèques de France ont été versées en Espagne; c'était lui créer un autre ordre d'idées, une autre éducation; à la longue les livres sont les vrais précepteurs des peuples, l'Espagne avait reçu cette éducation nouvelle. Les Français ont séjourné en Espagne pendant

six ans; il n'est pas un coin de la péninsule qu'ils n'aient fouillé, qu'ils n'aient habité, auquel ils n'aient montré d'autres mœurs, qu'ils n'aient familiarisé avec d'autres idées que celles qu'ils y trouvaient établies. A leur tour un nombre prodigieux d'Espagnols ont été transplantés en France par les hasards de la guerre : ils ne sont pas rentrés chez eux après ce séjour comme ils en étaient sortis.... Riego, aujourd'hui un des chefs les plus éclatans de l'Espagne, a passé quatre ans en France comme prisonnier de guerre; sûrement il n'y aura pas perdu le temps, et il aura remporté quelque chose de cette nouvelle école.

Mais ce qui est plus, c'est le mouvement de consommation des anciens titulaires de tout grade qui a été produit par la révolution. Quand les révolutions éclatent, adieu les almanachs royaux et l'ordre du tableau pour l'avancement. Dans les temps ordinaires, la première couche de la société paraît seule; dans les révolutions, les couches inférieures se mêlent aux supérieures, et les ont bientôt absorbées; c'est ainsi que dans les fouilles profondes que l'on fait dans la terre, le sol de la superficie est bientôt recouvert par celui qu'elle cachait. Il en a été de même ici. La nation a été remuée jusque dans

ses fondemens : la révolution et la guerre ont refondu et fait disparaître tout ce qui paraissait à la surface, il a fallu arriver jusqu'au fond de la nation : de là sont sortis une foule d'hommes dont on ne soupçonnait pas l'existence, qui, sans la révolution, n'eussent jamais paru au grand jour, et qui, comme en France, se sont, par la force des choses, trouvés portés à toutes les places, surtout dans le militaire. L'armée espagnole actuelle n'est plus l'ancienne armée d'Espagne ; c'est l'armée de la révolution et de la résistance aux Français : par conséquent, c'est une espèce d'hommes très différente de ceux qui formaient l'ancien militaire espagnol ; c'est cette composition absolument nouvelle qui explique le retour des tentatives déjà faites contre Ferdinand par cinq chefs militaires, et renouvelées avec succès par un sixième. Quiroga, Riego, Mina, et tous ceux qui ont paru dans ce drame, sont tous des enfans et des soldats de la révolution, comme l'étaient Porlier et Milans.

Il en était de même des administrateurs, des négocians et de toutes les classes intermédiaires, qui en Espagne sont très éclairées et qui tiennent plus de la nouvelle France que de la vieille Espagne. Tous ces hommes, portés d'une haine

si vive et si uniforme contre les Français comme conquérans, pouvaient fort bien être portés vers eux d'un sentiment aussi prononcé et aussi unanime pour leurs institutions : le combat était pour le matériel et le rapprochement pour le moral....

C'est une étrange et bien fausse manière d'évaluer l'Espagne, que celle de se la représenter comme étant toujours la vieille Espagne, comme une espèce de grand couvent dans lequel les préjugés, l'ignorance et les autres attributs de cette infériorité morale, avaient seuls quelque empire. On jugeait la nation par les chefs apparens ; l'erreur était grossière : l'Espagne valait mieux que ses représentans.

Quoique la péninsule d'Espagne forme, pour ainsi dire, un appendice de l'Europe et s'en trouve à peu près separée, quoiqu'elle n'entretienne pas avec cette contrée des relations ni aussi actives ni aussi nombreuses que le font plusieurs autres parties du continent, l'Espagne n'est cependant pas, comme la Turquie, hors de la civilisation européenne. En Espagne, le militaire, le commerce, la judicature, la littérature ont une conformité parfaite avec ce qui leur correspond dans le reste

de l'Europe. Ces professions ne sont pas moins frappées que leurs analogues des autres pays, des avantages de la civilisation moderne. Espagnols de naissance et de séjour, ils sont Européens moralement et civilement : sous ce rapport il n'y a plus que des cosmopolites en Europe : les mœurs sont communes, tous les intérêts qui se rattachent à ces mœurs doivent donc aussi être communs; la sûreté, la propriété, l'égalité, l'absence de l'arbitraire, la diminution des charges publiques sont aussi bonnes pour l'Espagnol que pour l'Allemand et pour le Hollandais, et sont de même également bonnes pour tous; les moyens de communication entre tous les peuples leur donnent des moyens de s'entendre qui forment vraiment, des habitans de l'Europe, une seule et même famille; jamais la dénomination de république européenne n'eût d'acception plus véritable. Divisée par les intérêts plus que par les mœurs l'Europe est une espèce de république (1) dont

(1) On comptait en Espagne : académies. 18
Universités 28
Villes avec des Sociétés patriotiques. 80
J'ai lu une lettre de Louis XV à son ministre le duc de Choiseul, dans laquelle, dès 1763, il lui parle des

l'Espagnol n'est exclus à aucun titre, et pouvant y paraître avec honneur, il a dû désirer de le faire.

L'Espagnol, quoique mis en surveillance et comme en séquestre, par son gouvernement, ne pouvait cependant pas être sevré tout à fait de la connaissance de ce qui se passait autour de lui. En pareil cas, ne pas tout dire irrite la curiosité, et dans l'impossibilité de tout cacher, il faut tout révéler. Ce n'est plus qu'en Turquie que tout peut encore être caché et ignoré : là sont des barrières qui ne se trouvent plus en Europe, dans laquelle mille rapports de communauté existent entre les hommes et les rapprochent à chaque instant. Combien d'Espagnols franchissant par la pensée les Pyrénées, s'associent en idée aux voix qui retentissent en Europe, aux scènes qui remplissent son théâtre! Qu'on se représente l'effet qu'elles doivent produire sur des imaginations accoutumées à s'élancer sur des ailes de feu, dans les vastes et hautes régions qui forment

---

mœurs républicaines de l'Europe.... ce coup-d'œil sur son temps est fort juste, et prouve dans ce prince du sens et la faculté d'observer.

le domaine de la fiction. En Espagne, comme dans le reste de l'Europe, il n'y a plus d'attention que pour les objets politiques, comme au temps des guerres civiles et religieuses du seizième siècle, en France, en Allemagne, en Angleterre, les sujets de ces grandes contestations remplissaient seuls tous les esprits. Une occupation uniforme tient l'Europe et le monde attentifs : *la réformation* sociale qui s'opère partout, et dont il faudrait substituer le nom à celui de *la révolution*. Celui-ci est trop borné pour un acte aussi grand : il resserre l'action ou du moins il la rappelle dans le cadre seul de la révolution française, tandis que c'est du changement du monde dont il s'agit. L'Espagne vient d'y entrer : elle y avait abordé comme un vaisseau que l'orage repousse du port; maintenant elle y est entrée à pleines voiles.

Si la révolution qu'elle subit dans ce moment est, sous un rapport, l'effet combiné de la révolution faite en 1808, et celui de la civilisation moderne dont l'influence s'étend à tout et partout, elle est, de plus, l'effet du mauvais gouvernement qu'a subi l'Espagne depuis 1814.

Raisonnons :

Comment ce pays a-t-il été gouverné depuis

cette époque? était-ce pour un pareil résultat qu'un grand peuple entendait embrasser les plus cruelles souffrances, et soutenir les plus rudes combats auxquels des mortels se soient jamais assujétis? Ne dirait-on pas que c'est pour la restauration d'Espagne que Fox semble avoir proféré cet effrayant oracle, *qu'une restauration était la plus mauvaise des révolutions?* De bonne foi, le gouvernement de Ferdinand était-il applicable à un peuple renouvelé par tant de scènes qui avaient donné une autre direction à ses idées et à ses regards? pouvait-il être proposé à des milliers de chefs militaires, enfans de la fortune, artisans de leur élévation, restes miraculeux de cent combats, débris de mille bataillons, arrivés à la tête des troupes à travers le crible des coups de la mort, et comme sous sa faux émoussée à force de frapper, d'accepter pour chefs et pour instructeurs, l'inquisition et les moines, pour rafraîchissement et pour salaire les fanges et les feux de l'Amérique! c'est à ces Espagnols qui ont cimenté des actes constitutionnels, que les taches qui s'y rencontrent n'empêchent pas de s'élever au-dessus de ceux qui régissent les aînés de la civilisation politique européenne, que

et comme
tesse trop
que l'Espa-
ducation, de
plus opaque et
actuelles! C'est
et de la sottise
es, et celles dont
e revêtir; il n'y
res. Ferdinand VII
a nouvelle Europe,
la civilisation mo-
ens du temps de
et de Philippe II. Ils
livrée; ils ont voulu
leur temps, voilà toute
la préférence donnée
temps passé. Le même
qui voudra violenter
comme l'a fait Ferdinand;
repasser par les filières
arracher à son état mo-
qu'il prend à la civilisation
que tenait à l'Europe par
pour ne pas finir par
fait : quand on veut vivre

comme en Turquie, il faut s'isoler de tout comme on fait en Turquie. Mais vouloir allier ensemble l'Europe et la Turquie, mais aux mœurs de la nouvelle Europe, vouloir joindre les procédés de la Turquie, en vérité que peut-on attendre d'un pareil amalgame ? Les hommes périssent presque tous pour ne pas se bien entendre eux-mêmes; ils prennent leurs systèmes pièce à pièce dans deux ou trois systèmes opposés, et semblables à l'artiste qui avait projeté de faire la statue de la mère des grâces avec les traits réunis des beautés de la Grèce, ils finissent par ne faire qu'un monstre. Ce qui est le plus rare parmi les hommes, c'est une idée homogène et complète; son absence avait perdu Napoléon, il était probable qu'elle pourrait bien aussi avoir la faculté de perdre Ferdinand. Il voulait être à la fois de l'Europe et de l'Afrique, de son temps et de celui de Charles-Quint; on n'est pas à la fois de deux temps différens. Mais aussi quelle bizarre conception que celle de ce règne! l'esprit se perd à l'examiner. Cette recherche fait concevoir le regret que quelque habile anatomiste ne nous ait pas appris quelle fibre paticulière à certaines têtes, peut les porter à considérer

l'humanité comme une espèce de matière faite pour respirer, pour se mouvoir et pour s'animer uniquement d'après leur souffle, leur inspiration ou leur direction propre, ni quelle conformation particulière, dans l'organe de la vue, donne à leurs yeux régulièrement et uniformément la propriété de voir les choses et les hommes autrement qu'ils existent et qu'ils sont faits : quelle organisation les porte encore à regarder tous ces mobiles comme des instrumens d'une docilité immanquable, prêts à obéir à toutes les impressions qu'on leur communiquera, ce qui les exposerait à changer souvent, et plus souvent qu'ils ne sont disposés à le faire ; il y a là dedans quelque chose d'extrà naturel : le reste des hommes n'est pas fait ainsi. Le roi d'Espagne, en se voyant le maître du sol de l'Espagne, avait cru être aussi le maître de l'esprit de ses habitans ; il vivait dans la confiance de commander aux uns comme à l'autre, à des êtres sensibles comme à une matière insensible. Parce que celle-ci ne résistait ni ne se plaignait, il concluait que les autres ne résisteraient et ne se plaindraient pas davantage. Une chute cruelle lui a appris sa méprise, et la séparation des uns lui a coûté la perte de l'autre. Voilà

où l'on arrive à la suite des erreurs que produisent les préjugés enfans de l'habitude ou de l'irréflexion, fomentés par la flatterie, entretenus par quelques instans de succès, auxquels doit succéder une éternité de douleurs. Ferdinand vient de subir cette cruelle, mais instructive épreuve. En se sentant de nouveau sur la terre d'Espagne, à l'aspect de ce trône qu'il lui était donné de revoir, l'antique royauté en rentrant dans son cœur a revécu facilement dans son esprit; il s'est cru à la fois sur la terre et sur le trône de ses aïeux, il a cru que ceux qui avaient tout souffert pour lui pourraient tout supporter de lui; le succès a répondu aux premiers essais, de premières attaques ont été réprimées, d'autres les ont suivies; il n'a pas voulu entendre le langage et la signification cachée de ces attaques redoublées; ces feux échappés de la terre n'ont pas fait songer à éteindre le foyer qui couvait au fond du volcan; on n'a songé qu'à combler sa bouche avec des victimes et des cadavres. Aggraver avec orgueil a paru dignité, commander avec hauteur a été réputé de la force, le silence a été pris pour de l'assentiment, s'enfoncer dans les mêmes voies a été nommé

fermeté; et pendant qu'au milieu de la misère publique et de l'abattement des opprimés, on croyait avoir trouvé pour soi, comme avoir tracé aux autres, les routes trop long-temps négligées du véritable empire à exercer sur les hommes, l'empire lui-même échappait. Cet empire se trouvait transféré, qui le croirait, grand Dieu! aux victimes mêmes de ce despotisme; et c'était du fond des prisons où elles étaient enfermées, que revenait le pouvoir qui allait dans un clin-d'œil se répandre comme un torrent sur l'Espagne, charmée de le voir reparaître. Oui, c'était dans les hideux cachots de Ceuta, que se trouvait alors le vrai trône de l'Espagne. C'étaient les auteurs de la constitution, relégués depuis six ans dans ces odieuses demeures, qui régnaient vraiment sur l'Espagne. On avait bien pu livrer leurs corps aux chaînes et aux bourreaux, mais leur esprit avait été recueilli par les Espagnols; il avait fermenté parmi eux, il leur avait donné d'autres idées, il les révoltait contre leurs oppresseurs et lorsqu'à force de gagner de proche en proche il fut parvenu au point d'avoir formé l'esprit de toute la nation, d'un effort commun ceux qu'il avait réunis se sont portés vers le

trône et l'ont forcé à s'en revêtir lui-même. C'est alors que Ferdinand a pu connaître qui régnait vraiment en Espagne, si c'était lui ou ses captifs, si c'était la force ou l'opinion : admirable victoire de cette opinion, reine méconnue et contestée jusqu'ici, l'Espagne vient de t'élever un trône d'où tu commandes tous ceux du monde, d'où tu leur enseignes à ne se jamais séparer de toi, d'où tu leur montres ce qu'il en coûte pour t'abandonner; te mépriser est se condamner soi-même! Pierre III, Paul Ier, n'auraient pas plus été attaqués par leurs femmes ou par leurs courtisans, que Ferdinand ne l'eût été par ses soldats, si, comme lui, ces princes malheureux n'eussent été délaissés d'avance par l'opinion. Retirée d'eux, ils se trouvèrent sans forces, et prêts à devenir la proie de qui voulut les attaquer. Qui a-t-on jamais vu se soutenir contre l'opinion? cela n'est pas encore arrivé depuis qu'il y a des sociétés humaines. En France, il n'y aurait pas eu de 14 juillet, si l'opinion ne se fût trouvée retirée du gouvernement de Louis XVI; en Espagne, il n'y aurait pas eu de 1er janvier 1820, si l'opinion, délaissant Ferdinand, marquant son administration d'un sceau de réprobation,

n'eût transporté dans un camp ennemi la force qu'elle lui avait repris. Ainsi les deux monarques, quoique dans des actions opposées en apparence, ont péri par une cause semblable en réalité.

La révolution d'Espagne montre un monarque ramené par son peuple dans le sein de la civilisation et dans les sentiers de la légalité; chose encore inconnue au monde. Un roi de Syracuse, Gélon, imposa pour toute condition de paix, à Carthage vaincue, de cesser ses horribles sacrifices, de renverser les autels impies sur lesquels elle immolait des hommes à ses dieux cruels; l'Espagne impose pour toute condition à un monarque désarmé, de renverser les autels de la superstition, de l'ignorance, du despotisme, et de rentrer dans les voies de l'humanité civilisée : honneur à tous les deux, jamais victoire ne mérita mieux le sourire du ciel, qui n'a pas semé sur la terre l'espèce humaine pour servir de victime pas plus que de jouet à quelques-uns de ses membres.

Les associations humaines sont une chose fort grave, et en cela même elles ne peuvent plus être menées par des *us* et *coutumes*, mais d'après des principes et des lumières. En mo-

rale, on périt par l'absence de la vertu; en politique, par l'absence des lumières. Le crime tue l'âme, et les fautes, les états. Fasse le ciel que *Ferdinand*, ramené par ses peuples comme un père égaré peut l'être par ses enfans, ne trouve en eux qu'un appui consolant et paisible; puisse l'Espagne retracer la piété d'Antigone, se dévouant à soutenir les pas d'un père privé de la lumière.

CHAPITRE II.

Principes des révolutions.

Voici un texte neuf, effrayant pour beaucoup de monde, imputable par un grand nombre à celui qui ose envisager et traiter publiquement un pareil sujet. Qu'on se rassure. — La jouissance d'une vie calme et sereine, comme le ciel dont nous l'avons reçue, et sous lequel nous vivons, au sein des familles, dans l'accomplissement des devoirs imposés par la société, dans la culture du vaste champ de l'esprit, et de ceux que sous mille formes

la nature déroule devant nos yeux et livre à notre active industrie, forme la destination véritable et le plus bel apanage de l'humanité, et ferait son plus grand bonheur, si la réalité ne se trouvait pas trop souvent séparée de son image. Age d'or, quelle a été ta durée! combien de temps celui de fer a-t-il laissé régner l'innocence à côté de la virginité du monde... Une famille habite seule un coin de cette terre, de cet univers que ses descendans sont destinés à couvrir et à tourmenter, et déjà le sang l'a arrosé, versé par la main même d'un frère; le premier frère fut le premier assassin, *prima mors, primi parentes!* Le genre humain paraît descendre de deux frères ennemis, et renfermer une race de Caïn toujours prête à renouveler le sacrifice de celle d'Abel. C'est donc de la guerre civile qui toujours exista dans l'intérieur de la famille humaine, que j'ai à parler, ainsi qu'à faire à ces grandes sections de la famille du genre humain que l'on appelle les états, l'application des principes qui produisent parmi elles ces vastes commotions que l'on appelle des révolutions. Loin donc de l'esprit de tout le monde, comme elle l'est du mien toute idée de tendance à relâ-

cher les liens de la société et des devoirs, ceux qui unissent le commandement à la subordination, et la subordination au commandement. Qui n'a pas horreur de l'anarchie, et de tout ce qui la fomente! Qui pourrait en vouloir, et ne pas reculer d'effroi à l'aspect de ses effets! Mais ici la question est toute autre.

Des sociétés sont troublées; comme l'arbre qui trompe l'œil par l'éclat de son écorce et par la verdure de son feuillage tombe en poussière, et jonche la terre de débris que l'on croyait animés pour un long temps encore du souffle de la vie, de même des sociétés dont la surface ne présentait rien que de tranquille, se troublent tout à coup, et changent de forme avec une rapidité que l'œil a peine à suivre, que l'esprit tarde à expliquer, et que la raison interdite et muette contemple avec surprise. D'où cela provient-il? Je le laisse à expliquer à un homme qui plus que tout autre a pénétré bien avant dans le cœur humain, qui en a étudié les mouvemens, qui a le mieux suivi les effets de l'influence des divers modes de gouvernement, et qui dans des mémoires, monumens de franchise, de grâce, de profondeur et du génie

des affaires, a montré combien il était supérieur à celles qui remplissoient l'époque dans laquelle s'exerçaient ses talens. Cet homme, c'est le cardinal de Retz, un des meilleurs juges qui aient jamais existé de la conduite des affaires d'ici bas, véritable classique politique. Voici ce qu'il dit du principe des troubles qui eurent lieu dans son temps; sûremement les évènemens de la fronde ne présentent qu'une bien petite échelle pour mesurer ceux de notre temps; mais comme un compas suffit pour mesurer le monde, de même des principes suffisent aussi pour embrasser tous les évènemens, et pour les comparer entre eux, quelle que soit d'ailleurs leur étendue, pourvu que leur nature ne s'oppose pas à ce rapprochement.

Voici donc ce que dit le cardinal de Retz du mode de gouvernement de la France à l'époque de la régence d'Anne d'Autriche, et à l'aurore de la fronde. Qui croirait que le grand règne ait ainsi commencé !

Nous prions les lecteurs d'accorder de l'attention à ce passage. Il est rare d'en rencontrer qui en mérite une plus sérieuse. « Le der-
» nier point de l'illusion en matière d'état est
» une espèce de léthargie qui n'arrive jamais

» qu'après des grands symptômes : le renver-
» sement des anciennes lois, l'anéantissement
» de ce milieu qu'elles ont posé entre les rois
» et les peuples, l'établissement de l'autorité
» purement et absolument despotique, sont
» ceux qui ont jeté originairement la France
» dans ces convulsions dans lesquelles nos
» pères l'ont vue; le cardinal de Richelieu la
» traita comme un empirique, avec des re-
» mèdes violens, qui lui firent paraître de la
» force, mais une force d'agitation qui en
» épuisa le corps et les parties. Le cardinal
» Mazarin, comme un médecin très inexpé-
» rimenté, ne connut point son abattement;
» il ne la soutint point par les secrets chi-
» miques de son prédécesseur; il continua de
» l'affaiblir par des saignées; elle tomba en
» léthargie, et il fut assez mal habile pour
» prendre ce faux repos pour une véritable
» santé; les provinces abandonnées à la ra-
» pine des surintendans, demeuraient abat-
» tues et assoupies sous la pesanteur de leurs
» maux, que les secousses qu'elles s'étaient
» données de temps en temps sous le cardinal
» de Richelieu, n'avaient fait qu'augmenter
» et aigrir. Les parlemens, qui avaient tout

» nouvellement gémi sous la tyrannie, étaient
» comme insensibles aux misères présentes,
» par la mémoire encore trop vive et trop
» récente des passées; les grands qui, pour
» la plupart, avaient été chassés du royaume,
» s'endormaient paresseusement dans leurs
» lits, qu'ils avaient été ravis de retrouver. Si
» cette indolence générale eût été ménagée,
» l'assoupissement eût peut-être duré plus
» long-temps; mais comme le médecin ne le
» prenait que pour un doux sommeil, il n'y
» fit aucun remède. Le mal s'aigrit; la tête
» s'éveilla; Paris se sentit; il poussa des sou-
» pirs, et l'on n'en fit point de cas. Il tomba
» en frénésie. Venons au détail. Emeri, sur-
» intendant des finances, et, à mon sens, l'es-
» prit le plus corrompu de son siècle, ne cher-
» chait que des noms pour trouver des édits;
» je ne puis mieux vous exprimer le fond de
» l'âme du personnage qui disait en plein
» conseil (je l'ai ouï) que la foi n'était que
» pour les marchands, et que les maîtres des
» requêtes qui l'alléguaient pour raison dans
» les affaires qui regardaient le roi, méritaient
» d'être punis; je ne puis mieux vous expri-
» mer le défaut de son jugement : cet homme,

» qui avait été condamné à Lyon dans sa jeu-
» nesse, à être pendu, gouvernait même avec
» empire le cardinal Mazarin en tout ce qui
» regardait le dedans du royaume. Je choisis
» cette remarque entre douze ou quinze que
» je vous pourrais faire de même nature, pour
» vous donner à entendre l'extrémité du mal,
» qui n'est jamais à son période, que quand
» ceux qui commandent ont perdu la honte,
» parce que c'est justement le moment dans
» lequel ceux qui obéissent, perdent le res-
» pect, et c'est dans ce même moment où l'on
» revient de la léthargie, mais par des convul-
» sions. Il paraît un peu de sentimens, une
» lueur, ou plutôt une étincelle de vie, dans
» les commencemens presque imperceptibles;
» il ne se donne point par Monsieur, il ne se
» donne pas par M. le prince, il ne se donne
» point par les grands du royaume, il ne se
» donne point par les provinces, il se donne
» par le parlement, qui, jusqu'à notre siècle,
» n'avait jamais commencé de révolution, et
» qui certainement aurait condamné par des
» arrêts sanglans celle qu'il faisait lui-même,
» si tout autre que lui l'eût commencée; il
» gronda sur l'édit du tarif, et aussitôt qu'il

» eût seulement murmuré, tout le monde
» s'éveilla. On chercha, en s'éveillant, comme
» à tâtons, les lois; on ne les trouva plus; l'on
» s'effara, l'on cria, l'on se les demanda, et
» dans cette agitation, les questions que leurs
» explications firent naître, d'obscures qu'elles
» étaient, et vénérables par leurs obscurités,
» devinrent problématiques; et de là, à l'é-
» gard de la moitié du monde, odieuses. Le
» peuple entra dans le sanctuaire; il leva le
» voile qui doit toujours couvrir tout ce que
» l'on peut dire et tout ce que l'on peut croire
» du droit des peuples et de celui des rois, qui
» ne s'accordent jamais si bien ensemble que
» dans le silence : la salle du palais profana
» ces mystères. »

Vous l'avez entendu, tout se trouve dans cet énergique et brillant tableau, pour lequel la sagesse et la grâce semblent s'être partagé le pinceau : faites-en l'application à l'Espagne: dites où étaient les lois, qu'étaient devenues la raison, la justice, la stabilité dans les choses, a fixité dans les idées et dans les choix du prince, la sûreté pour les personnes : contemplez, si vous en avez le courage, les prisons regorgeant de captifs; et quelles prisons, grand

Dieu, que les prisons d'Espagne! Voyez celui qui, hier placé aux côtés du prince, épouvantait en promenant sur toutes les têtes le glaive de son pouvoir, le lendemain confondu avec les criminels ; hier sur les marches du trône, aujourd'hui sous les verroux d'un cachot. Demandez où passait l'or des tributs, quelle était la confiance du trésor, quels salaires recevaient les agens de l'autorité : calculez quel respect portait le peuple à des lois émanées du caprice, désavouées par la raison, incapables d'en supporter les regards, et voyez s'il était besoin d'un cardinal de Retz pour voir clairement qu'un pareil gouvernement était voué à une perte dont l'heure approchait à grands pas. Si, à l'époque de la minorité de Louis XIV, lorsque les principes de la sociabilité n'avaient pas encore été répandus en Europe, lorsque la religion exerçait encore un grand empire sur des esprits vierges de toutes recherches philosophiques, si ce qu'on peut qualifier de simples maladresses suffirent pour réveiller la France du sommeil où l'avait plongé un ministre chez lequel la puissance portait l'empreinte de la violence, si quelques difformités dans le gouvernement eurent le pouvoir de

faire soulever le bandeau que la main de fer de ce ministre avait étendu sur les yeux de la nation, que ne devait pas produire un gouvernement saccadé, sans arrêt, sans raison et sans argent, à côté de la France, à la face de l'Europe, sous les yeux du monde entier, au bruit des incrépations de tout ce qui pense et de ce qui écrit en Europe! Les ministres anglais en plein parlement avaient qualifié ce gouvernement d'une manière flétrissante. Mille fois les voûtes de Wesminster ont retenti de reproches contre lui; mille écrits devenus la lecture de l'Europe, formaient contre lui un corps d'accusation publique. Comment résister à tant de principes de dissolution et de ruine! et s'il pouvait y avoir lieu de s'étonner de quelque chose, ne serait-ce pas que ce résultat se soit fait si long-temps attendre? Même en se soulevant, l'Espagne a encore fait preuve de longanimité et de patience. On est fort sujet à se tromper sur les effets des mécontentemens dans un pays : les uns leur attachent trop d'importance, et les autres leur refusent celle qui leur appartient : le point essentiel est de bien reconnaître quand l'heure doit arriver. Là est le danger. Ainsi, si les mécontentemens

ont une cause légère, facile à réparer, s'ils sont récens, s'ils sont partiels, ne craignez rien, le terrain est encore solide : ainsi rien n'était encore prêt quand Lascy et Porlier éclatèrent. Le règne était peu avancé, l'amendement pouvait être espéré; les blessures étaient partielles et peu larges... Les insurgés durent périr ; ils manquaient d'appui : agissant comme pour eux seuls, ils se trouvèrent seuls et succombèrent. Ils s'étaient trop pressés ; mais lorsque cinq attaques manquées eurent appris que l'on pouvait attaquer; lorsque le champ du mécontentement fut élargi, lorsque la déraison fut manifeste, le désordre affiché, tout le monde blessé ou prêt à l'être, alors arriva ce moment critique et décisif où tous les mécontentemens se touchent, et qui détermine l'explosion... La révolution d'Espagne s'est faite ainsi : un jour, dans un pays où tout présentait l'image du calme et de l'obéissance, où le souverain paraissait affermi sur un trône absolu, un cri élancé du fond de la péninsule a suffi pour faire éclater en imprécations tout un peuple parmi lequel une seule bouche ne s'était pas encore ouverte; tout le monde s'est trouvé d'accord avant que de s'être parlé, et s'entendre en se re-

gardant; un vœu unanime a volé d'un bout à l'autre de l'Espagne avec la rapidité de l'éclair; il a enveloppé le prince comme un tourbillon; il l'a séparé de toute l'Espagne, et ne lui a laissé d'autre ressource que celle de souscrire à ce qu'exigeait de lui le peuple auquel une heure auparavant il commandait, sans se douter de rien. C'est que tous les mécontentemens s'étaient rapprochés, et étaient comme contigus, et que, par leur réunion, ils formaient une masse et une chaîne qu'aucun pouvoir n'était capable de rompre... Le torrent une fois formé devait tout entraîner.

L'Espagne s'est trouvée dans cette extrémité qui place une nation entre le besoin de l'insurrection ou la mort. En pareil cas, le choix ne peut jamais être douteux de la part d'un peuple. Alors il se fait à lui-même l'application du principe: *salus populi suprema lex*. Comme il renferme dans son sein le principe de tous les pouvoirs, il les rappelle à lui, lorsqu'il les voit tournés contre lui-même, et détournés du but pour lequel il les avait remis. C'est son bien dans lequel il rentre, et qu'il ne fait que retirer à un dépositaire infidèle. De simples particuliers ont d'autres devoirs à rem-

plir, parce qu'ils ne sont pas les gardiens de la société ni ses agens; agissant comme individus séparés, ils ne peuvent exercer que les droits des individus.

C'est une délicate question, que celle qui touche à l'indication du point auquel finit le dévoir de l'obéissance, et commence celui de la résistance; la théorie de l'oppression n'est pas encore fixée; on peut glisser facilement dans cette route incertaine et mal tracée. Bossuet et Fénélon la décident contradictoirement. Bossuet, qui a tout cherché et tout trouvé dans les livres sacrés; Bossuet plus semblable encore aux grands pontifes de la loi ancienne qu'à ceux de la nouvelle, ayant toujours devant les yeux le *peuple de Dieu*, fait l'application des principes de la *théocratie* qui régissait les juifs, aux sociétés humaines qui ne peuvent être régies que par les principes des sociétés politiques. Avec lui, les sociétés humaines n'ont pas d'autre ressource que celle d'attendre qu'il plaise à Dieu de parler au cœur d'un tyran. Cela peut être fort commode pour celui-ci, mais il est très peu consolant pour les autres. Bossuet ne pouvait pas sortir de l'ancien testament, et il voyait toujours Samuël et Elie ju-

geant et punissant les rois, et perdant les exécuteurs de leurs volontés; mais, parmi nous, où la manifestation des vengeances célestes n'a plus également lieu, il faut revenir aux principes des associations humaines, et se conduire avec elles comme avec des habitans de la terre, et non pas avec des habitans de l'autre monde. Le salut des états est différent de celui des âmes; la politique et l'ordre social ne sont chargés que du premier; le second appartient à un autre ordre de choses : Fénélon parlait ainsi, et si c'est être révolutionnaire que de faire de même, pour ma part, je me résous sans crainte à passer pour révolutionnaire comme Fénélon... Heureux qui n'a à se reprocher que des torts partagés par cette âme céleste !

En matière d'insurrection, quelque chose vaut mieux que de demander quel en est le droit, c'est d'empêcher qu'elles ne puissent naître; c'est de faire qu'il n'y en ait aucune cause. Quand les malheurs sont arrivés, c'est une triste consolation que le droit de se plaindre de manquemens à un devoir. En pareil cas, on ne peut pas faire le procès à ceux que l'on voudrait blâmer : il n'y a point d'exécuteurs

pour les arrêts lancés contre toute une nation: le plus sage est de ne pas se mettre dans le cas d'en avoir besoin : car, à l'heure de l'exécution, il faudrait invoquer les coupables contre eux-mêmes, et faire servir leurs propres bras à leur châtiment.

En traitant des principes des révolutions, il ne faut pas négliger d'en distinguer les causes accidentelles ou essentielles, éloignées ou prochaines. Quoique de nature différente, les unes influent beaucoup sur les autres, et finissent par les déterminer. Ainsi, en France, les sujets de mécontentement qui se faisaient ressentir depuis la régence, n'auraient pas conduit à la révolution de 1789, sans les querelles du Roi avec le parlement. Lorque ceux-ci eurent déclaré qu'ils n'avaient pas le droit d'imposer ni d'emprunter, lorsqu'ils eurent arraché au Roi l'aveu d'une impuissance semblable, et qu'ils eurent fait *des madrigaux sur cette impuissance* (1), la révolution se trouva faite, car alors, l'ancien pouvoir fut renversé : un nouveau fut appelé; et c'est la translation du pou-

(1) Les parlemens disaient alors, *Votre Majesté* sera dans l'heureuse impuissance d'imposer ses peuples.

pagne avait éprouvé par sa révolution, et par la part qu'elle prend à la civilisation moderne; 2° dans le mécontentement général inspiré par le gouvernement de Ferdinand; la cause prochaine et décisive a été l'ordre d'embarquement pour l'Amérique.

Comme beaucoup d'autres, la révolution d'Espagne a trompé les jugemens vulgaires, qui s'obstinent à montrer toute action impossible là où ne paraissent pas des chefs déjà connus; ignorans, qui s'imaginent que pour *être*, il faut avoir *été*. Revenons à notre oracle, le cardinal de Retz : entendez-le déclarer que *c'est une grande erreur que celle des hommes qui prétendent qu'il ne faut rien craindre quand il n'y a point de chefs. Ils naissent quelquefois dans une nuit....* Celui qui a dit cela, connaissait les hommes et ne méconnaissait par la richesse de la nature. Ainsi sont nés Quiroga et mille autres acteurs inattendus et nouveaux qui vont remplir le monde de leur nom, et s'élever sur l'horizon, d'où vont à leur tour s'effacer peu à peu et disparaître comme des astres décolorés et à leur couchant, des noms qui rappelaient ce qu'avaient fait, il y a des siècles, des hommes alors

nouveaux, et qui semblaient ne plus servir qu'à accuser ceux qui les portaient, de l'absence de ce qui jadis leur avait donné de la valeur. Les hommes finissent par ressembler à Auguste, répondant à celui qui lui proposait de voir les tombeaux des rois d'Egypte enterrés dans l'Histoire autant que dans leurs cercueils, après avoir visité le tombeau d'Alexandre, qu'il avait voulu voir *le tombeau d'un roi*.

De l'armée espagnole.

Elle vient de prendre un grand parti et de produire un bien grand effet : quand on en vient à l'*ultima ratio*, si l'on ne peut y joindre *regum*, et que *nationum* s'y trouve substitué, la solution est prompte et complète. Mais ici s'élèvent des cris en sens différens : dans les temps de parti, ce qui convient aux uns ne peut manquer de déplaire aux autres ; ce qui est célébré ici, là est diffamé. Dans ces temps là, tout est combat ; l'intérêt de prévaloir exclut la raison ; le bonheur est de contredire, d'accuser, d'incriminer. Laissons les passions suivre leur marche naturelle ; pour nous, appelons-en à cette froide raison, qui seule est digne de paraître dans les examens solennels

des actes qui décident du sort des nations, et recherchons quel a pu être le droit de l'armée espagnole dans la conduite qu'elle vient de tenir. Le ciel ne m'a point départi le don de dire beaucoup en peu de mots, et ici, il y a beaucoup à dire. J'ai besoin de temps pour m'expliquer. Il existe un acte complexe; il faut en distinguer les divers élémens : des principes de diverse nature, se font aussi remarquer; il faut les rechercher et les fixer. Je connais les dangers de cette question :

Incedo per ignes
Suppositos cineri doloso.

La considération de ses dangers ne me détourne pas d'en chercher l'issue; parvenir à l'indiquer, est l'espoir qui me soutient dans cette discussion, et l'utilité qui s'y trouvera jointe, sera le dédommagement de mon travail.

Que sont les armes? un dépôt confié par la patrie pour sa défense. Que sont les armées? la force publique, organisée par la société pour sa protection, et payée par elle pour toutes les parties de son service propre. Un être de cette nature appartient donc tout entier à l'ordre exécutif : il ne peut jamais faire partie de l'ordre délibérant; la raison en est bien simple, et

cette raison a toujours été méconnue dans tout ce qui a été écrit sur l'ordre militaire; on l'a cherchée où elle n'était pas, la voici : c'est que l'homme armé, à plus forte raison le corps armé, est supérieur en force à tout ce qui peut se rencontrer avec lui; les armes rompent l'égalité; la force est d'un côté et la faiblesse de l'autre. Le premier caractère de toute délibération, c'est l'égalité entre les délibérans, source de leur liberté; une délibération sans liberté ni égalité ne présente aucun caractère auquel on puisse reconnaître l'empire de la raison, et cependant c'est elle que l'on recherche en toute délibération : par conséquent l'état militaire est par sa nature incompatible avec la délibération; les armes sont si fortes que, dès qu'elles paraissent, elles décident; la délibération est faite pour délier les nœuds, et les armes pour les couper; l'une est donc incompatible avec les autres. Il connaissait bien ce qu'il y a de péremptoire et de décisif dans les armes, ce Gaulois qui mettait son épée dans la balance où se pesait l'or des vaincus; les hommes armés sont donc exclus, par la nature de leur profession, de toute délibération. Ils sont donc subordonnés par cette même nature; mais à qui, et dans

quel cas? Voilà ce qu'il faut bien examiner.

Les hommes ont un penchant naturel à défendre ce qu'ils regardent comme une propriété; ainsi il est bien rare qu'un corps cherche à se soustraire à l'obéissance en présence de l'ennemi, lorsqu'il s'agit de la défense du sol de la patrie; hors de cas extraordinaires, tels que les mutineries de troupes que les monarques espagnols de la dynastie autrichienne, accoutumés à laisser leurs armées manquer de tout, ne cessèrent pas d'éprouver; tels encore que le refus qu'aux portes de Pétersbourg, éprouva Gustave III de la part de ses troupes dans la guerre contre Catherine, refus qu'avait fomenté cette habile princesse, et qui la sauva, on ne citerait que peu de manquemens à l'obéissance de la part de troupes en état de guerre, et pourvues de ce qui est nécessaire pour la soutenir. Là, l'obéissance est toujours assurée et complète, il n'y a d'embarras véritable que lorsque l'action militaire doit avoir lieu dans l'intérieur; l'instinct du soldat lui rend sensible le besoin de l'obéissance absolue devant l'ennemi. Dans les pays où les vrais principes de la sociabilité ont acquis un grand empire, comme en Angleterre et aux États-

Unis, l'action militaire n'est légitime, à l'égard des citoyens, que par l'appel de l'autorité civile; alors c'est la société qui se fait à elle-même l'application de sa propre force, et qui en use contre ce qui peut la troubler. Les chefs militaires n'ont pas le droit de déployer de leur autorité privée cette force terrible, ni sans autorisation légale; admirable et humaine institution, qui donne des garanties à la faiblesse contre la force, et qui, en suivant l'ordre de la nature, rend la raison, dont le calme est l'apanage, arbitre et modératrice de la force, dont la violence est l'attribut. C'est en faisant tempérer l'une par l'autre qu'une loi prévoyante a pourvu à la sûreté de tout ce qui n'est pas armé, à l'égard de tout ce qui l'est : autrement le monde entier ressemblerait à l'Égypte, dans laquelle quelques milliers de Mameluks font à leur bon plaisir de quelques millions d'hommes. L'Histoire est remplie des effets funestes de l'intervention des corps armés dans les affaires de la cité. Dès que Rome eût des citoyens trois fois consuls et triomphateurs, l'armée, instrument de ces triomphes, devint celui de leur pouvoir. Les Sylla, les Marius, préludèrent aux sanglans débats

des César, des Pompée et des Octave. La liberté périt dans ce choc; les légions se trouvèrent appartenir plus à leurs chefs qu'à la patrie; jusque là elles avaient servi Rome, elles ne voulurent plus que servir les Césars; leur nom remplaça parmi elles ce grand nom de Rome, qui les avait si souvent conduites à la victoire, et qui tenait, pour ainsi dire, leurs veines toujours ouvertes pour lui offrir leur sang. Bientôt les Césars sortirent du prétoire, créatures ou victimes des soldats. L'ordre militaire fut aussi déréglé dans le Bas-Empire; les Janissaires ne sont pas plus terribles pour les sultans, que ne le furent souvent les prétoriens pour les maîtres de Constantinople; en Russie, les Strélitz et les Gardels firent et défirent les czars; la fille de Pierre-le-Grand marche au palais avec cinquante vieux soldats, vainqueurs de Pultawa, et pleins encore de l'image de son père; Catherine n'a qu'à séduire les gardes de son trop confiant époux pour s'emparer de son trône et disposer de sa vie. Gustave III à la tête de quelques régimens, renverse la constitution de son pays, et fonde un pouvoir sans limite. Jadis, avec l'appui de ses fanatiques légions, Cromwel s'était saisi de son roi,

du sceptre, et s'était fait un hochet du signe revéré du pouvoir législatif de son pays : au 18 fructidor, comme au 18 brumaire, l'empire fut adjugé par des soldats.

Un coup-d'œil jeté sur l'Histoire suffit pour montrer de quel intérêt il est que l'action militaire soit toujours bien réglée dans l'état. Il est vrai, et c'est la consolation que cet exposé rend bien nécessaire, les désordres militaires n'ont guère lieu que dans le désordre même de l'état; alors c'est l'état qui corrompt le militaire; celui-ci ne peut pas rester inactif dans le mouvement général. Comme hommes et comme citoyens, les soldats ont des intérêts communs avec l'état; le serment prêté au drapeau, l'armure dont ils sont revêtus n'étouffent pas chez eux les affections de l'homme et du citoyen; il est impossible que le soldat résiste longtemps aux mobiles de perturbation qui l'environnent. C'est ce qui eut lieu en France à l'époque de 1789; l'état se troubla, avec le trouble la discipline s'évanouit; Louis XVI chercha son armée, et dans le mouvement général de la nation, il ne la trouva plus; à sa voix elle eût volé aux frontières, elle y resta sourde dans le feu des disputes civiles. Voilà ce qu'il faut

bien savoir discerner, à quoi il faut faire la plus sérieuse attention, et ce qui doit faire veiller à écarter de l'état tout sujet de troubles, pour éviter de perdre l'appui de l'armée, au moment où l'on en aurait le plus de besoin. Comme c'est l'armée qui en résultat finit par décider, en temps de troubles elle devient de suite l'objet des vœux des contendans, et par là même celui de leurs recherches; alors le chef devient le courtisan du soldat, celui-ci est averti de son importance; il se sent recherché, et, de passif qu'il doit être, il tend à devenir actif. L'empire est exposé à devenir sa proie, et trop souvent il fut mis aux enchères par les mains qui n'avaient que le devoir de le défendre; une révolte, qu'on peut appeler grossière, au sein du calme de l'état, est un phénomène dont il existe bien peu d'exemples. L'entreprise de Mallet ne fut point une révolte militaire, mais un complot de quelques chefs abusant de l'obéissance du soldat. Celui-ci fut trompé dans l'exécution du devoir qu'il croyait remplir. Une révolte directe contre le prince ou contre ses ordres, est encore une chose fort rare; le militaire est enchaîné par mille liens à son

drapeau ; une révolte suit rarement une autre révolte. L'honneur du militaire s'y oppose ; il souffrira beaucoup avant de se décider à se charger de ce qui pourrait le montrer comme s'écartant de cet honneur. Ainsi, en 1815, il était bien évident que l'armée n'avait aucune propension à une nouvelle défection, et qu'elle eût supporté beaucoup avant que d'y retomber ; les craintes qu'à cette époque on témoignait sur cet article, les précautions dont on surchargeait cette armée, ne prouvaient chez ceux qui se livraient à ces soins superflus, que leur impéritie et leur ignorance de ce qui met les hommes en mouvement, ou de ce qui les retient dans le calme.

Si la défection n'a pas lieu par caprice, la désobéissance contre la répression commandée d'une attaque sans causes puissantes à la fois et évidentes, n'est pas davantage à craindre. Dans ce cas, l'obéissance du soldat est toujours certaine ; un instinct naturel de justice et d'ordre le retient dans le devoir, et le conduit à le remplir facilement, et même avec alacrité. Une insurrection perturbatrice, offensive pour la propriété publique ou privée, pour la sûreté individuelle ou commune, sera toujours

réprimée par le soldat, sans hésitation et sans répugnance; alors il est soutenu et comme poussé dans son action par le sentiment de la droiture naturelle; on s'abuse beaucoup sur le compte du soldat : des chefs et des observateurs vulgaires se persuadent qu'un homme, en revêtant l'habit militaire, abjure tous les sentimens et toutes les affections de l'humanité, qu'il cesse de vivre de la vie civile, et qu'il ne vit plus que de la vie purement militaire; erreur grossière, méprise funeste, qui a souvent entraîné des chefs à commander à des hommes comme soldats, ce qu'il était évident qu'ils allaient leur refuser comme membres de l'humanité autant qu'eux-mêmes. Sous la cuirasse bat encore le cœur humain; sous le casque repose encore cette tête humaine, siége de la raison, qui juge le commandement dont l'exécution est confiée à la main que cette raison doit toujours diriger.... Commandez à des troupes des exécutions sur des citoyens; mettez-les en présence de leurs parens, de ceux dont la vue propre à émouvoir leur sang les rappelle aux sentimens de la nature, et vous verrez s'ils ne vous rappelleront point par leur conduite que leur cœur leur dicte que la na-

ture est avant les armées. S'il y a de la part du soldat devoir d'obéir, il y a aussi de la part des chefs devoir de regarder à ce qu'ils commandent; ces devoirs sont réciproques, pour qu'il y ait certitude et continuité de subordination. Il serait dangereux de renouveler l'action des troupes contre les citoyens; ils finissent inévitablement par se mêler ensemble. En Angleterre, je défie qu'une scène telle que celle de Manchester ait lieu deux ou trois fois. On sait par quels moyens on peut animer le soldat contre les citoyens; mais cela est bon une ou deux fois tout au plus, et ne peut être renouvelé sans danger. En temps de mouvement général dans une nation, les *à parte* de troupes ne sont d'aucun appui, quelque soin que l'on ait pris pour s'en assurer; elles finissent toujours par se réunir *à la nation*. Voyez ce qui est arrivé au malheureux Louis XVI. Depuis le 14 juillet 1789, il n'aurait pas pu compter sur un bataillon; l'armée entière suivait le courant populaire. Il s'était formé au milieu d'elle, comme dans la nation, une espèce d'enchantement, qui la maîtrisait et qui la portait dans une direction toujours certaine. Il arrive quelquefois que des mots magiques s'établissent au

sein d'une nation, et y exercent un empire supérieur à tout autres. A Varennes, au *cri du temps*, les armes tombent des mains de deux régimens, dont les chefs (1), aussi honorables que dévoués, en leur prodiguant les soins les plus attentifs, avaient cherché à faire un rempart pour le monarque; parmi eux, à peine quelques-uns suivirent leurs chefs ou répondirent à leur appel; le reste, frappé comme par la présence de la tête de Méduse, resta immobile ou fut grossir les rangs de la multitude. Les expériences de ce genre ne peuvent être douteuses et ne doivent pas être hasardées légèrement.

Une longue oisiveté relâche le lien de la discipline, et dégoûte le soldat. Homme de guerre, il ne se sent pas fait pour la paix; il s'y trouve déplacé; rapproché du citadin, il rentre dans l'ordre civil, et il devient raisonneur; cela est conséquent. Eloigné des hasards, il trouve fermée une carrière dont les hasards doivent lui ouvrir toutes les chances; le soldat tient plus à l'avancement qu'à la vie; celle-ci

(1) M. le duc de Choiseul, pair de France; M. le comte Charles de Damas.

lui paraît le moyen de l'autre, et vivre, sans avancer, lui semble reculer dans cette même vie. Il ne s'explique pas son oisiveté, et il s'en dégoûte.

Les minuties, les tracasseries sont insupportables au soldat, et antipathiques à son esprit. Il est homme de main, et d'un état tout d'exécution; son esprit est donc incompatible avec celui des minuties. Etre insouciant, détaché par état d'une vie dont le sacrifice doit toujours être prêt, il ne peut que se trouver blessé par un genre d'occupation ou d'exigeance qui le ramènerait dans cette espèce de détails et de soins qui supposent l'extrême désir de la conserver. Les *colonels faiseurs* de l'armée de Louis XVI avait mis cette armée au désespoir avec leurs modes du Nord, avec leur tenue de petits-maîtres. Les Descars, les Guibert, les Lambert, les de Guignes, les de Poix, tour à tour durs et minutieux, avaient porté dans l'âme du soldat français la détestation d'un genre de service qui ne faisait plus de lui qu'un russe, un prussien, une poupée armée, et jamais un français. Le duc du Châtelet fut sans intention et sans s'en douter, la cause déterminante de la révolution. Transporté du

commandement du régiment du Roi à celui des gardes françaises, il répudia l'héritage du maréchal de Biron, qui, au centre de la corruption du temps et de la capitale, avait maintenu ce superbe corps dans une discipline exemplaire, qui le rendait la sauve-garde de Paris. On appelait alors *les sergens aux gardes, les curés de Paris*. Il voulut remettre à l'école de son ancien régiment les vétérans de celui des gardes. Dégoûtées de lui, elles abandonnèrent le trône. On aurait dit qu'il y avait une conspiration pour enlever cette armée au Roi. L'ordonnance qui exigeait la noblesse pour parvenir au grade d'officier, était un acte d'humiliation pour l'armée, et par conséquent un acte hostile contre elle; de plus, c'était un anachronisme véritable; car on prenoit le moment de l'affaiblissement des idées de noblesse, pour attribuer à cette partie privilégiée un droit exclusif, propre à blesser toutes les autres classes.

M. de Saint-Germain avait tenté d'introduire dans l'armée le code pénal allemand, entièrement opposé au génie militaire des Français; par là, on avait beaucoup offensé le militaire. Le bâton n'est pas un conducteur

respecté par les Français; chez eux l'honneur seul est reconnu pour guide; si le sabre doit atteindre le soldat français, c'est par la pointe ou par le tranchant, mais jamais par *le plat*.

Louis XV informé que dans un combat livré pendant la guerre de Sept Ans, plusieurs officiers avaient succombé sous des coups qui ne pouvaient pas être partis de la main de l'ennemi : *voilà bien des coups de canne payés*, répondit ce prince. Mot d'un sens exquis, et bien fait pour appartenir à un monarque doué d'un jugement très droit.

Le soldat est homme comme un autre; ainsi, comme les autres hommes, il juge et juge sainement; tout ce qui sera dans la ligne du devoir possible, sera exécuté par lui; tout ce qui s'en écartera, sera tenté, mais ne pourrait être exigé plus d'une fois sans danger.

Commandez à l'armée du général Leclerc d'aller à Saint-Domingue, quarante mille soldats admirables vont se laisser jeter sur l'Océan sans murmurer, pour aller chercher un monde nouveau, pour braver un ennemi d'une espèce nouvelle, et pour supporter les feux d'un autre soleil que celui qui les réchauffait en Europe. Mais lorsque la Renommée, messagère de la

mort, aura appris à l'armée française que les ossemens de ses frères d'armes blanchissaient les rivages empestés et brûlans de Saint-Domingue, et que si la gloire n'a pas cessé de leur être fidèle, aucun but d'utilité n'a consolé leurs mânes, un second embarquement présentera les plus grandes difficultés. Essayez d'envoyer une armée française en Russie, en Egypte, à Saint-Domingue, et vous verrez ce qui arrivera. Or, c'est cet ensemble de causes de relâchement, de dégoût et finalement de défection, qui ont décidé le mouvement de l'armée espagnole. Elle a fini par manquer à son roi, parce que depuis long-temps son roi lui avait manqué. Je parle des hommes, et à des hommes raisonnables, et par conséquent, je ne dois pas craindre de parler raison. Aujourd'hui la raison forme le *droit commun* et le tribunal universel; laissons crier à l'*anarchie*, au *révolutionnaire*, ceux dont tout le dictionnaire politique se compose de deux ou trois mots qu'ils n'entendent pas; pour nous, tenons-nous à la raison; c'est l'ancre du vaisseau; c'est le langage commun qui réunit entre elles toutes les parties de l'humanité; demandons-nous qu'est le soldat? Le défenseur de la

patrie; mais il est aussi son enfant; il lui donne sa vie : est-ce donc trop que de lui donner aussi les moyens de l'entretenir? Comment vous défendra celui dont la misère aura d'avance affaibli le bras et flétri le cœur? Que fait la patrie à celui qui n'en reçoit que des rigueurs? Que fait le devoir à celui dont la force ne correspond pas à la volonté de le remplir? Le devoir du soldat est de mourir pour celui auquel il s'est attaché; le devoir de celui-ci est de le nourrir et de pourvoir à ses besoins. Quelle absurdité d'ailleurs que celle de commencer par énerver l'instrument dont on attend le service? On ne se conduit pas ainsi avec les animaux utiles. Il y a donc un contrat véritable entre le soldat et son chef: tout ce qui a été promis et convenu de part et d'autre doit être accompli, ou le contrat est rompu. Le serviteur de la patrie, et, par ce nom de patrie, j'entends aussi le prince exerçant les pouvoirs de l'État, ne peut être d'une condition inférieure aux serviteurs des particuliers. Les lois civiles ont pourvu à l'observation de leurs engagemens réciproques; le service le plus noble en lui-même serait-il réservé à un traitement inférieur? Cela choque les pre-

mières notions de la justice et de la raison, et l'insistance dans un système aussi déraisonnable serait le grand chemin de la rébellion. Que des lois sévères retiennent sous le drapeau ou rappellent auprès de lui les serviteurs de la patrie, rien n'est plus juste : ces lois ne seront pas faites contre ceux qu'elles atteindront, mais pour la patrie, dont le service est d'une trop grande importance pour être délaissé sans son congé. La désertion du soldat blesse chaque membre de l'association, et l'association toute entière, en les exposant à rester sans défense au moment même où elle leur serait plus nécessaire. Mais la désertion de la société ne doit ni précéder ni accompagner celle du soldat. Le prince qui laisse son soldat sans pain, sans paie, sans habits, sans médecins, a déserté le premier; le soldat n'a fait que le suivre; le chef est le premier coupable; le premier il a rompu le contrat. L'homme rejeté par cet abandon dans l'état de nature, a repris les droits qu'il avait reçus d'elle; il a été délié, et le déserteur apparent, dans le fait, n'est plus qu'un affranchi. Toute rigueur qui suit l'infraction non réparée du contrat, est un abus de la force; si cet abus va jusqu'à l'ef-

fusion du sang, il devient un assassinat véritable. Il faut enfin s'entendre, et savoir si les hommes sont de pures machines dans les mains de quelques chefs, ou bien des parties de la création correspondantes à ceux qui les font mouvoir, et participant aux mêmes principes de sensation et aux mêmes droits de conservation. Le soldat doit une obéissance aveugle et illimitée à son chef, en tout ce qui est du service militaire. La trompette sonne; il n'a pas à s'enquérir sur quelles contrées vont flotter ses étendards; il n'a qu'à les suivre : la foudre gronde, l'ennemi marche; il n'a pas plus à compter le nombre des coups que celui de ses adversaires; il a su et accepté tout cela en passant sous le drapeau; il a dû y lire gravés : *mort* et *lauriers;* voilà le terme et le prix de son bail. Mais cette abnégation de la vie ne peut jamais être la certitude de la mort; le soldat en a accepté les hasards, mais non pas la certitude : si la mort était certaine, on ne trouverait pas un soldat. De plus, l'exigeance doit être inséparable de la possibilité; commander l'impossible est commander la désobéissance; les hommes ne sont pas des instrumens aveugles : avant d'agir, et à quel prix,

grand dieu! ils veulent savoir si agir servira à quelque chose; et lorsque la démonstration de l'impossibilité se révèle de toute part, la révolte du cœur suit de près celle de l'esprit; et ne croyez pas que le soldat ne soit pas un très juste appréciateur de cette possibilité; la nature, qui a pourvu chaque être de tout l'instinct nécessaire pour sa conservation, a révélé à tout homme et placé au fond de son cœur le sentiment de la limite où finit le devoir des sacrifices, et commence le droit de la conservation propre. Il faut donc bien se garder de violenter cette nature, en commandant au militaire ce qui dépasse évidemment la mesure de ses forces. Si vous l'oubliez, de son côté il oubliera qu'il est soldat, pour se rappeler avant tout et peut-être uniquement qu'il est homme.

Le roi des rois, le dominateur de l'asie, le superbe Xercès rassemble autour de sa tente les flots de ces peuples que, dans son orgueil, il a appelés de toutes les parties de son vaste empire, pour servir de ministres à ses vengeances contre les Grecs trop lents à obéir à ses ordres; du haut d'une montagne ses regards se promènent sur les innombrables bataillons qui doivent fouler aux pieds cette Grèce trop étroite

pour les contenir : à la vue de ces victimes préparées du trépas, il se trouble, il s'émeut, son cœur redevient celui d'un homme, les larmes inondent son visage; il ne peut soutenir sans frémir l'aspect de cette multitude rassemblée pour fournir aux festins de la mort, et qui, à sa voix, a quitté le doux sol de la patrie qu'elle ne doit plus revoir; humaine et honorable pensée, faite pour racheter quelque partie des fautes de cet insensé. Les gladiateurs en entrant dans l'arène saluaient les empereurs par ces lugubres accens dont le son attendrissant porte encore, après deux mille ans, la douleur et la pitié dans nos âmes : *morituri te salutant;* mais c'étaient des esclaves; mais c'étaient des hommes dans lesquels un peuple féroce, d'accord avec des maîtres aussi ou plus barbares encore que lui, méconnaissaient le caractère et les droits sacrés de l'humanité : mais les soldats des peuples chrétiens et civilisés ne sont pas des gladiateurs dans une arène, livrés au glaive pour l'amusement d'un peuple inhumain, mais des enfans de la patrie, qui doit être avare de leur sang et prodigue de soins à leur égard.

Faisons l'application de ces principes à l'ar-

mée espagnole, et observons, 1° qu'en Espagne les embarquemens des troupes ne se sont jamais faits sans difficulté pour l'Amérique : il était reconnu dans cette armée, qu'aller en Amérique ou bien au tombeau, étaient synonymes : quelques débris des combats, quelques restes échappés à l'insalubrité du climat, étaient tout ce que l'Espagne revoyait de ses habitans employés dans ces expéditions lontaines. Le soldat espagnol en partant pour l'Amérique, devait renoncer à jamais à l'Espagne ; là il n'y avait pas seulement des chances de mort, comme le renferme l'état militaire en Europe, mais encore la certitude d'une mort inévitable et affreuse. Des régimens envoyés en Amérique, jamais l'Espagne n'a rien revu *que les drapeaux :* personnel et matériel, tout y restait.

2°. Des expéditions espagnoles ne ressemblent pas à celles qui sont préparées en Angleterre ou bien en Hollande; ces deux pays de la richesse, de la propreté, des soins bien entendus, une expédition anglaise, par suite de la richesse nationale, de l'habitude des soins, et de celle de ces sortes d'expéditions, présente à ceux qui en font partie, les moyens de santé et de préservation dont on peut jouir dans des

voyages de plaisir. La répugnance à faire partie d'expéditions qui offrent tout ce qui peut être raisonnablement exigé, serait inexcusable; mais c'est ce qui ne se rencontre pas de même dans les expéditions espagnoles. Tout y manque; rien n'est jamais prêt; la saleté y produit l'infection; la parcimonie et la fraude président aux approvisionnemens : une partie est plus propre à donner la mort qu'à soutenir la vie; tous les soins de la santé manquent. Quelle horreur ne doivent pas inspirer des transports pareils qui doivent être faits à des distances immenses, sous les feux d'un soleil dévorant, et pour aboutir dans les fanges d'une terre successivement détrempée par les torrens que vomissent les tropiques, et embrasée par les ardeurs d'une canicule de six mois : telle est la destinée des malheureux que l'Espagne envoie dans ces cruels climats. L'armée espagnole était régénérée, comme nous l'avons montré dans le commencement de cet ouvrage; elle était formée d'élémens nouveaux et puisés dans la révolution; les officiers surtout étaient tous enfans de cette même révolution : plusieurs insurrections, comme plusieurs chefs militaires, avaient déjà éclaté.

De plus, l'entreprise d'O'donnel, au mois de juillet dernier, avait dû laisser des germes d'indisposition et d'indiscipline.

L'armée manquait de tout; il passe pour constant que depuis plusieurs mois la paie manquait absolument, et en considérant l'état des finances de l'Espagne, cela ne présente rien que de très probable. Officiers et soldats se trouvaient dans un dénuement qui les forçait en grand nombre de recourir à la charité publique, d'humilier devant les plus vils secours des fronts destinés à faire pâlir leurs ennemis et de faire étendre vers une aumône flétrissante les mêmes mains qui devaient aller donner des fers aux vastes et opulens empires où naissent l'or et les pierres précieuses dont s'enrichit et se décore le reste du monde.

Tout semblait donc avoir été préparé comme avec soin pour ébranler dans cette armée la fidélité, pour la dégoûter du service, et pour rompre le lien de l'obéissance; dans un pareil état, le contrat entre celui qui exigeait le service et celui qui devait le rendre, était manifestement rompu, et quiconque lisait à la fois le tableau tracé par le roi lui-même, de l'état

de cette armée (1), de celui de son royaume, et les injonctions menaçantes par lesquelles il voulait retenir ou rappeler sous le drapeau des hommes qu'il laissait mourir de faim, ne pouvait pas s'empêcher de reconnaître que le roi ne s'entendait pas lui-même, en demandant une chose au-dessus de la nature, contraire à la raison, à la justice, à la sainteté des contrats, et prévoyait que ces extrémités amèneraient l'armée à une insurrection éclatante et prochaine. Etrange manière de juger des choses et de conduire les hommes; on croit avoir le droit de tout exiger d'eux, sans que de son côté, on se croie tenu de rien à leur égard : toutes les charges sont d'un côté et aucune de l'autre; c'est le faible, celui qui doit recevoir la force, qui use de ces exigeances à l'égard de celui qui a cette force et qui doit la lui donner, et l'on s'imagine que parce que ces hommes sont tenus de devoirs d'une nature particulière, on a le droit de tout exiger d'eux, que rien ne leur est dû, que leurs souffrances, leur vie, tout vous appartient. Ah!

(1) Voyez les proclamations du roi d'Espagne, relatives à la désertion.

de pareilles doctrines ne peuvent que conduire à des catastrophes ceux qui en font la base de leur conduite, il faut être aveugle pour ne pas voir où elles aboutissent inévitablement; il faut croire que les autres, ses semblables, sont pétris d'un autre limon que celui dont on l'est soi-même, pour pouvoir supposer qu'ils se soumettront toujours à ce qui contrarie tellement la nature de l'homme, les penchans de son cœur, et les lumières de son esprit. Changeons les rôles un moment, et mettons ceux qui pleins de l'orgueil du commandement et confians dans l'habitude de l'obéissance, imposent aux autres le joug de ces prescriptions cruelles, mettons-les à la place de ceux-ci, que ce soit leur tour de les subir, comme leur cœur va se soulever, comme ce qu'ils regardent et veulent faire passer pour si criminel aujourd'hui, dans cet état valeur paraître la chose du monde la plus légitime! Ah! quand il s'agit de charger les autres on est fort libéral; mais c'est quand il faut prendre le fardeau sur soi-même que l'on commence à bien évaluer sa pesanteur : on ne voudrait pas y toucher du bout du doigt.

Or, telle était la déplorable position dans

laquelle le désordre du gouvernement de Ferdinand avait placé l'armée espagnole (1). C'est de ses propres mains que ce prince avait rompu les liens qui lui attachaient cette armée, qui pendant tant d'années et par tant de travaux ne lui avait pas donné de si éclatantes preuves de dévouement, pour aboutir à une révolte, à une séparation violente, si elle n'eût pas été tourmentée, dégoûtée et comme saturée à plaisir de ce qui pouvait la forcer à embrasser la résolution qu'elle a fini par prendre. Dans tout ceci, le gouvernement espagnol n'a montré d'art que dans un seul point, celui de dissoudre son armée, et il y a parfaitement réussi.

---

(1) Les choses en étaient au point que le roi d'Espagne s'est vu réduit à *frapper d'une contribution forcée la ville de Cadix, le jour qui a suivi la cessation de la fièvre jaune : acte unique dans l'Histoire.*

On avait fait sortir du port des vaisseaux marchands, pour leur faire acquitter des droits de douannes dans d'autres ports du royaume; depuis quelque temps, le gouvernement espagnol vivait de ce que dans le Levant on appelle des *avanies*.

Quand le cardinal de Loménie fut réduit à vivre jour à jour du produit des barrières de Paris, il fallut partir. Tout gouvernement qui en est là, ne peut pas compter sur *huit jours d'existence*.

L'armée d'Espagne avait lieu d'éprouver les plus vifs mécontentemens; mais si grands qu'ils fussent, ils n'auraient pas suffi pour décider l'explosion, si elle ne s'était pas senti soutenue par les mécontentemens publics. Mais les choses étaient arrivées à ce point critique dans lequel les mécontentemens se touchent, et en se touchant forment un faisceau dont la force est irrésistible : 7 à 8 mille hommes, relégués à l'extrémité de la péninsule, n'étaient pas en état de déclarer la guerre au roi d'Espagne, ni de conquérir son royaume, si l'Espagne eût encore appartenu réellement à ce roi, et si elle eût été disposée à le seconder; une insurrection emporte toujours avec elle un caractère peu favorable, et trouve beaucoup de préjugés à surmonter; une insurrection militaire se présente sous des rapports encore moins favorables; pour qu'elle n'appelle pas tout le monde contre elle, il faut qu'elle ait tout le monde pour elle; car autrement elle sera bientôt étouffée. Mais si par malheur cette insurrection ouverte est en harmonie avec l'insurrection cachée et déjà existante au fond des cœurs, si les plaintes et les griefs de l'armée sont les griefs et les plaintes

publics, alors les insurgens ne sont plus des ennemis, mais des organes; des hommes isolés, mais un centre commun; alors après quelques momens de consultation et d'hésitation, on se réunit à eux; d'un effort commun on attaque l'objet qui produit l'irritation, on le renverse; des chefs donnés par la nécessité se trouvent tout d'un coup acceptés par la masse, et ceux qui dans l'isolement de leur mécontentement eussent passés pour des traîtres et eussent été punis comme tels, réunis aux mécontentemens publics, leur servent de vengeurs, et se voient proclamés les libérateurs de la patrie: cette théorie est si simple, qu'en vérité on ne conçoit pas comment le gouvernement espagnol s'est mis dans l'état d'en ressentir les effets.

Or, voilà précisément ce qui est arrivé de l'armée, du gouvernement et du peuple d'Espagne.

L'armée était mécontente, et à bon droit; le peuple l'était aussi, et avec la même raison. Les chefs militaires ont jugé la position; ils ont reconnu qu'il n'y avait qu'à soulever un épiderme pour faire apparaître une autre Espagne que celle qui paraissait à la vue, qu'il ne s'agissait que de rompre la glace, d'ouvrir un débouché à la manifestation des sentimens

Cadix, cette ville plus américaine qu'Espagnole, dont l'état est de s'entretenir des affaires de l'Amérique, source de sa richesse. Cette armée avait vu rentrer dans le port un des vaisseaux russes cédés à l'Espagne, qui n'a pas pu se soutenir sur l'eau pendant la moitié de sa carrière; elle avait pu apprendre que la frégate l'Isabelle, dans le cours de la traversée, de désespoir et de misère avait été se jeter dans les ports de l'ennemi contre lequel elle était envoyée; elle a pu apprendre que la moitié de ces trois mille hommes embarqués *comme des moutons* était hors de combat ou jetés à la mer, en arrivant à leur destination; elle a pu entendre parler journellement de l'inutilité des efforts de Morillo, des désastres de ses frères d'armes, des succès et des forces croissantes de l'ennemi; elle contemplait depuis un an ses pavillons bravant Cadix lui-même, et épouvantant tous les rivages de l'Espagne; elle a pu reconnaître qu'une nouvelle conquête de l'Amérique était impossible (1). Déterminée par cet ensemble de

(1) Voyez les proclamations de Quiroga et des autres chefs; ils déclarent uniformément que la conquête de l'Amérique est impossible.

circonstances irrésistibles, l'armée a éclaté au milieu du dénuement le plus absolu, des mécontentemens publics, de l'attente d'une déportation personnelle, des tortures de la transplantation et de la mort en Amérique. On devait s'attendre à ce résultat; et depuis long-temps, tout œil pénétrant le voyait arriver.

Cette même armée qui a rompu ses engagemens avec le roi d'Espagne, pour ne pas se laisser déporter en Amérique, à sa voix, aurait volé aux frontières, si l'ennemi les eût menacées. Des hommes éclairés connaissent la différence qui se trouve entre défendre la patrie sur son sol et contre l'étranger, ou bien aller attaquer chez eux des hommes qui ne vous demandent rien, ou plutôt qui ne vous demandent que ce que vous avez voulu et fait vous-même, c'est-à-dire, être les maîtres chez vous : car, voilà toute la querelle de l'Amérique avec l'Espagne : la première veut être la maîtresse en Amérique, comme laisser la seconde être la maîtresse en Espagne, cela n'est ni ambitieux ni criminel. On ne peut pas engager les hommes à se condamner à d'horribles souffrances sans aucun but apparent d'utilité, le jour de l'exa-

men ne peut tarder à arriver; et ce jour-là, quand les hommes ont dit *pourquoi*, le résultat n'est plus douteux.

Telles sont les considérations principales que nous ont présentées le grand évènenement et le grand exemple de l'insurrection de l'armée espagnole : elle a des caractères particuliers, mais tellement appropriés à la nature des choses qu'il était possible d'en assigner les degrés, par qui voulait y faire attention; ainsi qu'en suivre le développement, comme jour par jour.

Une insurrection militaire est toujours un malheur et un désordre; on pourrait presque dire une difformité dans l'ordre social et civil. Beaucoup de dangers sont attachés à un pareil exemple, avec des masses d'hommes dont les bras sont plus forts que les têtes, que beaucoup d'incitations peuvent remuer, et dont l'intervention est irrésistible. C'est une question hardie et bien délicate à traiter, que celle de la légitimité de l'insurrection; ses dangers doivent la faire tenir à l'écart, et loin des yeux du vulgaire trop sujet à l'erreur; mais si les insurgens, quels qu'ils soient, ne peuvent être tout-à-fait exempts de blâme, combien n'en méritent

pas ceux qui, en accumulant les torts et les fautes, poussent les hommes à ces fatales résolutions : si on ne veut pas qu'il y ait révolte contre soi, que l'on ne commence point par se révolter soi-même contre la raison, contre l'humanité, contre la possibilité, contre l'évidence; vous commandez aux hommes ce qui dépasse la mesure de leurs forces, ce qui blesse toutes leurs facultés physiques et morales; vous vous reposez sur l'espoir d'une obéissance d'habitude; vous serez trompés dans vos calculs; vous aurez précipité dans la révolte : laissons à l'Alcoran et à l'Orient les commandemens absolus et l'obéissance aveugle; l'Évangile et l'Europe ne connaissent plus que les commandemens éclairés et l'obéissance raisonnable : *rationabile obsequiem*. Plus nous avançons dans la carrière lumineuse où nous sommes entrés, plus l'empire s'éclairera, et plus aussi l'obéissance s'assurera. Les lumières des gouvernés forceront les gouvernemens à ne commander rien que d'éclairé; l'un craindra de prescrire ce qui ne supporterait pas la lumière; l'autre n'osera pas se refuser à ce qui la lui représentera.

Pour condamner l'armée d'Espagne, il fau-

drait condamner l'armée prussienne (1) : l'une a forcé son roi de reprendre sa couronne; l'autre a forcé le sien de reprendre son serment : l'une a entendu et sauvé la Prusse, l'autre a entendu et sauvé l'Espagne; mais il y a entre elles une différence en faveur de l'armée d'Espagne, c'est que celle-ci n'a pas manqué en présence de l'ennemi, qu'elle a cédé à dès souffrances inouies, à la nécessité de se soustraire à la déportation en Amérique, et à une mort certaine et inutile; au lieu que l'armée prussienne a manqué sur le champ de bataille, qu'elle n'éprouvait pas la privation d'aucun des moyens d'entretien que le soldat a le droit de reclamer,

---

(1) Lors de l'insurrection de l'armée prussienne, les éloges pleuvaient... Lors de l'insurrection de l'armée espagnole, c'était le tour des reproches. On jouissait avec délices des résultats de l'insurrection prussienne ;... on anathématisait ceux de l'insurrection espagnole : la première était conforme à tous les devoirs, la seconde violait tous les droits... Jugemens de parti que tout cela, dans lesquels pas plus d'un côté que de l'autre, on ne trouve une ombre de justice, ni de conformité avec l'ordre social.... En temps de parti tel que le nôtre, l'esprit de parti tient la balance et la fait pencher au gré des intérêts personnels.

qu'elle n'avait à courir que les chances attachées à l'état militaire, et communes à toutes les armées, et qu'elle a pris l'initiative dans un système politique dont elle ne pouvait jamais être juge, en sécartant d'un devoir militaire dont elle ne devait jamais s'affranchir ; et cependant qui blâme l'armée prussienne? tant sont délicates les grandes questions qui décident des intérêts primitifs et respectifs des membres des associations humaines, tant il est difficile d'assigner le point précis auquel, de part et d'autre, on rentre comme dans l'état de nature, et l'on cesse d'être tenu de quelque chose. Dans ces cas épineux, le plus sûr, pour la tranquillité des sociétés, est de ne considérer que les faits, et de se tenir au résultat positif. Celui de l'insurrection de l'armée espagnole est immense. L'armée prussienne changea la face de l'Europe, en 1812; l'armée d'Espagne a changé la face du monde en 1820 : nous dirons comment, quelques pages plus loin. En attendant qu'il nous soit permis d'obéir à un sentiment naturel qui nous ramène vers cet inépuisable sujet de réflexions, et qui nous fait répéter à chaque instant, *il semble que l'on ait pris plaisir à faire perdre son armée au roi d'Espagne*.

Ce prince peut bien redemander sa dernière couronne à ceux qui, par leurs préjugés, leur ignorance et leur témérité, ont porté l'armée à ce point de mécontentement qui fait les insurrections militaires : car ce sont bien eux qui l'ont perdu ; et puis, écoutez ces courtisans,

. . . . . présent le plus funeste
Que puisse faire aux rois la colère céleste.

CHAPITRE III.

Premier et second règne de Ferdinand VII.

Le premier a été fort contesté.

Le second a été fort absolu.

Le premier a commencé par une intrigue de palais, et a fini par une catastrophe étrangère.

Le second a commencé par l'enthousiasme de l'amour de l'Espagne pour ce prince, et a fini par une explosion de mécontentemens et par une catastrophe intérieure. Quel est donc ce prince dont les malheurs ont long-temps

intéressé le monde, dont les prospérités l'ont embarrassé, et dont la chute l'ébranle?

Il est rare que d'aussi grands effets dépendent d'une seule cause, et que les choses n'y entrent pas au moins autant que les hommes : ainsi tout ce qui s'est passé en Espagne, tout ce qu'a éprouvé Ferdinand VII depuis son entrée dans la vie royale et dans la carrière politique, ne vient pas de lui seul; un prince agit rarement d'une manière privative et isolée. Bien souvent il est un résultat plutôt qu'une cause, et il se trouve porté dans une direction par des antécédens étrangers à lui-même autant qu'impérieux; telle me paraît avoir été la position dans laquelle s'est rencontré Ferdinand VII : tous ses malheurs ne sont pas de lui, toutes ses fautes aussi ne viennent pas davantage de lui; on est trop porté à juger les grands, et surtout les maîtres du monde, avec sévérité. On proportionne les exigeances à leur élévation, on leur commande toutes les vertus de leur rang, les talens de toutes les affaires qu'ils ont à diriger; on leur reproche ce que la nature leur a refusé, ce que l'éducation leur a donné ou leur a enlevé, ce que leur entourage leur a communiqué ou sous-

trait. Il entre dans ces jugemens quelque chose de cette vengeance secrète qu'inspire le sentiment de la dépendance, et l'on croit sentir le poids du joug allégé en s'en prenant à la main qui l'impose. Il faut être juste et savoir évaluer les choses telles qu'elles sont; il n'appartient qu'à des génies d'un ordre tout à fait supérieur, à ces hommes que la nature semble tenir comme en réserve pour corriger les écarts ou redresser la marche d'une partie du genre humain, de s'élever au-dessus des lois, des mœurs, des préjugés d'un pays tout entier, et de le forcer malgré lui à abjurer son ancienne existence pour en revêtir une nouvelle; de pareils coups de force ne peuvent être l'ouvrage que de ces hommes privilégiés qui apparaissent de loin en loin dans le désert de l'histoire, comme s'élèvent au sein de vastes solitudes des monumens destinés à guider les pas du voyageur; ces hommes sont des flambeaux allumés au milieu de l'humanité pour lui servir de fanal; mais à ce titre même ils doivent être fort rares, et à combien, parmi les mortels, ont appartenu ces qualités régénératrices qui donnèrent à Pierre-le-Grand la force de redresser

sa nation courbée par des siècles d'esclavage barbare, comme l'arbre est plié par le vent. Des hommes de cette trempe peuvent être considérés comme les suppléans du Créateur lui-même; car l'accès à cette vie morale n'est pas moins merveilleux que celui qui n'est ouvert qu'à la vie commune à tous les animaux; ces hommes sont des exceptions dans l'espèce. Hors de là les princes nés dans le porphyre ne sont guère que les représentans de l'état moral de leur pays, et trop souvent quelques redressemens partiels dans les abus crians, suffisent à la fois à leur ambition et à leur génie.

Il faut donc pour apprécier au juste le mérite des deux premiers règnes de Ferdinand VII, commencer par se demander qu'étaient en Espagne, la cour, le gouvernement, et les mœurs. De la réponse à cette seconde question suivra nécessairement la réponse à la première.

A l'époque de la naissance de Ferdinand, l'Espagne était le pays de l'Europe le plus reculé sous les trois rapports indiqués ci-dessus, celui dans lequel se retrouvaient le plus de traces du régime des palais de l'Orient, et du gouvernement de la Turquie. Charles IV, père de Ferdinand, possédait toutes les vertus com-

munes aux princes de sa maison; chrétien fervent, fils tendre et respectueux, époux fidèle et confiant, père sensible, modèle de mœurs, ami de la simplicité, affable et bienfaisant, égal à tout homme en vertus privées, mais inférieur à son rang en vertus royales; et ce sont pourtant celles-ci qui sur le trône, comme l'habileté sur un vaisseau, finissent par donner à ces pilotes du genre humain les moyens de se maintenir eux-mêmes contre les tempêtes, et ceux de le préserver lui-même du naufrage. Les rois ne sont pas faits seulement pour les vertus privées, ils ne peuvent gouverner qu'avec l'appui des talens politiques; gouverner est leur état, et ce n'est qu'avec l'esprit de cet état qu'ils peuvent s'en acquitter.

Charles IV, roi de temps calmes et ordinaires, eut le malheur de se trouver dans le temps très extraordinaire de la révolution, et comme face à face avec cette redoutable ennemie du quiétisme des gouvernemens de cette époque; elle a très fréquemment interrompu leur sommeil.

Si beaucoup de gouvernemens n'ont pas entendu grand'chose à cette révolution, on

peut conjecturer avec vraisemblance que le roi de la vieille Espagne ne l'avait pas mieux jugé que ses collègues. Après l'avoir combattu, ainsi qu'il avait pu le faire, il avait fini par lui tendre la main, et par s'en déclarer l'allié : depuis Bâle 1795, jusqu'à Bayonne 1808, Charles IV fut sans interruption l'allié de tous les gouvernemens de la France, et il ne dédaigna pas de laisser faire par *Napoléon*, encore alors *Buonaparte*, sur la tête de sa propre fille, l'essai du placement de la première couronne que la main de ce jeune modérateur de la république eût encore touchée, en préludant ainsi à ce qu'il se réservait de faire pour lui-même; malheureusement Charles IV fut entraîné dans l'asservissement à un favori qui fit des liens de l'amitié dont ce prince l'honorait, une chaîne avec laquelle il l'a comme enlacé pendant toute sa vie, et l'a traîné de faute en faute jusque dans l'abyme.

Si l'aveuglement de la passion et celui de l'amitié s'étaient réunis pour affermir l'empire du favori, toutes les haînes de la cour, toutes celles de la famille, et l'animadversion de la nation, de leur côté, étaient aussi conjurées contre cet homme, soutenu par le prince,

mais abhoré de tous. Comme il arrive toujours dans cet état d'assujétissement commun et forcé, c'était autour de l'héritier de la couronne que s'étaient agglomérés les ennemis du superbe dominateur de son maître et de l'Espagne. Ferdinand avait épousé un princesse de Naples, qui, héritière des hautes ambitions d'une mère, laquelle, de son côté, avait aussi plié Naples pendant vingt ans au joug d'un favori étranger, paraissait dans son humeur altière, plus faite pour commander que pour obéir, et qui semblait montrer dans le lointain, au favori, l'orage qu'elle rassemblait sur sa tête : bientôt le tombeau l'engloutit, en laissant son époux et l'Espagne convaincus qu'une de ces trames odieuses, que l'Europe civilisée a reléguées dans les palais de l'Orient, avait coupé le fil de cette vie menaçante. Depuis lors, Ferdinand vécut presque en captif dans la cour de son père, objet des cruels ombrages d'une mère ennemie, et d'un favori rendu implacable par ses propres terreurs. La cour d'Espagne n'admet pas comme celles de l'Europe la liberté pour les princes qu'elle renferme. La rouille des chaînes de l'Afrique s'y fait encore remarquer; on la retrouve dans la

surveillance stricte qui compte tous les pas des membres de la famille royale, et qui ne délie, pour ainsi dire, leurs membres qu'à la voix du souverain; une autorisation expresse est nécessaire aux princes de cette cour pour les actes qui entrent dans l'état habituel et commun de la vie de tous les hommes; il faut qu'une permission leur ouvre les portes du palais, lorsque le devoir ou le plaisir les invite à en sortir : la haine de l'administration du prince de la Paix était montée au point de persuader aux conseils du prince des Asturies d'attaquer ouvertement celui qui flétrissait à la fois l'honneur du trône, et qui énervait la force de l'état. Découvert, arrêté, convaincu, Ferdinand dut recourir à l'indulgence d'un père qui se sentait plus offensé dans son favori qu'il ne l'eût été dans lui-même, et le pardon dut lui coûter d'autant plus à accepter, qu'il fallait le recevoir d'une main qui se montrait plus à mesure qu'elle affectait davantage de se cacher. Quelques mois après éclata la conjuration d'Aranjuez; Charles IV se vit arracher la couronne par ceux dont le devoir était de la maintenir sur sa tête au prix de leur sang; une insurrection des gardes-du-corps trans-

féra au fils le trône du père, et les ressentimens publics, tant ils étaient grands, eurent le pouvoir de dérober également aux yeux du peuple et à ceux du prince les devoirs garans des droits que dans peu tous les deux devaient également s'accorder à défendre et à réclamer. Dans l'ardeur de se débarrasser du prince de la Paix, les principes furent oubliés, et dans le désespoir de parvenir à séparer le roi de son favori, on le sépara lui-même de son trône; de là suivirent les scènes de Bayonne. Témoin de ces cruels débats, je n'ai pas craint de les retracer dans les Mémoires de la Révolution d'Espagne (1), et je n'appréhende pas l'ombre d'un reproche sur la plus parfaite vérité de leur contenu; les plus rassurans témoignages m'ont été rendus à cet égard, et je ne redouterai pas d'invoquer celui des principaux acteurs eux-mêmes : on connaît le résultat de cette tragédie (2). J'ai dit, et le répète, que les conseils de Ferdinand le portèrent à se rendre à Bayonne dans l'espoir d'y prévenir

(1) Un volume in-8° imprimé en 1816; se vend chez Béchet aîné, libraire, quai des Augustins, n° 57.

(2) Voyez sur tout cela les Mémoires sur la Révolution d'Espagne ci-dessus indiqués; tout s'y trouve.

son père et le favori, confians qu'ils étaient que l'offre d'épouser une nièce de Napoléon ne pouvait manquer de concilier toute sa faveur au souverain de cette Espagne qui, d'après l'expression du poète, *est partout où luit l'astre du jour;* le calcul était peu sûr.

J'ai dit et je répète que le plan de Napoléon était de faire échanger le trône d'Espagne pour celui d'Etrurie, dont il venait dans ce dessein d'éloigner la reine sœur de Ferdinand, et mère d'un jeune prince dont l'extérieur était plein de charmes, et dont l'esprit brillait déjà d'un vif et jeune feu.

Napoléon n'avait pas apporté à Bayonne le dessein de priver la descendance de Charles IV de toute espèce de trône; il n'avait pensé qu'à la transférer en Etrurie. La résistance invincible de Ferdinand à se soumettre à ce plan, les contestations du père avec le fils, la reprise de sa couronne exécutée par le père, produisirent le dépouillement de tous les deux, et la prison de Valencay. Ils eurent le sort des deux plaideurs que le fabuliste a mis en scène devant un juge, qui les dévore pour les mettre d'accord; dénouement d'autant plus déplorable pour Ferdinand, que dans ce long exil, il

se trouvait être encore la victime du prince de la Paix, qui, tantôt par ambition, tantôt par impéritie, attaché à sa ruine comme un mauvais génie, avait provoqué le couroux de Napoléon contre le roi d'Espagne par l'étrange publication dont ce ministre inonda l'Espagne pour l'appeler toute entière aux armes contre Napoléon, au moment où la Prusse venait de lui déclarer la guerre; cette pièce inopportune arriva à Napoléon sur le champ même de bataille de Jéna. Elle alluma dans son cœur, contre un allié réputé perfide, une soif de vengeance aussi grande que celle qu'il ressentait contre la Prusse elle-même. *Je jurai dès lors qu'ils me la paieraient*, a-t-il dit cent fois publiquement, et il a trop tenu parole : pour punir un perfide, il le devint lui-même.

Ainsi fut terminé le premier règne de Ferdinand : règne court, équivoque, contesté, d'un droit incompatible avec la légitimité, précédé par le malheur, produit par le malheur, et éteint dans un malheur encore plus grand. La cause de toutes ces infortunes se trouvait dans l'état de la famille et du gouvernement. Ici la scène change, et le second règne commence.

Le petit-fils de Henri IV n'est pas comme son valeureux et aimable aïeul, un monarque à la fois vainqueur et père de ses sujets ; *au contraire, c'est lui qui est leur conquête et comme leur créature ;* mais à quel prix, grand Dieu! et avec quels transports d'allégresse il reparaît à leur vue! Tous les maux sont oubliés : il n'y a plus de place que pour l'ivresse qu'inspire sa présence. Mânes d'un million d'Espagnols immolés pour sa cause, vous dûtes trésaillir et rester consolées au fond de vos tombeaux ; lui-même correspond à l'empressement général, il revoit la terre d'Espagne avec le même amour qu'elle le revoit lui-même ; son cœur ne recèle aucun ressentiment ; son esprit n'a conçu aucun dessein funeste ; il arrive avec l'ardent amour du bonheur d'un peuple si cher. Dans les entretiens qu'il accorde (1) au général français, dont les triomphes éclatans et sages à la fois, ont le plus contribué à retarder son retour, il lui découvre une âme remplie des intentions

(1) Il sera précieux pour l'Histoire, que M. le maréchal duc de l'Albuféra, fasse connaître les détails du séjour du roi Ferdinand dans son camp, lorsqu'il rentra en Espagne. Le témoignage est en tout digne du sujet.

les plus droites. *Ciel, en ce moment décisif, tu devais guider son choix ; ce choix d'où va dépendre sa vie, l'Espagne, et peut-être le monde entier ; le couvrant de ton égide, tu aurais dû donner à son esprit les clartés dont tu resplendis toi-même, celles dont tu couvres tous les objets qui remplissent l'univers, pour l'aider à discerner ceux de sa confiance, et de sa détermination ; car c'est de là que tout va dépendre.* Le voilà au milieu de ses vengeurs ; il est arrivé avec la clémence dans le cœur, sans éloignement pour la loi nouvelle qui régit l'Espagne ; il va pardonner et jurer ; mais, ô destinée cruelle de ce prince, déplorable sort commun à un trop grand nombre de ses semblables, les ennemis de la clémence, de la raison, des lois équitables, s'en sont déjà emparés. Déjà, sous les prétextes spécieux que l'adulation et l'intérêt savent si bien faire valoir, ils ont ébranlé ses humaines et bienveillantes dispositions. La droiture naturelle de son cœur lui avait montré la route véritable ; la flatterie hypocrite, la fausse dignité, la justice, hélas, et la religion même, sont employées et invoquées tour à tour pour irriter chez lui la fibre de l'orgueil et de la

vengeance; cédant à ces instigations funestes, arrivé en père, il se laisse aller à agir en ennemi d'une partie de la famille qu'il a retrouvée; la loi à laquelle il allait se lier, il la voue à l'infamie, et ses auteurs aux supplices, ne prévoyant pas qu'un jour ce qu'il rejette, il l'invoquera comme refuge, et ceux qu'il torture, comme conseils. Le voilà entré dans cette fatale carrière d'erreurs aveugles ou sanguinaires qui doivent le conduire au précipice; *il y est tombé*. Malheureux, qu'avez vous fait? C'est vous qui l'avez égaré, qui l'avez trompé sur l'état véritable des choses, qui lui avez montré une autre Espagne que celle qui existait réellement, qui avez armé sa main de rigueurs auxquelles son cœur répugnait avant d'avoir eu le malheur de vous connaître. Il n'est pas cruel, et vous lui avez fait décimer son peuple; il n'est pas ennemi de la justice et des lumières, et vous l'avez placé entre l'inquisition et les moines. Tous ses malheurs sont votre ouvrage. La nuit obscure au milieu de laquelle se réveille l'Espagne, et qui enveloppe ses destinées, c'est vous qui avez appelé les nuages qui la forment; vous et vous seuls êtes responsables au ciel, à la terre, à ce prince,

de tous les maux que renfermait la fatale direction que vous lui avez représentée comme le plus sûr moyen d'affermir son trône. Les témoignages les plus respectables m'ont appris que Ferdinand arriva, en 1814, sur la frontière de son royaume reconquis, sans préjugés, sans haines, avec les plus honorables intentions. Des chefs militaires, parmi lesquels se faisait distinguer le bourreau de Valence et de Monte-Video, le cruel Elio, d'autres hommes également sans lumières et sans générosité de cœur, prévalurent auprès de ce jeune prince, abusèrent de son inexpérience, le trompèrent sur l'état de l'Espagne, et lui donnèrent la fatale direction qui l'a perdu. Dès ce jour, il fut clair qu'il courait à sa perte ; il fut clair que cette partie ignorante, féroce et vile de la population, que l'on prétendait si faussement en former la partie forte, ne pouvait lui offrir un appui durable et solide, et que l'abjection des élémens dont se composait une pareille protection laisserait dans peu le trône s'affaisser dans un abyme (1).

---

(1) Je me rappelle qu'en 1814, lord Wellington soutenait devant moi, que Ferdinand avec ses moines et sa populace, régnait par la partie forte de l'Espagne; cette

Il a fallu l'y aller chercher et l'en retirer; le génie personnel de Ferdinand, son éducation, et les objets qui toujours avaient frappé ses yeux n'étaient pas propres à corriger ou à surmonter les difficultés de sa position. Philippe V, chef de la nouvelle dynastie espagnole, à beaucoup de vertus privées n'a pas montré jointes des facultés éclatantes. *Saint Simon*, honoré de la confiance de ce prince, nous a transmis sur sa manière d'être les détails les plus propres à faire connaître la trempe de son esprit, et elle n'était pas forte. Que de siècles et de générations se montraient entre son aïeul Louis XIV et lui! Son fils Louis, un instant son successeur, traîna une vie languissante,

---

confiante erreur a été fort en vogue dans un certain monde; c'est à cette opinion que je répondis dans le *Congrès de Vienne;* le chapitre fut fait exprès pour *Sa Grâce* et pour ceux qui pensaient comme elle : les évènemens en ont dit plus que je n'aurais pu le faire. C'est une bien fausse et malheureusement trop commune manière de juger, que celle par laquelle on conclut de ce qu'une chose ne fait pas dans le moment tout le mal possible, qu'elle n'en fera jamais, qu'elle est bonne et qu'elle durera.

O vanes hominum mentes, o pectore cœca!

sans laisser sur le trône une seule trace de son passage. Charles III régna avec régularité, décence, sans éclat et sans secousses; les temps étaient encore calmes, une capacité ordinaire y suffisait; il ne s'agissait que d'entretenir un mouvement donné; la plus faible main suffit à ce facile travail : les rois de ces temps tranquilles sont des instrumens de prospérité. Un vice primordial peut se communiquer à toute une race; c'est même ce qui arrive le plus souvent. Les mariages dans les mêmes familles ne sont pas propre à le corriger, et malheureusement c'est presque toujours là, surtout dans les états catholiques, que l'on va puiser; pour se retremper, il faut chercher plus loin; Charles IV, connu universellement par ses vertus domestiques, était peu célèbre par ses vertus royales et par son génie. Son fils, privé de grands exemples et de modèles, élevé à la façon des cours du midi, c'est-à-dire, d'une manière plus propre à étouffer l'esprit qu'à l'étendre, ne pouvait marcher qu'à la clarté des lumières qu'il avait reçues de ses auteurs et de ses maîtres; il arrivait au milieu de toutes les difficultés accumulées par cent ans de désordres, et par les agitations de l'Europe et du siècle;

il ne pouvait gouverner qu'avec ce qu'il savait, et d'après ce qu'il avait vu et ce qu'il croyait voir encore : le principe, la racine de ses maux se trouvent là. Malheureusement on la lui montra comme sa sauve-garde. L'Espagne était changée, renouvelée, il crut être toujours dans l'ancienne Espagne ; les noms le trompèrent sur les choses ; il disait encore la vieille Castille, tandis que la nouvelle existait seule et exclusivement à toute autre : il en a été de même de la totalité de son règne ; il ne présente que l'image du combat de l'ancienne Espagne contre la nouvelle, que celui de la nouvelle civilisation dans laquelle l'Espagne voulait entrer contre l'ancienne dans laquelle il s'efforçait de la retenir.

Ferdinand avait à choisir entre deux rôles : aidé par la civilisation, soutenu par les effets de la révolution déjà existante en Espagne, *se faire le Pierre-le-Grand de son pays*, et le régénérer. Séparé de la révolution, user avec discernement du pouvoir, que dans ses transports d'ivresse, la nation lui laissait prendre. Tout le chemin se présentait devant lui, dégagé d'obstacles et parfaitement aplani ; le mal fait ne pouvait lui être imputé, les insti-

tutions détruites ne l'embarrassaient plus ; maître de tout, pour durer, son pouvoir n'avait besoin que d'être ménagé. C'est par les conséquences, bien plus que par les principes, que presque toujours les hommes jugent le pouvoir. Est-il bienfaisant, on ne lui conteste rien ; est-il tortionnaire, on lui demande quel il est ; quand il ne peut pas montrer ses succès et ses dons, on lui demande ses titres et ses certificats d'origine : ainsi, depuis près de deux cents ans, que dans l'excès de leur reconnaissance, les Danois ont transporté à leur monarque l'exercice de droits tels que les hommes en société ne sont pas les maîtres d'en faire l'abandon à qui que ce soit, la mansuétude des souverains du Danemarck a rendu ce pouvoir si insensible, malgré son excès originaire, que les peuples, à défaut de le ressentir, ont cessé de le rechercher. De même en Russie, un monarque brillant du double éclat de la jeunesse et de la beauté, doué d'une âme généreuse, d'un esprit qui prend un essor naturel vers le vrai et le beau, conduit dans un sillon lumineux, encore inconnu pour elle, une grande nation ; il élargit ses frontières, il lui donne la prépondérance du continent, il

efface la rouille antique, il affranchit, embellit, enrichit et polit tout à la fois. Quel moyen de chercher querelle à un pouvoir exercé de si haut, et avec tant de succès; le bonheur et le repos, la gloire et la puissance, sont les décepteurs et les endormeurs du genre humain, et celui-ci ne prend guère la peine de remonter aux sources d'un pouvoir dont l'origine se cache dans ses prospérités propres ou dans des lauriers; mais la vue du pouvoir despotique, tout à la fois aveugle et dur, est insupportable; la durée de ce qui blesse les yeux et la raison tout ensemble ne peut embrasser un grand espace. Il faut finir, parce qu'en blessant tout le monde, on doit finir par n'être soutenu par personne; ainsi est-il arrivé de Ferdinand VII. Ceux qui l'ont engagé dans sa fatale carrière, pour tempérer les effets de leurs mauvais choix, devaient au moins chercher à entourer son administration de tout ce qui était propre à lui concilier la faveur publique. Un gouvernement rétabli a toujours des ennemis nombreux et puissans; l'art était de les ménager et de les calmer: on n'a su que les irriter par les plus grossiers sévices; une grande commotion laisse toujours après elle

beaucoup de plaies à cicatriser et beaucoup de pertes à réparer, on n'a su qu'élargir les unes et doubler les autres. La révolution française avait au moins eu l'effet de délivrer l'Espagne d'institutions, lèpres de ce pays, horreur de l'Europe; on n'a su que les recréer. On n'avait pas un écu, on ne s'est occupé que de relever et doter des couvens; leur héritage faisait la richesse publique, on leur a abandonné la fortune publique; des lois dans leurs effets rendues communes à tous, avaient ouvert des sources de richesses, on s'est empressé de recréer les priviléges qui les détruisent; les intéressés aux abus se sont emparés des avenues du trône; celui-ci livré exclusivement à leurs inspirations, considéré comme à l'abri de dangers, parce qu'il était à l'abri de responsabilité, a dû suivre un règne fait tout exprès pour quelques classes et pour quelques hommes, mais nullement pour la nation; tant que cela dure, tout à l'air de bien aller; mais quand celle-ci reprend son tour, qu'arrive-t-il aussi? Or, voilà ce que montre tout le second règne de Ferdinand.

Ce prince rentre dans cette Espagne qui l'a tant désiré; à qui échoit sa confiance? à ceux

qui se sont si grossièrement mépris à Bayonne, à des moines, et à cette espèce d'hommes qu'aucun talent ni aucun service ne recommandent à l'attention non plus qu'au respect de l'Espagne; dans six ans Ferdinand a eu des légions de ministres : hors deux ou trois noms dont la renommée a voulu essayer, que reste-t-il de toute cette populace de directeurs de l'état; quels noms, quels services ont été retenus; qui pourrait en citer un seul? le ministère de M. de Geray fut un combat perpétuel contre les classes privilégiées et les influences secrètes : de quel secours pouvaient être, et à quoi ont servi ces hommes si empressés de se renverser mutuellement, d'arriver à un pouvoir qu'ils ne savaient pas manier, et qui signaient si gaiement les lettres d'exil de prédécesseurs qu'ils devaient bientôt suivre eux-mêmes dans ces tristes retraites? Madrid était, pour les ministres, devenu un autre Constantinople, où celui qui reçoit la dignité du visir expirant peut déjà se préparer au même sort. L'Espagne était le seul pays de l'Europe qui eût conservé la barbare coutume de joindre des sévices personnels à la perte de la confiance du prince. Na-

guère encore la France offrait ce hideux spectacle : ce n'était ni haine ni colère de la part du prince, ce n'était pas même une punition, mais un usage (1).

Il était passé, l'usage d'exiler un ministre renvoyé; Louis XVI a eu la gloire de mettre fin à cette difformité sociale; alors les ministres n'étaient pas sujets à la responsabilité des lois, mais à celle de leur maître, et en vérité on n'aperçoit pas ce que dans cet ordre de choses

---

(1) Louis XV renvoyant le contrôleur général Maynon d'Invaux, dit au duc de Choiseul : *Où l'exilerons-nous?* Le duc représenta que la retraite du ministre sans prévarications; ne d vait pas entraîner une peine; le roi répondit : *Mais c'est l'usage.*

A quelque temps de là le duc de Choiseul fut à son tour victime de l'usage, et passa presque le reste de sa vie dans un exil qu'il sut rendre célèbre.

Qui vaut le mieux pour un ministre, l'exil ou la responsabilité? l'ordre de chose qui établit celle-ci, n'est-il pas tout entier à l'avantage du ministre et bien préférable à l'autre? on ne conçoit pas pourquoi un ministre s'y opposerait. Aussi quelle bizarre cruauté que celle d'exiler un homme que l'on a choisi, qui a fait ce qu'il a pu, qui n'aura de tort que de n'être pas assez capable, peut-être aussi de l'être plus qu'on ne voudrait : c'était à vous à le connaître avant que de le prendre.

il y avait à gagner pour eux : avouons-le, des révolutions qui effacent des sociétés humaines des pratiques aussi hideuses, ne sont pas mauvaises de tout point. Le roi d'Espagne a beaucoup changé de ministres, il n'en a pas été mieux ; cette variabilité révèle l'incapacité, le défaut des principes et la fin prochaine. Règle générale, un état qui change de ministres chaque jour est un état finissant ; on multiplie les hommes, quand il n'y a plus de choses. Ferdinand a usé de beaucoup de rigueurs ; cette mauvaise application de la force n'est pas un signe de force réelle. Ferdinand a tenu suspendues sur la tête de milliers de familles et d'individus, des amnisties mensongères et excluantes ; à quoi cela était-il bon ? La clémence franche est un baume, la clémence décevante un poison ; aucune confiance ne peut résister à ces défauts de foi, et sans la foi on n'est plus rien. Ferdinand a beaucoup emprisonné, fusillé, cela a-t-il empêché de se soulever ? cinq fois on a échoué, la sixième a détruit celui qui avait triomphé jusque-là. Il n'y a qu'une manière de se préserver des insurrections et des complots, et celle-là dispense des autres, c'est de gouverner de façon à ce qu'il n'y ait point

de motifs pour se soulever; alors on est parfaitement en sûreté; hors de là on ne peut plus répondre de rien. Ferdinand a également appesanti sa main sur ses amis et sur ses ennemis. Le *chanoine Escoïquiz* a été envoyé en exil comme Argueles en prison; Cevalhos subit dans une ambassade un honorable bannissement; d'après cela on pourrait croire Ferdinand cruel. Non, il n'est pas même insensible, mais seulement indifférent par méfiance. Obsédé d'espions et de traîtres pendant toute sa jeunesse, cruellement trompé à Bayonne, surveillé de près à Valencay, sa vie s'était écoulée dans la crainte et dans la méfiance; servi sans succès par tous ses ministres, il ne s'est attaché à aucun; de tout cela il a pu se former dans l'esprit de ce prince une disposition à placer tous les hommes sur la même ligne, à ne pas accorder à l'un plus d'intérêt qu'à l'autre, et finalement, à les confondre tous dans la même indifférence. La position de ce prince a été bien contrainte; il n'a pas joui d'un moment de liberté véritable; dans cette gêne, il a eu recours à ces tristes auxiliaires que les princes appellent trop souvent au secours de leur indécision et de leurs embarras. Il s'est livré à un conseil secret; comme il ne

peut manquer d'arriver, ses membres n'étaient à distinguer que par leur bassesse : là se trouvait le vrai gouvernement de l'état ; naguère Madrid irrité vit fuir ces odieux *anges de ténèbres*, c'étaient les hommes les plus abjects de l'Espagne. Voilà où Ferdinand en était arrivé, à peu près comme Paul Ier s'était livré à un homme qu'il avait reçu des mains d'une reine de théâtre, et qu'il n'en avait pas moins élevé aux premiers postes de l'empire (1). Ces fantaisies dégradantes finissent toujours par coûter cher.

L'Espagne ne sait que faire des Florides ; elle ne peut les défendre ; elles ne lui servent à rien. Les États-Unis les revendiquent ; une longue négociation les leur assure. Pendant ce temps, des hommes cupides, trop rapprochés du prince, parviennent à lui surprendre des concessions de nature à invalider le contrat passé avec un ennemi puissant et pressant. La guerre peut suivre de cette manœuvre de la cupidité, et l'Espagne peut devenir victime des intérêts privés, favorisés par des influences détournées, mais trop actives.

---

(1) Le barbier Kutairoff devenu favori de Paul Ier ; l'actrice française nommée *Chevalier*.

De tout ceci, il est évident que c'est le choix que Ferdinand a fait de la vieille Espagne au lieu de la nouvelle, qui a causé ses malheurs; il s'en est suivi qu'il n'a pu gouverner que dans l'esprit de la vieille Espagne, avec les instrumens de la vieille Espagne, les pratiques de la vieille Espagne, et, par conséquent, d'une manière contradictoire à l'état réel de l'Espagne et de la civilisation dont elle fait partie. L'Histoire notera cette erreur comme ayant donné lieu à l'ouverture d'une ère nouvelle. C'est un des évènemens les plus grands pour qui veut y regarder de près et à fond, que la scène du monde ait présentés.

Ce serait un faux jugement que celui par lequel on condamnerait Ferdinand pour avoir poursuivi la guerre d'Amérique; il n'était pas le maître de l'éviter et de s'y opposer, ni en commençant, ni directement. La guerre d'Amérique était plus que populaire en Espagne; elle était commandée par l'Espagne entière: celle-ci attache un si grand intérêt à la possession de l'Amérique; qu'aucun sacrifice n'a dû lui coûter pour la reprendre; et il a fallu une démonstration aussi complète de l'inutilité de ses efforts, que celle qui a été donnée par la

guerre faite depuis six ans dans ce pays, pour affaiblir ce sentiment chez les Espagnols, car ils ne sont pas gens qui reviennent facilement sur une idée une fois arrêtée. Ferdinand n'était donc pas le maître de se soustraire à la nécessité de faire cette guerre; en l'acceptant, il cédait, il obéissait à un sentiment national; et un prince trouve toujours quelque force dans cette réunion avec l'opinion; mais où il devait reprendre ses droits de chef et de conducteur de la nation, c'était après une première épreuve malheureuse qui lui donnait la facilité d'éclairer sa nation sur l'inutilité de ses efforts, et de passer aussitôt à un arrangement favorable à la mère-patrie avec ses enfans mutinés: mais ce qui a tout surpassé, ce qui a comblé la mesure, c'est d'avoir tenu rassemblé, pendant un an, un corps de troupes toujours prêt à être embarqué, et ayant sous les yeux tout ce qui était propre à le dégoûter de l'être; il était bien évident que ces corps rapprochés fermenteraient ensemble, et que leur réunion leur donnant le sentiment de leur force, les porterait à en user; sur cela, les hommes s'entendent sans se parler. La prudence la plus vulgaire conseillait de compléter

les préparatifs de l'expédition, et de ne faire approcher du port qu'au moment même de le quitter. Des corps isolés dans leurs garnisons respectives n'auraient pas pensé à ce que réunis ils ont fait dans l'île de Léon. La mauvaise administration avait tellement détruit tous les moyens, qu'il ne s'est trouvé rien à opposer à une poignée d'insurgés. En tout autre pays, ils n'en auraient pas eu pour vingt-quatre heures : en Espagne, ils ont changé la face du royaume en quelques semaines. L'unanimité, la généralité qui ont accompagné ce changement, la promptitude de toutes les classes à l'embrasser, prouvent que tout était mûr pour la fin de ce règne désastreux pour tout le monde; aussi au même instant a-t-il trouvé tout réuni contre lui; l'Espagne entière s'est trouvée, sans s'être entendue préalablement, réunie sous le même drapeau, et une loi ensevelie au fond des cachots, dont le rappel quelques jours auparavant aurait donné la mort à qui eût prononcé son nom, s'est trouvée à la même heure briller sur le ciel de l'Espagne, et servir d'étoile polaire à cette contrée. Métamorphose frappante pour les yeux, mais qui n'a rien d'étonnant pour l'esprit de qui, à l'étude de

la marche générale des affaires humaines, a joint quelqu'application à suivre la manière dont elles étaient particulièrement menées en Espagne.

Au moins, à ce terme fatal, Ferdinand n'a point aggravé sa position par une folle résistance : résister, quand on reste seul! est-ce donc qu'un roi peut se battre comme en duel avec tout un peuple ? Un roi tout seul n'est plus un roi : l'étoffe de la royauté n'est pas le roi, mais le peuple; et quand celui-ci manque, la royauté ne manque-t-elle pas avec lui? Ferdinand a été condamné à voir réaliser le mot qu'adressait à Philippe II un fou qui, dans ce temps, faisait partie du mobilier des cours... *Quand Votre Majesté dit oui, si tout le monde disait non, qu'arriverait-il?* Le sombre Philippe laissa, pour toute réponse, tomber un regard de dédain qui semblait dire : osera-t-on jamais dire non, sur celui qui, au moins, dans ce moment, paraissait plus sage que ne l'annonçait le brevet de son honorable emploi. Eh bien, ce jour où tout le monde dit non, était arrivé ; Ferdinand a eu le malheur de l'entendre prononcer sans pouvoir en détourner l'effet. Des hommes bien inconsidérés, dans cette position

où tout a échappé, en appellent au sentiment de la dignité; beau remède dans ces momens suprêmes! comme si la dignité consistait à opposer une résistance aussi folle que funeste à ses auteurs, dommageable pour une foule d'innocens, et propre seulement à mettre le comble aux malheurs déjà existans, et non pas à arranger toute sa conduite, de manière à prévenir cette cruelle nécessité, et à n'avoir pas besoin de résister! Que dirait-on d'un homme qui, jeté sur un lit de mort par suite de ses intempérances, croirait sa dignité intéressée à repousser la main qui lui présenterait la coupe amère, mais salutaire, où se trouverait le seul remède compatible avec son état? Le roi Ferdinand a été enveloppé par l'insurrection de son peuple comme par un tourbillon; ce monarque a, comme Œdipe, disparu dans une tempête, et du sein des flots soulevés est sorti un trône constitutionnel destiné à lui servir de refuge, et à le mettre, s'il le veut, à l'abri d'un nouveau naufrage.

Je ne terminerai pas cet article sans rappeler que déjà, dans le *Congrès de Vienne*, en 1815, j'annonçais à l'Europe que sa faute capitale avait été de laisser sans directeurs ceux

auxquels elle venait de rendre des trônes, et que cet oubli, qui déjà avait tant coûté, était destiné à lui coûter encore bien cher, surtout de la part de Ferdinand.

Il faut rendre hommage au principe qui a produit l'oubli funeste de cette mesure ; il tenait au respect de l'indépendance mutuelle des princes ; idée fondamentale, qui ne peut souffrir aucune dérogation dans les temps ordinaires, mais qui était proscrite momentanément par les dangers des circonstances dans lesquelles alors on se trouvait placé ; ils étaient si grands, ces dangers, tellement imminens, que tout devait être rapporté à les éviter ; avec cette salutaire précaution, on n'aurait pas eu 1815, Ferdinand n'aurait pas éprouvé son premier janvier 1820. Ceux auxquels il avait été donné de faire les frais des restaurations pouvaient bien être compétens pour prescrire des *directions à terme limité*. L'Autriche, avertie par les effets funestes de la restauration de Naples en 1799, par les suites qu'allait avoir en Italie la conduite de la cour de Rome en 1814, en 1815, a pourvu à ce que de nouveaux écarts ne pussent plus avoir lieu : il fallait faire de même ailleurs, élever des digues contre les passions, des fa-

naux contre l'aveuglement et les préjugés, et mettre à l'abri des scènes cruelles et déréglées qui, depuis six ans, troublent le monde, dérangent tous les calculs, montrent l'Europe flottante sans régulateur, et sans plan, et pouvant, à la vue de ce vide, de ces embarras et de ces désordres, autoriser un homme à dire : je suis vengé.

Ainsi a fini le second règne de Ferdinand.

> Hic finis Priami satorum, hic exitus illum
> Sorte tulit.

Ses deux premiers règnes ne lui ont pas apporté beaucoup de bonheur. Si en matière de royauté, on comptait par la quantité, on pourrait dire que personne ne fut plus roi que lui.

D'abord entraîné par un destin cruel, ensuite maîtrisé par l'état de son pays, ce prince n'a pu montrer encore ce qu'il est réellement. Le changement qui rend la liberté à son pays, la lui rendant à lui-même, le met à portée de développer les qualités qui lui appartiennent en propre.

Puisse sa troisième couronne lui faire oublier les épines dont il trouva les deux premières hérissées, et lui donner un bonheur d'autant plus étendu et plus sûr, que parti de lui

comme de sa source, il arrivera à son peuple, comme à l'objet de ses travaux, et de sa félicité la plus réelle.

CHAPITRE IV.

Résultats de la révolution d'Espagne.

Quel grand évènement! qui l'aurait *prévu?* que deviendra-t-il ou *plutôt que ne deviendra-t-il pas?* Tels sont les sentimens et les jugemens que, pour les plus minces sujets, s'empressent d'exprimer la plupart des hommes, tant l'admiration est un sentiment naturel, ou plutôt un mouvement involontaire, chez qui n'a pas pris l'habitude d'étendre au loin ses regards. Une bataille, une ville ou bien une province gagnée, ou perdue; une mort, un mariage, ont souvent fait éclater le plus grand étonnement, occupé fortement les esprits, fait prédire les plus grands résultats; atomes politiques, qu'étiez-vous, en comparaison de l'horizon immense que découvre l'évènement récent de l'Espagne! Le voile est levé; il tenait à la fois à deux mondes, à Buenos-Ayres et

à Cadix; derrière lui se lève la jeune Amérique, et se relève la vieille Espagne. Je ne crains pas de le dire, jamais rien de plus grand n'apparut dans l'univers; le monde social et le monde politique s'y retrouvent tout entier. Essayons de le montrer, et pour cela disons :

1°. Quelle sera l'influence de cette révolution sur l'Espagne elle-même.

2°. Sur l'Amérique, et l'ordre colonial, maritime et commercial du monde.

3°. Sur le Portugal.

4°. Sur l'ordre constitutionnel de l'Europe.

5°. Sur l'ordre régalien ou royal de l'Europe.

C'est cet ensemble de considérations d'un ordre supérieur qui me frappe dans la révolution d'Espagne, et qui me porte à dire que c'est le plus grand évènement de l'Histoire; il serait amusant, si l'on pouvait se fixer sur un objet étranger à ces grandes considérations, de contempler ce qui, dans cet *océan*, attire et attache les attentions vulgaires : pour les uns, c'est le chagrin de quelques familles; pour les autres, les corporations subsistantes en Espagne ; pour d'autres encore, les oppositions de quelques intéressés, ou les débats à venir des Espagnols entre eux; presque partout le

tableau total échappe, et cependant s'il ne renferme pas les objets indiqués plus haut, il est incomplet.

Je n'ai ni le temps ni la prétention de le remplir; il suffira d'en indiquer les traits principaux; nous vivons dans un temps commode pour les auteurs; ils trouvent dans le public un bon suppléant; montrez-lui la route, elle est aussitôt parcourue. D'ailleurs, pour tout dire, il faut du temps, et qui sait si avant de finir ce chapitre, je retrouverai le monde à la place dans laquelle je l'avais laissé en le commençant.

L'Espagne a éprouvé de singulières vicissitudes dans l'influence qu'elle a exercée en Europe; à cet égard, son histoire ne ressemble à celle d'aucune autre nation.

Pendant ses guerres contre les Maures, elle est comme effacée de la politique européenne; elles finissent, l'Espagne devient tout en Europe; la France seule interrompt le cours de ses prospérités, et la contiguité des territoires que, depuis la mer de la Hollande jusqu'aux colonnes d'Hercule et jusqu'au-delà de Syracuse, l'Espagne héritière de la maison de Bourgogne occupe en Europe. Sous Charles-Quint

et les monarques de sa race, pendant près de deux siècles, le pavillon espagnol dominateur exclusif en Amérique et dans quelques contrées de l'Asie, embrasse les deux hémisphères, dont l'Espagne ne prend pas la peine de cacher qu'elle convoite l'empire : si la position géographique de l'Espagne lui eût permis de serrer le continent d'aussi près que peut le faire la France à raison de cette même position, nul doute que l'Europe n'eût subi le joug ; l'Espagnol retrempé par sept cents ans de combats était alors le premier peuple de l'univers.

La guerre de la succession d'Espagne réduisit cette puissance colossale à la possession de la peninsule et de l'Amérique. Philippe V acheta la jouissance de la couronne d'Espagne par la perte de la plus grande partie de ses fleurons ; l'Espagne resta comme un tronc dépouillé de ses rameaux ; reléguée derrière les Pyrénées, une inaction forcée pendant un siècle entier, a dû lui apprendre que l'empire et l'importance dépendent de la position géographique, et qu'un appendice de l'Europe ne peut pas y former un poids prépondérant. A l'époque de Charles-Quint et des princes au-

trichiens, les grandes puissances maritimes n'existaient pas encore; l'Espagne touchait à tout le continent par ses flottes, qui lui donnaient les moyens de transporter des troupes dans toutes les parties de ses domaines continentaux; mais depuis que l'Angleterre et la Hollande se furent formées en grandes puissances navales, il fallut renoncer encore à ce moyen de puissance, et l'on ne conçoit pas comment l'Espagne, inférieure en marine, communiquerait aujourd'hui avec ses possessions de Flandre ou d'Italie si elles lui fussent restées; on en a vu la preuve lors de la tentative insensée faite par le cardinal Albéroni contre la Sicile; la flotte espagnole fut écrasée dans le combat de Messine; les Anglais la traitèrent là, comme les Russes firent de la flotte turque dans la guerre de Catherine II.

Dans la guerre de 1740, l'Espagne tourna de nouveau ses regards sur l'Italie, et y fit attribuer à quelques-uns de ses princes des apanages formés des débris de l'héritage de Marie-Thérèse; car dans ce bon temps, comme dans beaucoup d'autres, la légitimité était exposée à perdre son procès contre les convenances politiques.

Dans la guerre de 1756, l'Espagne arriva la dernière sur le champ de bataille, et ce fut pour en payer les frais. Elle s'était imposé un pacte de famille; idée vide de signification véritable, contraire aux vrais principes des associations des peuples entre eux, et plus désastreuse qu'utile pour chacun des contractans; car très souvent leurs intérêts n'avaient aucun point de contact. L'Espagne ne pouvait jamais se passer de la mer, et pouvait se passer du continent; la France au contraire tenait bien plus au continent qu'à la mer, quelque utile d'ailleurs qu'elle pût lui être, comme à toute autre puissance; le dix-huitième siècle s'était écoulé pour l'Espagne dans cet état d'éclipse; elle a reparu avec éclat dans ses combats pour rejeter le joug de Napoléon; elle se présente de nouveau dans la carrière d'une manière plus imposante encore, car aux rapports politiques antérieurs, elle a joint les rapports sociaux qui sont d'une étendue bien plus grande. Quels étaient les mobiles d'une révolution en Espagne et les causes du sommeil de l'Espagne? Son gouvernement, il est changé; la superstition, elle sera bannie; l'isolement et la séparation avec le reste de l'Europe et du

monde, les communications et la similitude vont commencer; un palais à demi-européen, il le devient tout-à-fait. La rouille épaissie de dix siècles d'habitudes, l'eau-forte des révolutions l'aura bientôt effacée; une civilisation ébauchée, des causes de retards de toute espèce, l'une se complète et les autres s'en vont. Le pouvoir arbitraire et aveugle, car tous les deux vont de compagnie, il est régularisé; la maladie des favoris, endémique dans cette cour, et qui de siècle en siècle lui a donné les duc de Lerme, la princesse des Ursins, la Encenada, et ce qui les surpasse tous ensemble, un prince de la Paix : ces hommes ne sont plus de l'Europe, ils ne reparaîtront plus en Espagne; là comme ailleurs, l'ordre constitutionnel en a fait justice pour l'éternité, et désormais ce n'est plus que dans le passé de l'Europe, dans les palais de l'Orient, ou dans l'imagination des *pères de nouvelles mille et une nuits* que l'on retrouvera cette variété de l'espèce humaine : car les favoris sont une espèce à part. Qui n'a jamais vu de favoris, doit se presser, car on n'en retrouvera plus ; l'espèce est perdue.

Le premier effet de la révolution d'Espagne

aura donc été de régénérer le gouvernement et le peuple avec lui, de les élever tous les deux au niveau de la civilisation moderne et des autres peuples de l'Europe, résultat immense et bien fait pour donner aux célèbres paroles de Louis XIV, *il n'y a plus de Pyrénées*, une étendue bien plus grande que celle que leur attribuait la circonstance qui les inspira.

Second effet de la révolution d'Espagne.

La politique espagnole changera avec des armées retrempées dans un autre esprit, avec des finances désormais vierges de banqueroutes, alimentées par les produits d'un sol vivifié par l'industrie, par la suppression de tout ce qui contribuait à le stériliser; le pacte de famille est déjà tombé; il ne peut trouver place dans un ordre constitutionnel; tout va donc se rectifier, s'agrandir et s'épurer; c'est la plus grande secousse qu'une nation ait jamais éprouvée, elle l'atteint dans toutes les parties de son être.

Dans cet état, l'Espagne sera un allié très important; la révolution, qui lui aura rendu la vigueur, lui aura aussi rendu sa valeur politique; antérieurement elle était nulle;

la France trouvera dans l'Espagne régénérée un allié plus solide que dans l'Espagne telle qu'elle existait depuis Philippe V. Dans cet état, l'alliance fut toujours également fatale aux deux partis. L'Angleterre se jouait de la marine espagnole; d'après sa révolution, cette marine deviendra un membre très efficient de la grande fédération maritime qui se forme par la nature des choses, sur tous les rivages de l'Europe, et qui va se compléter sur ceux de l'Amérique.

Par cette révolution, l'Europe a recouvré un de ses membres; il était paralysé, il sort plein de jeunesse et de force, de la piscine dans laquelle il a déposé ses infirmités.

Ce retour à la vie ne portera pas l'Espagne à abjurer le caractère pacifique qu'elle tient de sa position insulaire; seulement il lui donnera les moyens de servir efficacement toute cause juste qui invoquerait son assistance; à ce titre, c'est à la France qu'elle peut servir le mieux, car l'Espagne, sous tous les rapports, a un grand intérêt à s'opposer à tout ce qui pourrait affaiblir la France, et à ce titre, la révolution d'Espagne acquiert un nouveau prix pour la France, car elle lui donne une sauve-garde

que la vieille Espagne ne pouvait pas lui offrir, considération bien faite pour servir de compensation aux désagrémens que, sous quelques rapports, peut présenter la révolution d'Espagne. Il ne faut pas perdre de vue que la France, lorsque la politique aura revécu en Europe, d'où elle est absente aujourd'hui, est destinée à former l'arrière-garde de l'Europe, contre les géans qui s'élèvent dans le nord. Dans peu, le midi de l'Europe aura un poids énorme à supporter. Aujourd'hui personne ne pense à cela; il n'y a plus d'attention que pour les débats intérieurs et les tribunes; un amendement, un sous-amendement, et quelque pauvre proposition d'une pauvre loi qui durera peut-être quinze jours, occupe plus que les 800,000 hommes de l'armée russe: il faut aussi penser à cet avenir; il pèsera sur la France comme sur tous les autres : telle puissance qui, jalouse, convoite quelques lambeaux de ses frontières, qui emploie peut-être de profonds calculs pour amener ce judicieux résultat, quelque jour sera bien aise de trouver la France avec toute sa force, et ne pourra se sauver que par elle. Le nouvel état de l'Es-

pagne ajoutera beaucoup à cette force de la France, et à celle de la réserve que l'Allemagne doit trouver et désirer de voir s'établir dans le midi de l'Europe, contre les envahissemens à venir du nord. Dans ce sens, les commotions qui font sortir les états du midi de la nullité dans laquelle ils sont pour la défense générale de l'Europe, ne sont pas des révolutions perturbatrices, mais des actes de conservation pour le corps politique de l'Europe; on n'entend que des déclamations sur ce qu'on appelle *révolutions;* il faudrait savoir les envisager sous toutes les faces; trop souvent on se pare comme d'un titre honorable, avec ce qui n'est qu'absence de vues, et l'on se glorifie de ce qui pourrait humilier.

Troisième effet de la révolution d'Espagne.

L'influence qu'elle ne peut manquer d'avoir sur la solution de l'état où se trouve le Portugal. Sur cela il s'est manifesté une singulière opinion, qui prouve combien peu le point véritable des affaires est à l'usage du grand nombre. L'Espagne se régénère : aussitôt *elle va se réunir le Portugal,* entend-t-on dire à des hommes qui ne rêvent que conquêtes maté-

rielles, et qu'un vol politique ne paraît pas embarrasser beaucoup. C'est ainsi que les mêmes hommes disaient, eh bien, puisque *l'Espagne entre en révolution, les Anglais n'ont qu'à prendre Cadix :* la France n'avait aussi qu'à prendre Barcelonne, comme s'il n'y avait plus au monde d'autre code que celui des convenances, comme si tous les peuples étaient sans foi, tous les gouvernemens sans responsabilité, et tous les peuples sans liberté de s'arranger dans leur intérieur; comme si l'Espagne voulait débuter par une guerre, infaillible en pareil cas, avec l'Angleterre. Voici le vrai : le Portugal fut réuni à l'Espagne par Philippe II. L'union ne tint pas; alors la France favorisa la séparation : celle-ci était dans ses intérêts. Aujourd'hui l'Angleterre empêcherait la réunion, et par la même raison.

Il faut donc chercher ailleurs en quoi l'Espagne peut influer sur le Portugal. Ce n'est point par la conquête matérielle, si l'on peut parler ainsi, mais par la conquête morale; il semble que l'esprit d'imprévoyance ait agi en Portugal, et préparé sa destinée, comme il fait et continue de faire dans tant de lieux.

Le roi est absent, et à jamais : il a cessé d'être portugais, pour devenir brasilien ; le retour en Europe lui est fermé, ou ne lui serait permis qu'en perdant le Brésil. Il faut choisir et se fixer ; le choix est fait, et déclaré invariable. Le Portugal est donc abandonné à jamais par son souverain, et condamné par là à subir une régence éternelle. L'argent du Portugal va au Brésil ; auparavant c'était l'argent du Brésil qui venait en Portugal ; les grands du pays ou vont au Brésil, ou manquent en Portugal de l'aliment d'une cour, chose très chère aux grands des contrées méridionales de l'Europe ; souvent les affaires doivent se décider au Brésil, c'est-à-dire, à une distance immense. La traite de l'armée portugaise se fait chaque année pour le Brésil ; c'est à Fernambouc, à Montevideo, que vont les recrues de Lisbonne, de Porto et de Coïmbre ; pour tout combler, on a mis à la tête de cette armée, un général anglais, le *maréchal Béresford*, mais sans une armée anglaise pour le soutenir.

Déjà, en 1817, il y eut des tentatives faites contre lui par des militaires portugais, dans le dessein de l'expulser et de rendre au pays un gouvernement indigène. Je demande s'il

était possible de réunir, et pour ainsi dire, d'entasser plus de principes de détermination à suivre l'exemple de l'Espagne. Le Portugal ne sera ni conquis, ni réuni par celle-ci; il y a haine et incompatibilité entre les deux peuples; mais comme il n'est pas de grande cause qui n'amène promptement son effet, il est naturel de conclure que l'évènement de l'Espagne, frappant fortement l'attention du Portugal, l'amènera prochainement à mettre fin à l'état équivoque et pénible dans lequel il se trouve, et pour cela à se donner un roi résidant dans le pays, indépendant du Brésil, comme laissant le Brésil indépendant de lui, et à placer ce trône sur la ligne des trônes constitutionnels qui s'élèvent sur l'Europe; si le mouvement était commencé par l'armée, rien ne paraîtrait moins étonnant, après l'exemple que celle de l'Espagne vient de donner. Les motifs sont les mêmes. L'armée portugaise n'est pas plus jalouse d'aller au Brésil, que celle d'Espagne ne l'était de se laisser transplanter en Amérique; il y a même ici un motif de plus, le généralat d'un étranger, chose toujours odieuse et offensante pour les yeux d'une nation.

Que l'on se garde bien d'attribuer ce qui vient d'être dit à aucun désir particulier, ni à aucune instigation détournée; je me borne à rendre compte de ce qui est dans la nature des choses, et à redresser une opinion qui la contrarie de tous points; mais dans le temps où nous vivons, il n'est plus permis de rien indiquer, sans que d'officieux personnages n'y attachent une intention secrète, et parlât-on du Japon, si malheur venait à arriver au Japon, on ne manquerait pas de dire que *vous l'avez voulu*, et peut-être même que *vous l'avez fait.*

Quatrième effet de la révolution d'Espagne.

Mais où dans l'ordre politique général du monde va se faire ressentir dans toute son énergie l'évènement de l'Espagne, c'est dans la séparation absolue de l'Amérique, non-seulement avec l'Espagne, mais avec l'Europe entière; séparation qui va suivre instantanément la révolution d'Espagne; il faut bien concevoir cette question. Depuis l'ouverture de la querelle de l'Amérique avec l'Espagne, ceux que contrariaient les succès de l'indépendance, battus sur le terrain de l'Espagne,

se réfugiaient sur celui de l'Amérique, et soutenaient que si l'Espagne était impuissante à la soumettre, de son côté l'Amérique était inhabile à se former en gouvernemens régulier. La consolation de ces hommes, lorsque les évènemens tournent en sens contraire de leurs vœux et de leurs prédictions, est de prédire des malheurs, et de mettre des négations en opposition avec les faits existans, positifs, sources de leurs chagrins. Maintenant l'indépendance américaine réunit l'unanimité ou cesse de la contester; mais il faut aller plus loin; il faut de plus l'accepter avec toutes ses conséquences.

L'Espagne n'a plus de troupes à envoyer en Amérique : après ce qui vient de se passer, on n'y peut plus penser; c'est l'armée espagnole elle-même qui a solennellement proclamé l'indépendance américaine, en déclarant la *conquête de l'Amérique désormais impossible*, en refusant à son Roi de marcher contre elle. L'expérience de nouvelles expéditions ne sera plus tentée. L'Espagne n'a pas plus d'argent que de soldats à employer contre l'Amérique. La guerre d'Amérique est donc finie. Les soldats de Morillo, ceux du vice-roi du Pérou,

n'ont plus qu'à s'arranger sur le nouvel ordre de choses. Qu'ils ne se fassent pas tuer pour un intérêt qui a cessé d'exister; c'est tout ce qu'il y a à leur conseiller et à désirer pour eux. Avant même la révolution de l'Espagne, les indépendans avaient acquis sur tous les points une supériorité décidée : les provinces espagnoles de l'Amérique se séparaient successivement de la métropole. La conquête du royaume de la Nouvelle-Grenade par Bolivar avait entraîné la réunion de la province d'Antioquia et de celle de Quito. Les armées de Venezuela occupaient tout le territoire de cette contrée: il ne restait aux Espagnols que quelques points fortifiés du littoral, tels que Carthagène, Porto-Cabello et....

A Buenos-Ayres, il y avait plus de forces qu'il n'en était besoin pour faire tête à la grande expédition d'Espagne : le gouvernement était organisé.

Au Chili, pays si éloigné de l'Espagne, inaccessible par terre pour les troupes de celle-ci, l'indépendance était complète, et le gouvernement organisé.

Lima était ménacé par terre et par mer. Dans l'état d'isolement où il va se trouver, son

sort n'est plus douteux. L'immense continent de l'Amérique méridionale est donc *actu et par le fait pleinement et entièrement indépendant*. Quelle force ne va pas donner à cette indépendance la reconnaissance de l'Espagne de ne pouvoir plus rien contre elle, ainsi que la certitude de n'être plus inquiétée, les armées de l'Espagne refusant d'aller la combattre!... Voilà donc l'Amérique du sud livrée entièrement à elle-même; mais ne sera-ce pas alors qu'elle va s'occuper de compléter son système; et ce système, quel est-il, quel peut-il être? Cessons de nous abuser; renonçons à des illusions qui n'ont pas plus de bases dans la vérité que d'utilité dans le but. A quoi sert de s'aveugler? Ce n'est pas l'Amérique du midi seulement qui est affranchie de l'Europe, c'est de plus l'Amérique du nord, le Mexique comme le Pérou, tout ce qu'a conquis Cortez comme tout ce qu'a conquis Pizarre. Le système américain est complet et sera complété: toute l'Amérique d'un côté, toute l'Europe de l'autre; il faut être aveugle pour ne pas le voir, et encore plus, pour s'y opposer. L'Amérique du midi se croirait-elle jamais assurée contre l'Espagne, lorsque celle-ci pos-

séderait le Mexique? Les Etats-Unis se croiraient-ils assurés si l'Espagne gardait les Florides, au centre de leurs possessions? Tout cet ancien ordre est fini, il en faut un nouveau. Les choses reviennent dans l'état où la nature les avait placées, mais dont les hasards de la politique les avaient détournées momentanément. L'Amérique existera pour l'Amérique, comme l'Europe pour l'Europe... Chacun restera le maître chez soi. Ainsi l'avait voulu l'Auteur de la nature, ainsi seront remplis ses arrêts, ainsi les efforts de l'Amérique pour recouvrer son indépendance auront été de solennelles protestations contre la violation de l'ordre établi par lui, et des combats pour le remettre en vigueur.

Il faut donc considérer que la révolution d'Espagne a donné à l'indépendance de l'Amérique un mouvement accéléré et complet, qui portera très prochainement le nouvel ordre de choses au maximum de ses effets. La politique la plus vulgaire n'a plus à s'aveugler là-dessus? il n'y a plus de place possible pour l'erreur.

Mais en se plaçant ainsi dans sa position naturelle, libre de développer toutes ses for-

ces, de déployer sa richesse, d'étendre ses bras, que ne va pas produire l'entrée dans le monde politique et commercial *de cet enfant géant né*, dont une face regarde l'Asie, et l'autre l'Europe, dont le sol est vierge, arrosé de plus d'eaux, échauffé de plus de feux que tout le reste du globe ensemble, dont le sein *sue l'or et l'argent, le diamant* et les *denrées les plus précieuses?* Voyez l'Amérique portant elle-même ses produits si riches, si variés, dans les marchés des deux mondes; voyez-là toucher aux parties du globe que l'Europe ne peut atteindre qu'à travers les abymes et les orages de l'Océan. Que deviendront ces atomes de colonies insulaires qui, pendant le sommeil de l'Amérique, faisaient la richesse de l'Europe? Vaudront-elles même la peine d'être gardées, à la porte des grands états de l'Amérique? Que signifient ces grains de sable, auprès de l'Amérique? Il y a trois cents ans, la découverte de l'Amérique changea la face du monde; son indépendance va compléter l'ouvrage qui alors ne fut qu'ébauché. Le monde commercial, colonial, politique et maritime est changé par ce grand évènement, dont les conséquences vont se développer avec la rapidité combinée

des choses déjà faites dans ce genre, et des moyens que donne la communication des peuples entre eux, devenues si promptes et si nombreuses.

Il faut savoir s'arranger dans ce nouvel ordre de choses, pour s'en assurer les avantages, et pour n'en pas subir les inconvéniens. Dans l'état ordinaire de l'Espagne, ces évènemens eussent été le résultat du temps : avec sa révolution, il sera celui de quelques jours.

L'Amérique indépendante rendra nécessairement toutes les autres colonies indépendantes : plus elles seront grandes et peuplées, plutôt elles arriveront à ce dénoument. On va apprendre quelle est la force de l'exemple, jusqu'ici on ne l'a pas connue.

Cinquième effet de la révolution d'Espagne.

Cette révolution est arrivée d'une manière si contraire à toutes les idées que l'on entretenait sur ce pays, comme à ce que l'on en attendait, qu'elle a dû faire tomber une multitude de convictions sur des impossibilités que l'on attribue par habitude à certaines choses, et sur lesquelles l'évènement seul est propre à faire revenir ; ainsi il y a trois

mois, l'Espagne était le séjour du beau idéal du despotisme, du monarchisme, et de mille choses qui avaient l'air de séparer ce pays du reste de l'Europe, et voici qu'un beau jour, tout ce vernis antique est effacé; l'Espagne se trouve être plus avant dans le vote constitutionnel que le reste de l'Europe, et les institutions ou bizarres ou effrayantes qu'on supposait régner sur elle, être en harmonie avec son esprit, former un besoin pour le peuple, ont disparu au bruit de ses imprécations. On disait ce peuple sous le joug de ses prêtres, il a fallu que les prêtres imitent le peuple. On disait que le peuple ne prenait et ne prendrait pas part au changement, on a trouvé le peuple enflammé, unanime; il s'est ému: il a voulu, il a commandé, il a fallu obéir. Ainsi, toutes les idées se sont trouvées confondues par l'apparition d'un ordre entièrement contraire à celui que l'on supposait exister, et qui, dans le fait, n'existait pas. Jamais démonstration d'erreur et de fausse supposition ne fut plus complète. Et malheureusement qui convertira-t-elle? L'Europe compte plusieurs tribunes, et l'Europe est aux écoutes. Mais à toutes ces tribunes déjà existantes, va se

joindre celle qui s'élève en Espagne; et quelle tribune, grand Dieux! Qu'on songe à ce qu'avec la tournure du génie espagnol on va entendre de propre à frapper les oreilles du monde; qu'on songe avec quelle crudité, dans quelle nudité seront présentés des principes qu'ailleurs on supporte à peine sous le voile d'une circonspection respectueusement utile et nécessaire : les téméraires d'Angleterre et de France seront les timorés de l'Espagne. Non, il n'est donné à personne de mesurer le chemin que va faire faire à l'Europe délibérante la nouvelle tribune de Madrid, à l'Europe écrivante la nouvelle liberté de la presse de Madrid, à l'Europe sociale les nouvelles communications que la nouvelle Espagne est appelée à former avec l'Europe : jusqu'ici elle était oubliée du voyageur, dans peu on en prendra le chemin.

L'Europe est partagée entre l'ordre constitutionnel et l'ancien mode de gouvernemens plus ou moins arbitraires : c'était en Espagne que celui-ci avait l'air de tenir bon, et d'être le mieux affermi. L'Espagne vient comme de déserter et de passer aux constitutionnels... Maintenant, comptons.

tié être chrétienne; elle ne peut pas davantage exister sous deux modes de gouvernemens différens, l'un rationnel et l'autre traditionnel. Pendant beaucoup de siècles, elle a dû son maintien tranquille à la conformité qui a régné parmi elle jusqu'en 1789. Elle devra le retour de cette même tranquillité au même mobile, c'est-à-dire, à une uniformité de régime constitutionnel généralement adopté. C'est la différence de régime qui produit le combat. Deux peuples sont renfermés dans mes entrailles et s'y combattent, disait une mère citée dans l'Écriture; l'Europe peut dire de même; elle porte deux peuples différens, il faut qu'ils s'assimilent pour qu'ils cessent de se combattre.

Que l'on me permette une image; rien n'est plus propre à éclaircir les idées : les images donnent un corps à la pensée. L'Europe constituée représente une armée dont la gauche serait formée par l'Angleterre, le centre par la France, la droite par l'Espagne, et les avant-postes par les petits États allemands. C'est dans cet ordre que la phalange s'avance sur l'Europe d'un pas uniforme et irrésistible; qui pourra lui faire tête, surtout lorsque plus de cœurs l'ap-

pellent, que de bras ne semblent la repousser.

Sixième effet de la révolution d'Espagne.

Mais ici se présente une considération d'un ordre supérieur, et que le sentiment du devoir me défend de passer sous silence : quand il parle, tout autre calcul doit céder, quelles que puissent en être personnellement les suites. Je vais donc parler de la royauté de l'Europe, en la considérant sous les rapports d'après lesquels la révolution d'Espagne peut l'atteindre.

Le roi est le chef d'un peuple guerrier, le guide d'un peuple ignorant, le maître d'un peuple abruti. A ces trois titres, seul il commande. Beaucoup de prestiges doivent entourer une autorité de cette nature ; sans eux, elle n'aurait ni durée ni force. Le temps, les variétés infinies de l'esprit humain agissent sur elle ; aussi n'est-elle pas la même en tout temps et en tous lieux. Quand les lumières sont beaucoup augmentées, quand, en tout, l'analyse est poussée à un haut degré, de nouveaux rapports se présentent ; les anciens perdent de leur considération : insister sur eux seuls ne convient plus qu'au petit nombre, et devient dangereux, quand on veut les inculquer au plus

grand. Depuis trente ans, la royauté d'Europe subit cette analyse : les plus hauts trônes ont été abaissés; plusieurs ont accepté des modifications importantes; beaucoup de nuages se sont élevés autour d'eux. Dans le cours des derniers trente ans, on a vu imprimer sur leurs degrés, des pas dont l'empreinte ne leur était pas connue; de rudes coups ont même frappé sur eux. La religion de l'ancienne royauté européenne a donc été altérée; la simplicité des cours du nord a enlevé la signification à la pompe quotidienne de celles du midi. D'imprudens défenseurs ont appelé sur la royauté des examens qu'il fallait en écarter avec soin, d'autres l'ont appelée à leur défense propre. Ferdinand avait tenté de remonter ses ressorts affaiblis; tout, dans son commandement et dans son langage était superbe et royal comme au temps de Charles-Quint, comme dans la pleine vigueur et l'intégrité du culte. La docilité à obéir à la main qui, semblable à celle du festin de Baltazar, lui a annoncé la translation de son trône; la facilité de sa métamorphose, l'enchantement qu'elle paraît lui causer, ont achevé le prestige; il est évanoui : l'antique royauté est morte de la façon de son prétendu

restaurateur. Rivarol l'a dit, en parlant des insultes impunies faites aux dieux : le premier coup frappe sur le dieu; le second, sur un marbre insensible.

Mais ce n'est pas tout. L'Amérique se fait républicaine : le Brésil seul conservera la royauté. Les États-Unis prospèrent, quoiqu'en république ; il n'est pas prouvé que, sous la même forme, l'Amérique entière ne prospérera pas aussi. Ceux qui le nient, n'ont pas tout vu ni tout connu. Qui sait qui sera la plus heureuse, de l'Amérique ou de l'Europe? Deux parties du monde liées ensemble par mille relations peuvent-elles coexister sous des régimes contradictoires. C'est un grand problème; et c'est pour éviter de donner lieu à sa naissance, qu'occupé, depuis plus de vingt ans, de cette importante considération, frappé de l'impossibilité de se soustraire aux causes qui poussaient l'Amérique vers une révolution, la plus grande qui ait jamais existé, effrayé de ses résultats, si elle n'téait pas convenablement dirigée et graduée sagement, dans plusieurs occasions, en esprit de prévoyance, j'ai rappelé à l'attention de l'Europe ce qui se passe aujourd'hui sous ses yeux; je l'ai pressée, je l'ai conjurée, au nom de

ses plus chers intérêts, de s'occuper de cette importante affaire, d'aller au-devant des résultats embarrassans pour elle-même, que ne pouvait manquer d'avoir un pareil mouvement abandonné à lui-même; je l'exhortai à sortir des règles ordinaires de la politique pour se mettre en harmonie avec un évènement qui les dépasse toutes, et qui les changera toutes : vaines instances, paroles perdues; les uns n'ont pas voulu consentir à entendre, les autres n'ont songé qu'à insulter, et l'un pas plus que l'autre n'a remédié à rien. Maintenant, le mal est fait; il n'y aura plus de traces de royauté qu'au Brésil et à St.-Domingue. Voilà les lieux de refuge que lui a laissés l'imprévoyance européenne. L'ordre républicain envahira la totalité de l'Amérique, moins le Brésil. Les cours de l'Europe seront remplies à moitié des représentans des monarchies et à moitié de ceux des républiques. Je ne sais trop de quel côté se montrera le plus d'opulence, ni quel effet ce partage produira sur les yeux des spectateurs. En revanche, il y a deux choses qui me sont parfaitement connues : 1° c'est que l'Europe, avec ses antécédens et sa civilisation combinés ensemble, ne peut pas se passer de royauté; 2° c'est qu'avec

ces mêmes antécédens et cette même civilisation, elle ne peut plus supporter que la royauté constitutionnelle. Désormais, en Europe, toute grande république sera une chimère, comme toute royauté extra-constitutionnelle sera aussi une royauté chimérique. Quand on aspire à la durée et à la paix, il faut s'entendre ; aujourd'hui, les choses en sont là, et les choses ne rétrogradent pas. Les hécatombes faits par Ferdinand, au pied de l'autel de l'ancienne royauté, n'ont pu le soutenir ; aucune partie de l'Europe n'admettrait plus ni de pareils sacrificateurs, ni de pareilles victimes.

Je m'arrête ; le temps jugera entre moi et ceux qui vont m'accuser.

Septième effet de la révolution d'Espagne.

Pendant beaucoup de siècles la guerre a été l'occupation habituelle de l'Europe ; les croisades, les guerres des empereurs contre les papes, celles de l'Espagne contre les Maures, de l'Angleterre contre la France, de la réformation et du protestantisme, enfin celles des Français en Italie, forment le fond de l'histoire de l'Europe depuis huit cents ans. Louis XIV arma beaucoup au-delà de ce que l'on avait

coutume de faire; l'Europe l'imita. Frédéric fit de la Prusse une espèce de caserne, les autres en firent autant; par là l'Europe se trouva couverte de soldats, et les peuples écrasés d'impôts pour payer, nourrir et loger bien pauvrement ces masses destructives et stériles; les derniers temps ont vu la plus brillante et la plus redoutable armée qui jamais maîtrisa le monde, elle a succombé. Le besoin de s'y opposer a fait recourir aux moyens qui l'avaient formée elle-même. La mauvaise politique du premier congrès de Vienne, en créant des sujets d'alarmes à des états principaux, les a forcés de chercher des garanties dans l'accroissement de leur militaire. Les petits en ont fait autant, dès lors il n'y a plus eu de bornes. La philosophie avait dénoncé cet abus, on l'a laissé dire; il s'est développé, il a produit son effet, il faut y chercher un remède, où peut-il être? dans l'ordre constitutionnel, et nulle part ailleurs. Qui a produit les guerres qui ont ensanglanté toutes les pages de l'histoire de l'Europe? le défaut de civilisation et de responsabilité. La guerre était l'occupation générale et habituelle, elle était dans les mœurs, *tempore quo solent reges ad bella procedere*,

dit l'Ecriture, pour désigner le printemps. Pyrrhus supputant comment d'année en année il fera la conquête de tous les pays d'alentour, est l'image fidèle des mœurs de son temps : et ce Pyrrhus là était encore un modéré ; car tous les Pyrrhus n'ont pas dit comme lui :

Alors, cher Cineas, victorieux, contents,
Nous pourrons vivre en paix, et prendre du bon temps.

Le principe de cette manie guerroyante était le pouvoir absolu : elle, à son tour en était l'appui. Le pouvoir ramené à de justes bornes n'a plus les mêmes principes ni les mêmes besoins. Il porte sur d'autres bases, celles de l'ordre social, et celles-ci excluent la guerre et ce qui la soutient. Chaque siècle a une idée dominante : nous sortons de celle de la guerre, maintenant toute l'attention est du côté de l'ordre social : une conquête matérielle, celle d'une partie de territoire, aujourd'hui paraîtrait un bien léger sujet d'attention, et de ces espèces de dépenses qu'entraîne la guerre ; celle-ci ne pourrait plus qu'être générale, et ce seront ses dangers mêmes qui empêcheront sa naissance : la révolution de l'Espagne ajoutant beaucoup au mouvement de la réformation sociale qui achève de se décider en

Europe, arrêtera aussi beaucoup l'attention sur les questions d'ordre social ; celles qui sont d'ordre politique seulement, ne sont pas destinées de long-temps à occuper une grande place dans l'attention des hommes : d'ailleurs l'état financier de chacun s'y oppose. Le moment est donc très favorable pour réaliser la réforme sollicitée si long-temps par l'esprit philosophique, pour opérer la décharge d'une partie du fardeau qui pèse sur les peuples ; l'abus du militaire en a été la cause. Les dettes publiques sous lesquelles l'Europe gémit, et dont nos neveux ne verront pas l'acquittement, proviennent de cet entassement de bataillons onéreux pendant la paix, inutiles comparativement pendant la guerre, puisqu'on peut toujours en opposer un nombre égal; Alexandre et César ont tout fait avec de petites armées, comme tant d'autres n'ont rien fait avec de grandes. Henri IV conquit son royaume avec ses dix mille combattans d'Ivry; Louis XIV manqua perdre le sien avec quatre cent mille hommes : Napoléon a péri avec huit cent mille.

Pour diminuer de nombre, l'état militaire ne diminuera pas de prix, seulement on en

aura besoin moins souvent, et en plus petite quantité : fait pour le service de la société, il ne lui en coûtera pas de se coordonner avec la nouvelle formation de celle-ci, qui exclut la guerre ; ramenés au repos, par celui des sociétés, les guerriers en goûteront un aussi honorable qu'honoré. Le sommeil sous les lauriers n'est pas dépourvu de gloire : après la victoire qui affermit sa couronne, Philippe V témoigne le désir de se reposer, on lui forme un lit des drapeaux pris sur l'ennemi, lit le plus beau dans lequel un roi se soit jamais endormi : tel est le lit de repos qui attend nos guerriers ; la grande école militaire de l'Europe est fermée, et quoiqu'atteinte par ses effets, la France conservera la gloire d'avoir vu l'art s'arrêter au point où elle l'avait porté, et celle de n'être pas dépassée. Chaque nouvel état entrant dans l'ordre constitutionnel, diminuera de quelque partie le budget militaire de ses voisins, parce que son introduction dans cet ordre sera la soustraction de quelque cause de guerre. On a beaucoup cherché comment on pouvait entretenir la paix parmi les hommes ; en y regardant bien, on trouve que le moyen le plus

probable est dans la formation de gouvernemens qui bannissent l'arbitraire, les fantaisies, les secrets, les intérêts de famille ou de personne, et l'irresponsabilité des ministres, toutes causes qui ont engendré la plupart des guerres dont, sans ces mobiles occultes et privés, on ne peut assigner la cause; avec des constitutions, le Palatinat ne sera plus brûlé, ni la guerre faite pour la fenêtre de Trianon; Charles Ier ne sera plus l'ennemi des Hollandais ni l'allié de Louis XIV. Faites la politique devant le public, vous la forcerez d'être éclairée et honnête. Ainsi paraît devoir agir sur le monde l'évènement qui vient d'éclater en Espagne; je n'ai pu qu'esquisser ses traits principaux. Semblable à la mer, que l'on voit frapper tous les rivages, et les parcourir par de longues sinuosités, le courant de la révolution espagnole se portera partout, dans le monde social comme dans le monde politique; elle se fera ressentir en Asie comme en Europe, en Amérique comme en Afrique; il est impossible d'assigner aucune limite précise à ses résultats, parce qu'ils s'étendent à tout: l'Angleterre, dans sa révolution, n'émancipait pas l'Amérique; la France se séparait de

Saint-Domingue seulement, la Hollande du cap de Bonne-Espérance et de quelques points insulaires : tout cela n'étaient que des grains de sable en comparaison de ce que renferme l'émancipation éternelle de l'Amérique, et le développement des forces immenses et inconnues qu'elle va déployer sans obstacles. Quel sujet de réflexions! quelle douleur qu'il ait été jusqu'ici abandonné aux distractions publiques! Que l'on voie par ce nouvel aperçu s'il y a de la réalité dans l'annonce faite plus haut que la révolution de l'Espagne est le plus grand évènement de l'Histoire. C'est n'en apercevoir que la plus petite partie, que se borner aux résultats que l'on entend généralement lui assigner. Il ne faut pas parler d'humbles collines quand on a les Alpes en face, pas plus que demander à celles-ci de se rabaisser au niveau des premières.

CHAPITRE V.

Ce qu'il y a à faire en Espagne.

Renverser, détruire, n'est pas le plus difficile. Le plus faible comme le plus fort suffit souvent pour la destruction. Le temps dans une action que l'on peut appeler *inactive* détruit tout. C'est édifier et rétablir qui renferme la difficulté véritable. En France, tout croula, tout disparut en un clin d'œil : trente années n'ont encore donné que d'insuffisantes reconstructions, et qui sûrement n'ont pas le mérite d'avoir été achetées à trop bon marché.

Le renouvellement de l'Espage a été encore plus prompt que celui qui a frappé la France : il faudra qu'il soit fait encore plus à fond qu'il ne le fut en France, car la civilisation des deux pays n'était pas au même degré : il y a bien plus de choses à réformer en Espagne qu'il ne s'en trouvait en France qui fussent susceptibles d'être changées. En France, il y avait

moins loin du point de départ pour arriver à un ordre régulier, qu'il n'y a en Espagne. La distance est plus grande d'un côté qu'elle ne le fut de l'autre.

La grande question de l'Amérique forme seule une complication immense, dont aucun pays au monde ne peut être embarrassé; car il n'y a pas deux Amérique.

Je considérerai donc ce que, après la secousse qu'elle vient d'éprouver, il reste à faire à l'Espagne, sous trois rapports principaux. La constitution, l'Amérique, et sa tranquillité intérieure.

Commençons par l'Amérique, parce qu'il faut avoir pris son parti sur ce grand objet, avant de passer à la constitution. L'Amérique de plus ou de moins dans une constitution mérite d'être prise en considération préalablement à tout autre sujet d'occupation.

Le premier pas à faire dans cette nouvelle route, c'est de suspendre les coups, et d'arrêter la guerre. Elle ne renferme plus que des malheurs inutiles. L'humanité avant tout, et mille autres considérations ensuite, exigent de s'arrêter sur-le-champ.

La base d'où il faut partir est celle-ci: l'A-

mérique ne peut plus être conquise. Il faut donc s'arranger avec elle. Mais comment ? c'est là dessus qu'il y a à délibérer.

L'Amérique sait qu'elle ne peut plus être attaquée avec fruit.

L'Amérique a acquis des forces grandes et réglées.

L'Amérique a des gouvernemens réguliers.

L'Amérique annonce un système complètement américain, dont l'indépendance absolue à l'égard de l'Europe est la base. Elle vient d'en donner la preuve en effacant les noms espagnols, dans Venezuela. Toute l'Amérique du sud jouit par le fait de cette indépendance. Ce qui n'est pas connu généralement, mais ce qui est certain, c'est que cette vaste Amérique méridionale était très peu fructueuse pour l'Espagne, et que sa possession flattait plus la puissance apparente de l'Espagne, qu'elle ne contribuait à sa puissance réelle. Il fallait pourvoir à une partie de ses dépenses avec les produits du Mexique : là se trouvait la grande et vraiment productive colonie de l'Espagne. C'est au Mexique, c'est à Cuba que l'Espagne était colonialement riche. Le reste n'était presque que de parade.

Le Mexique reconnaît encore les lois de l'Espagne, et son empire n'y est pas encore fortement contesté. Mais après l'émancipation de l'Amérique du sud, le Mexique ne peut manquer d'arriver au même point : l'Espagne ne pourra y aller faire la guerre, pas plus qu'elle n'a pu la faire dans l'Amérique du sud; tous les motifs qui ont fait désirer l'indépendance à Buenos-Ayres, la feront également paraître désirable au Mexique ; c'est la partie la plus peuplée de l'Amérique espagnole, et la plus en état de se suffire à elle-même. Le Mexique préférera sans peine de garder son argent à l'envoyer en Espagne, de s'administrer lui même à aller chercher des ordres et des agens en Espagne. Lorsqu'une loi générale d'obéissance à l'Espagne régnait également dans les deux parties de l'Amérique, la soumission de l'une servait de garantie à l'autre. Mais lorsqu'à cet assujétissement primitif a succédé la rébellion d'une partie couronnée de succès, l'uniformité qui affermissait et protégeait la subordination de chacune en particulier se trouve rompue, et cette uniformité cherche à se rétablir dans un ordre diamétralement contraire au premier, c'est-à-

dire qu'elle porte à imiter les indépendans. Il ne faut pas se faire illusion. Au point où les choses sont arrivées, les deux parties de l'Amérique ne peuvent plus coexister sous deux lois différentes, être l'une émancipée, et l'autre dépendante, l'une américaine et l'autre européenne. Le sort de l'une fait connaître d'avance celui de l'autre.

Dans cet état de choses, trois partis se présentent :

1°. Reconnaître l'indépendance absolue, là où elle est déjà établie ;

2°. Etablir des gouvernemens indépendans sous forme royale, là où l'indépendance n'a pas encore éclaté ;

3°. Renouer sous une forme nouvelle les liens de la mère-patrie avec les colonies, en substituant une fédération à la dépendance antérieure.

La constitution espagnole faite à Bayonne en 1808 étoit l'initiative au passage de la subordination absolue envers la métropole, à l'égalité avec elle. Les cortès de Cadix ont traité avec hauteur et dureté les colonies d'Amérique ; ces cortès leur ont fait la guerre, et les agens espagnols se sont montrés fort cruels. Cependant

l'Amérique trouva une place égale avec l'Espagne dans la constitution des cortès. Le renoncement aux préjugés métropolitains est honorable pour cette assemblée. L'Espagne n'a qu'un seul intérêt direct à la possession des colonies de l'Amérique, *l'exclusif du commerce:* hors de là, elles sont une charge pour elle, comme l'est toute colonie à la métropole inférieure en commerce et en industrie. Ce n'est qu'en se le reservant pour elle seule, à l'exclusion de tout autre, qu'elle peut y trouver quelques avantages. Si donc l'Espagne revient vers ses colonies, elle ne peut le faire avec fruit que par le commerce exclusif: or, celui-ci est précisément ce qui blesse le plus les colonies, ce qui leur a mis les armes à la main contre la métropole. Comment obtenir d'elles de commencer par le rétablir elles-mêmes; et cependant sans l'exclusif à quoi servent le colonies? Il existe donc par l'exclusif du commerce une cause péremptoire de scission éternelle, une impossibilité radicale de rapprochement entre l'Espagne et l'Amérique. Cette question est la question mère de l'ordre colonial, que les métropoles interpréteront toujours d'une manière, et les colonies

d'une autre, et que celles-ci chercheront toujours à résoudre à leur avantage, dès qu'elles en auront la faculté.

De plus, dans cette fédération, quel serait le lien de l'alliance? il ne peut y en avoir de solide que par un intérêt réciproque. Surtout il faut qu'il y ait contiguité de territoire, ou du moins, une séparation peu considérable entre eux: autrement, à quoi sert la fédération? On ne voit pas en quoi l'Amérique peut avoir besoin de l'Espagne, ni l'Espagne être défendue par l'Amérique. Celle-ci, avec le temps, formera bien une partie de la fédération maritime qui s'élève contre quiconque sera le dominateur des mers; l'Espagne en fera nécessairement partie, et y trouvera son compte comme toutes les autres; mais elle n'en est pas moins inutile directement à l'Amérique, autant que celle-ci l'est à l'Espagne. Désormais on ne verra pas plus d'armées de l'Amérique en Espagne, que d'armées d'Espagne en Amérique. Dorénavant chacun restera chez soi, et il n'y aura pas grand mal à cela. Dans le cas de cette fédération, y aurait-il égalité, souveraineté mutuelle, législation, force-armée, finances à part; ou bien se bornerait-on à as-

similer l'Amérique à une province d'Espagne et à lui communiquer ses jouissances ? Mais à qui persuadera-t-on que Buenos-Ayres, le Chili, Vénézuela, aujourd'hui bien assurés d'une indépendance désormais à l'abri de toute attaque, achetée par tant de travaux, croiront ne devoir pas résister au bonheur de s'associer aux nouvelles destinées de l'Espagne, et qu'ils viendront déposer à ses pieds leurs titres d'indépendance avec les armes qui les ont conquis ? Une pareil confiance serait une erreur désastreuse, et qui n'éprouverait que des repoussemens dédaigneux de la part de l'Amérique.

Que l'Espagne ne se fasse pas illusion ; qu'elle cesse de caresser un dernier espoir qui entretient encore chez elle l'image d'un empire auquel elle attache trop de prix pour ne pas s'y rattacher en idée ; ces regrets sont dans l'ordre de la nature et ne peuvent être imputés à qui les ressent ; mais c'est ici que la raison doit la soutenir dans l'acceptation d'un sacrifice devenu indispensable ; il faut savoir s'élever au-dessus des sentimens mêmes de la nature, et se placer dans ces hautes régions où la pureté de l'air n'est altérée par le

mélange d'aucune considération d'un ordre inférieur, et pour cela s'arrêter aux deux partis indiqués ci-dessus :

1°. La reconnaissance de l'indépendance, pour toute la partie qui en jouit.

2°. Le placement de princes d'Espagne dans les parties de l'Amérique qui ne sont pas encore indépendantes.

Voici les motifs de ces dispositions :

La guerre a été faite d'une manière fort sévère en Amérique ; les Américains sont fortement exaspérés contre l'Espagne ; celle-ci manque des moyens de force pour les soumettre ; le défaut de reconnaissance de la part de l'Espagne, en définitive importe fort peu à l'Amérique ; reconnue ou non, elle n'en est ni plus ni moins libre ; elle n'en commerce pas moins avec tout l'univers, elle n'est pas moins assurée chez elle ; elle sait très bien que l'Espagne ne peut ni ne veut l'aller chercher sur son sol. Les Etats-Unis ne peuvent, dans l'état des choses, tarder de reconnaître cette indépendance. Dans le fait, que donne ou bien qu'ôte à l'Amérique la reconnaissance acceptée ou refusée par l'Espagne, quel droit et quel avantage lui confère-t-elle ? Cette reconnais-

sance est donc illusoire en elle-même, et cependant, pour une chose très vaine dans son essence, l'Espagne peut acquérir une chose très précieuse et solide pour elle, la bienveillance de l'Amérique; celle-ci sera substituée à la domination, et pourra la dépasser en avantages, car l'Espagne peut se présenter avec avantage devant l'Amérique au moyen des titres que lui donne la conformité de religion, de sang, de langage, et le souvenir d'antécédens et de liaisons soutenues pendant des siècles. Cette antériorité est un avantage immense dans les relations, surtout pour celles du commerce qui se forment entre les peuples. L'Espagne n'a plus d'intérêt à la possession territoriale et souveraine de l'Amérique, mais seulement à sa prospérité. Cette vérité perce en Europe; elle a eu de la peine à y arriver et à s'y établir; mais enfin elle a pris racine, et avec l'exemple sous les yeux, de ce que l'Angleterre a gagné à perdre son Amérique, on a fini par reconnaître que l'intérêt d'une métropole passait de la *possession* de sa colonie à la *prospérité* de cette colonie; et en étendant ce principe à l'ensemble des colonies, il est naturel et facile de conclure

que l'Europe n'a plus d'intérêt à la possession de ses colonies, mais seulement à l'accroissement de leur prospérité. Si les gouvernemens de l'Europe, au lieu de s'occuper de je ne sais quoi, d'où il ne vient ni honneur ni profit pour personne, cédaient aux puissans motifs qui les pressent de porter toute leur attention sur cette immense question des colonies dont les effets vont les envelopper à l'improviste, ils trouveraient au fond de toute cette question ce résultat uniforme et unique, c'est que la possession des colonies est mauvaise à eux comme à elles, et que leur indépendance est ce qu'il y a de mieux pour toutes les deux : ce résultat est invincible.

On ne conçoit pas plus pourquoi en Espagne on fait tant de façons avec l'Amérique, qu'on ne s'explique pourquoi de son côté la France se fait tant prier pour se décider à la reconnaissance de l'état de fait de Saint-Domingue, qu'elle ne peut ni ne veut reconquérir, mais dont elle se laisse exclure en attendant qu'elle ait prononcé le mot pénible d'*indépendance*, dont elle laisse passer la possession commerciale à l'Angleterre et aux États-Unis, dont elle rend à chaque jour de retard les dispositions moins

secourables pour les colons dépouillés, et le tout pourquoi ? Y a-t-il donc quelque couleur affectée à la souveraineté, ou qui en soit exclue ? L'Europe demande-t-elle à tous les souverains de l'Afrique et de l'Asie *d'où ils viennent, et sur quelle palette furent broyées les couleurs qui recouvrent leur épiderme.* Qui donc peut arrêter ! Il s'agit de la fortune d'un pays, de celle d'un grand nombre de malheureux, et tout cela cède dans la balance au poids des plus futiles considérations ! L'Espagne doit sortir de cette route ; entrée à grand bruit, comme d'un pas ferme et rapide dans la haute carrière philosophique, il faut que toutes ses pensées soient coordonnées entre elles, qu'on ne puisse y apercevoir ni haut ni bas, et qu'elle complète l'exemple qu'elle vient de donner. Jamais la grandeur d'âme espagnole n'aura éclaté davantage qu'en embrassant une résolution dans laquelle la raison et l'humanité trouvent une égale satisfaction et font accepter à l'intérêt même un sacrifice pénible, mais bien entendu. D'un autre côté, si l'Espagne est encore en état de pouvoir disposer du Mexique et du Pérou, il n'y a pas à balancer. Tout la convie à placer, sans perte de

temps, un prince de la maison d'Espagne sur chacun de ses trônes, comme encore dans l'île de *Cuba*, qui, avec *Porto-Ricco*, formera un magnifique royaume. L'Espagne d'Europe est destinée à conserver le gouvernement royal; elle a donc intérêt à conserver la royauté, à l'empêcher de s'éteindre : j'ai montré plus haut combien la royauté européenne serait affectée par l'apparition, face à face, d'un républicanisme à peu près universel en Amérique, combien il lui importe d'atténuer les effets de l'influence de la comparaison de deux états aussi contradictoires; il appartient à l'Espagne de devenir le sauveur de la royauté, même en Europe, en multipliant ses images dans l'Amérique. L'Espagne peut être assurée que le Mexique lui échappera prochainement, et qu'alors livré à lui-même, il tombera en république, comme a fait l'Amérique du sud. Il est aux portes des Etats-Unis, dont le mode de gouvernement devient le modèle de tous ceux du continent américain; l'Espagne n'enverra plus d'armées au Mexique; il ne sera donc plus gardé que par des indigènes, et par conséquent il sera bientôt indépendant. Que l'Inde anglaise soit entièrement livrée

aux Cipayes, que ceux-ci cessent d'être contenus par une armée anglaise de vingt-quatre mille hommes, toujours présente au milieu d'eux, et l'Inde sera bientôt affranchie. De même au Mexique, qu'il soit remis à la garde des seuls Mexicains, et le Mexique ne sera pas long-temps à l'Espagne.

Dans un pareil ordre de choses, il ne reste plus qu'à s'arranger sur ce qui existe, qu'à accepter ce que l'on n'a plus le pouvoir d'empêcher, et pour cela il est infiniment désirable pour l'Espagne, pour l'Amérique, et pour la royauté européenne surtout, que le roi d'Espagne, d'accord avec son peuple, fasse ce qu'il aurait dû faire tout seul depuis long-temps, et lorsqu'il en avait le pouvoir incontesté, c'est-à-dire, qu'il transporte en Amérique les princes de sa maison pour les asseoir sur les trônes du Mexique et du Pérou. Cela sera grand et beau; Napoléon à Bayonne le jugeait ainsi, et il était bon juge; cela sera bon pour l'Espagne, bon pour la France, bon pour la royauté européenne; cela eût mieux réussi à Ferdinand que d'envoyer quarante mille hommes en Amérique pour y périr sans profit pour l'Espagne, et sans autre

résultat pour lui que de le faire détrôner; car sans la guerre d'Amérique, il n'y aurait pas eu d'armée expéditionnaire, ni de 1er janvier 1820. Il serait quelquefois à propos de lire un peu dans l'avenir; mais dans le temps actuel, ce sont *lettres closes*. L'Espagne trouverait dans cet arrangement un moyen de fortune qu'elle ne peut plus attendre des parties de l'Amérique déjà indépendantes; celles-ci n'ont rien à lui offrir que les avantages du commerce, communs à tous, au lieu que dans le cas proposé, qui empêcherait que les nouveaux états ne fournissent à l'Espagne pendant un certain nombre d'années une somme de..... payée d'une manière dégradative, pour lui donner le temps de réparer par les bénéfices du commerce la perte territoriale de ces mêmes contrées; ainsi tout pourrait s'arranger. L'Espagne participera, comme tous les peuples, aux bénéfices qui suivront de l'amélioration de l'état de l'Amérique, produite par son émancipation. Cette richesse deviendra *si grande qu'il y en aura pour tout le monde*, l'Espagne en aura sa part comme les autres. Il est bien reconnu aujourd'hui que le moyen de prospérer soi-même est de

faire prospérer les autres; par conséquent, plus l'Amérique sera prospère, plus l'Espagne le deviendra aussi; mais comme cela n'est pas l'affaire d'un jour, et qu'il faut avoir le temps d'attendre ce dédommagement, on pourrait attribuer à l'Espagne celui qui vient d'être indiqué, et il est d'autant plus instant de le faire, que sûrement si le Mexique acquiert son indépendance par lui-même, on ne le verra pas venir offrir cette espèce de rançon. Une grande présomption en faveur de la vérité d'une idée, est qu'elle trouve son application, et qu'elle revive malgré les variations des circonstances et du temps. Cela annonce qu'il s'y trouve un fonds solide, et à l'abri de toute vicissitude.

J'énonçai cette idée il y a vingt ans, dans mon premier écrit sur les Colonies : elle se représente aujourd'hui comme elle fit alors, avec la seule différence du passage d'une simple spéculation à une application immédiate; cette fixité dans l'utilité de la chose, me rassure sur sa vérité, et me donne la confiance de la reproduire. Jamais l'occasion ne fut plus opportune; elle ne se représentera plus dans le cours entier des âges.

Serait-il donc écrit que notre Histoire fût destinée à se composer à moitié d'occasions manquées ?

Le roi d'Espagne attribuant le Mexique et le Pérou aux princes de sa famille, surpassera en grandeur les capitaines d'Alexandre se partageant entre eux les conquêtes de leur maître, et César distribuant à ses partisans les provinces de l'empire. Les funérailles d'Alexandre furent célébrées par des batailles; la séparation régulière de l'Amérique avec l'Espagne en préviendra beaucoup. Tout cela est encore au pouvoir de l'Espagne, mais ne le sera pas long-temps.

C'est au nom de la constitution que s'est émue toute l'Espagne; c'est elle qui a reçu les sermens de tous les Espagnols, depuis le trône jusqu'aux chaumières, depuis Cadix jusqu'aux Pyrénées. Ce serment a de plus la propriété d'ouvrir ou de fermer la porte à ceux qu'un long exil tenait séparés de l'Espagne. Enfouie pendant six ans, cette constitution règne aujourd'hui, et son retour à la lumière a été de plus celui à un pouvoir universel et incontestable. Aujourd'hui, qui dirait un mot contre la constitution, serait traité à Madrid

comme le serait à Constantinople celui qui plaisanterait sur l'Alcoran. Il y a des époques et des sujets sur lesquels on n'entend plus raison. Voilà donc une grande nation liée toute entière à un pacte qu'elle connaît peu, et qui fut cimenté dans des circonstances très différentes de celles qui se trouvent exister au moment de sa recréation. Rien dans la vie des nations n'entraîne de plus graves conséquences que l'adoption d'un code politique. C'est comme le mariage entre les individus. Bien ou mal assorti, il peut faire la destinée de la vie en sens contraires. Il est donc d'un intérêt suprême de bien connaître avant de s'engager, et de ne pas s'exposer à regretter avec amertume ce que l'on aura juré avec légèreté.

La révolution d'Espagne est un évènement si important en lui-même, pour ce pays comme pour le reste du monde, qu'il m'a paru essentiel de jeter un coup-d'œil sur cet acte qui a passé de la plus profonde obscurité à l'éclat le plus brillant, et du néant à l'empire absolu sur l'Espagne. Il m'offre d'abord deux caractères généraux.

1°. L'explosion d'adhésion à un acte à peu près inconnu, éloigné de la mémoire par un

laps de temps déjà considérable, et qui, cimenté à l'extrémité de l'Espagne, n'y ayant pas été mis en vigueur, pouvait passer pour ne pas exister, donne lieu de demander si l'unanimité qui s'est fait remarquer dans son acceptation a eu pour objet cet acte lui-même, ou bien si elle est provenue du besoin de se débarrasser d'un point d'irritation devenu intolérable ; si l'on n'était pas dans cette disposition des esprits qui fait trouver bon et accepter comme tel tout ce qui détruit l'obstacle que l'on veut renverser. Ainsi, dans ce cas, toutes les bouches s'accordant à proclamer une constitution inconnue à la grande majorité de ces bruyans votans, faisaient-elles autre chose que dire : *Nous voulons tout ce que nous savons être contraire au gouvernement actuel de Ferdinand : l'ennemi de notre ennemi devient notre ami.* Il est très clair que ce sentiment a beaucoup contribué à la fortune de la constitution d'Espagne : elle ne l'aurait pas fait également sans lui. Il se rencontre quelquefois de ces *mots d'ordre* plutôt que de réflexion, qu'un courant irrésistible porte à maîtriser une nation, qui lui enlèvent jusqu'à la faculté de raison-

ner, et qui rendraient toute représentation superflue. C'est ainsi qu'en Danemarck, le peuple fatigué de l'aristocratie, fut porter tous les pouvoirs au roi, en joignant à cet abandon une clause inouie dans les annales du monde, celle par laquelle il était statué que s'il existait partout ailleurs un moyen de pouvoir qui n'eût pas été spécifié dans la donation actuelle, le roi s'en trouvait investi à l'avance, et maître d'en user : celui qui dans ce moment aurait voulu faire une réflexion, eût été déchiré. La même chose vient d'avoir lieu en Espagne, quoique dans un sens contraire. L'empressement de se défaire du gouvernement du moment, le besoin de se servir de ce que l'on avait sous la main, ont fait que l'adhésion a précédé tout examen et toute réflexion. *La constitution! la constitution!* dans la bouche des Espagnols, voulait dire seulement : *Défaites-nous d'un gouvernement insupportable et dont nous ne voulons plus.* On retrouve quelques traces de cette adhésion confiante par contradiction et par crainte, dans ce qui se passe même aujourd'hui en France. Les sermens renouvelés à la Charte ne se rapportent pas à son contenu, dont tout

le monde s'accorde à reconnaître les défauts, mais au désir de son maintien comme celui de la seule garantie que l'on possède, ainsi qu'à l'improbation donnée aux mesures du gouvernement. C'est là qu'il faut aller chercher le sens véritable de ce concert d'acclamations qui disent autre chose que ce qui frappe seulement les oreilles.

Pendant toute la durée de l'Assemblée constituante, on n'a cessé de jurer la constitution faite et à faire. Que voulait dire un pareil vœu, un vœu antérieur à l'existence même de son objet? Le voici : *Nous avons confiance en vous ; nous ne voulons plus de l'ancien régime ; nous accepterons tout ce qui nous en délivrera.*

De même au 18 brumaire. La lassitude qu'on éprouvait du Directoire, la confiance dont était investi Buonaparte, auraient fait tout accepter. On ne voulait plus du premier à aucun prix, on voulait du second à tout prix. Prenez ce moment pour délibérer et remontrer, vous verrez comme vous serez écouté.

Eh bien ! voilà ce que vient de faire l'Espagne. Son gouvernement était ce qui la

blessait.... Elle l'a rejetté comme on fait pour toute chose qui blesse.... Il existait une constitution qui n'avait encore fait ni bien ni mal : par là même, l'Espagne y a couru comme à ce qui allait lui faire toute espèce de bien. C'est l'effet d'un premier mouvement très naturel dans ces déchiremens violens qu'on appelle révolutions. La réflexion vient ensuite, et amène le redressement, ce qu'on appelle une révision.

2°. Il faut se rappeler les élémens dont s'est formée cette constitution, et les circonstances qui lui donnèrent naissance.

Ses auteurs, comme le porte le préambule de cet acte, avaient en vue de rappeler les institutions anciennes des diverses parties dont la monarchie espagnole a été successivement formée. Ces hommes commirent là une grave erreur : les institutions particulières au royaume d'Arragon, ou bien à celui de la Navarre, étaient-elles bien appropriées à un grand pays comme l'Espagne ? Des formules résultantes de la féodalité, de l'état égalitaire des grands d'alors avec les petits souverains de ces pays, étaient-elles bien compatibles avec le nouvel ordre des sociétés modernes

qui dans leurs établissemens actuels ont un autre point de départ : peuvent elles s'accorder avec la dignité d'un grand monarque, et les respects qui l'ont toujours entouré. Les auteurs de la constitution espagnole ont trop eu devant les yeux les anciens cortès; nous en fournirons une preuve dans l'examen des articles capitaux de cette constitution. Il ne faut pas oublier que cette loi fut faite dans l'absence du roi et de ses représentans. Ses droits, non pas ceux qui pouvaient contribuer à ses jouissances personnelles, mais ceux qui sont essentiels à la couronne et au bon ordre du gouvernement, ne furent pas suffisamment discutés, et dans plusieurs occasions, ils furent évalués moins haut que l'intérêt public ne l'exigeait. (1)

En d'autres pays, le pouvoir royal s'est at-

(1) On voit en Allemagne des princes donner des constitutions par simple forme d'édit, comme ils feraient d'une ordonnance sur la chasse ou sur le transit des marchandises. Quand tout cela finira-t-il donc? quand cessera-t-on de dire aux hommes : *tenez, vous allez exister comme cela; tel est notre bon plaisir?* Il semble entendre parler de l'ordonnance de réformation de Louis-le-Hutin, que l'on n'attendait guères à l'occasion de la Charte de la France. Les constitutions ne se font point avec des rappels de faits, mais avec des principes.

tribué la principale influence dans la confection de l'acte fondamental. En Espagne, il n'a pas exercé celle qu'il était bon qu'il eût. On s'est aperçu de part et d'autre des effets de ce double mobile, en plus comme en moins.

Je distingue dans la constitution de l'Espagne :

Les principes généraux ;

Les dispositions particulières ;

Les articles fondamentaux ;

Les articles réglementaires.

Cet énoncé ne se rencontre pas dans cette constitution, et son absence peut causer des embarras. Tout est si important dans ces grands actes qui règlent l'état des nations, les intérêts sont si attentifs et si ingénieux pour y découvrir tout ce qui peut les favoriser eux-mêmes, que l'on ne saurait jamais apporter trop d'attention pour en écarter tout ce qui est susceptible de prêter à l'incertitude, à l'équivoque, et finalement aux contestations ; car c'est toujours à elles qu'aboutit tout défaut de clarté. La preuve est en France, dans laquelle, à défaut de sens précis, et de distinction bien indiquée entre la nature des divers articles de la Charte, on dispute depuis six ans sur chaque article, par-

mi lesquels il y en a tel qui est violé chaque jour, à chaque heure, à défaut de pouvoir délibérer en s'y conformant exactement; comme il résulterait de l'observation de l'article qui donne aux Chambres le droit d'accepter ou de refuser, mais nullement celui d'amender, et cependant on amende tous les jours, par la force des choses, qui réduirait le gouvernement à l'*impossible*, sans la faculté de modifier ses propositions.

La constitution espagnole pèche donc par le défaut de rédaction et par celui du classement des matières. Il est facile de revenir sur ces deux points.

Mais où cette constitution est vraiment supérieure, c'est dans l'énonciation des principes généraux de la société, et dans sa généralité qui embrasse toutes les parties de l'État. ainsi que tout ce qui contribue a son maintien. C'est un corps complet de doctrine sociale et d'établissement national.

Ainsi, c'est d'une main ferme à la fois et circonspecte que les législateurs espagnols ont établi les principes des associations humaines, et qu'ils leur ont fait précéder les articles purement législatifs, comme pour rappeler aux

hommes les motifs qui leur ont fait désirer de faire partie des sociétés, comme pour montrer en même temps aux Espagnols quelles étaient les bases sur lesquelles repose tout ce travail. C'est une idée grande autant que juste, et qui met une distance immense entre cet acte et d'autres maigres ouvrages qui renferment une énonciation sèche de quelques droits, et une prescription également sèche de quelques devoirs, et dans lesquels le défaut de préambule, ainsi qu'une entrée en matière faite *ex-abrupto*, laisse en suspens sur l'origine et le but de tout cela. La constitution espagnole est beaucoup plus complète; tout s'y trouve : si tout n'y est pas à sa place, au moins rien n'en est-il absent.

CHAPITRE Ier.

Art. 2. La nation espagnole est libre et indépendante; elle n'est ni ne peut être le patrimoine d'aucune personne, ni d'aucune famille.

3. La souveraineté réside essentiellement dans la nation, à laquelle appartient, en conséquence, le droit exclusif de se donner des lois fondamentales.

4. La nation demeure obligée de conserver et de protéger par des lois sages et justes la li-

berté civile, la propriété et les autres droits légitimes de tous les individus qui la composent.

CHAPITRE II.

Les Espagnols doivent être justes et bienfaisans, obéir aux lois, respecter les autorités, contribuer sans distinction aux charges publiques, et prendre les armes pour la défense de la patrie.

CHAPITRE III.

L'objet du gouvernement est la félicité de la nation, puisque le but de toute société politique n'est autre chose que le bien-être des individus qui la composent.

En voilà bien assez pour faire connaître l'esprit de cette constitution, pour marquer la différence entre elle et tant d'autres. Voilà des principes clairement exprimés et fixés : voilà des questions abordées franchement et tranchées nettement ; ce ne sont pas les demi-mots que l'on entend ailleurs, qui laissent tout dans le vague et dans l'indécision, et une nation partagée entre deux opinions parallèles.

Voilà la question du contrat social, cette question qui agite le monde, déterminée comme elle le fut, par celui-là même qui, le premier,

vint présenter son image si chère aux uns et si effrayante pour les autres. Avec une introduction aussi péremptoire, où pourraient trouver place ces éternels débats sur l'origine et la destination des sociétés qui divisent encore les Français ? Quel espagnol oserait, après cela, jeter dans la circulation des écrits tels que ceux que l'on ne rougit pas de publier encore en France, contre ce qu'on appelle la souveraineté du peuple, au bas desquels quelquefois l'œil s'étonne de rencontrer les noms des législateurs mêmes de la France. Après une déclaration aussi formelle du principe, des droits et de la destination des sociétés, les chaires de l'Espagne pourront-elles, comme elles le font en France, retentir d'imprécations contre ces principes, et leur attibuer tous les malheurs de l'Etat, comme il est habituel de l'entendre faire parmi nous; tant il est important que la lumière et la lumière toute entière parte du Gouvernement, parce qu'à la manière des fanaux, lui seul est placé assez haut pour être aperçu de loin et de tout le monde.

Ces dispositions générales sont marquées du sceau honorable de l'humanité et de l'élévation d'esprit. C'est du fond de cette péninsule,

où les mœurs de l'Afrique ont si long-temps régné, où le monarchisme, l'inquisition, Philippe II et le prince de la Paix, ont semé tant de terreur et d'abjection, que s'élève tout à coup le code qui, seul encore en Europe, réunit et proclame tout ce qui fait la sûreté de l'homme en société, tout ce qui ne laisse aux rigueurs que ce qu'elles ont de nécessaire, et ce qui les borne aux seuls coupables ; ainsi :

TITRE IX.

Art. 371. Chaque espagnol est libre d'écrire, de faire imprimer et publiers es idées politiques, sans avoir besoin de licence, et sans révision ou approbation antérieure à la publication, sauf les restrictions et la responsabilité établies par les lois.

Jamais la liberté de la presse ne fut mieux définie : il n'y a pas là, comme en France, sujet à discuter sur la valeur des mots *réprimer* et *prévenir*. Les Espagnols se sont bien gardés de tomber dans cet horrible contre-sens qui fait qu'en France on peut croire plus simple d'empêcher l'action, que de punir après l'action : car on en est là. Les Espagnols s'en sont soigneusement défendus.

La constitution espagnole a dégagé cette question de la liberté de la presse, dont on fait tant de bruit en Europe, de toute les obscurités qu'ailleurs on entasse autour d'elle. Du moins en Espagne on saura à quoi s'en tenir. On commencera par le commencement, c'est-à-dire par écrire, et on continuera de même dans l'ordre naturel, en punissant sévèrement et comme ils le méritent, ceux qui auront écrit *mal*. En Espagne on n'aura pas fait comme dans d'autres pays, où l'on ne sait que donner et retirer la liberté de la presse, sans savoir en user ni s'en défendre.

Le législateur espagnol ne s'est pas écarté de la généralité du principe qui donne à l'électeur le droit de prendre son *élu* partout où il croira trouver l'homme qui lui convient. Les conditions restrictives opposées à la faculté de choisir dans l'universalité des éligibles sont contraires à tout bon principe d'élection. Au lieu de la restreindre, il faut en étendre le cercle. L'*élu* est un procureur fondé. On n'a pas le droit d'imposer la condition de le chercher seulement dans un nombre donné: comme il décidera pour tous dans une mission qui est générale de sa nature et dans ses effets,

par une faculté générale de choix, il doit aussi pouvoir être pris parmi tous, pour qu'il y ait correspondance entre son origine et sa destination : arbitre de tous, il ne doit pas être seulement l'ouvrage de quelques-uns. Si la nation choisit mal, elle paiera, et ce que lui coûteront les mauvais choix lui apprendra à n'en faire que de bons. C'est le principe anglais et c'est le seul véritable. La législation française est sur cet article d'une timidité qui sort à la fois de tous les exemples et de tous les principes. La législation espagnole a fixé l'âge du législateur à vingt-cinq ans: elle a suivi l'ordre de la nature qui assigne cet âge comme celui du plein développement des facultés du corps et de l'esprit. Dès que l'homme est complet, on ne voit pas à quel titre il serait exclu de quelque fonction. L'Angleterre ne se plaint pas de la faculté d'élire au-dessous de quarante ans : on ne voit pas dans ce pays que la jeunesse y fasse la loi, qu'elle obtienne dans les élections aucune préférence, et qu'on se soit mal trouvé de la jeunesse de Pitt. L'Angleterre compte plus de six cents députés au parlement. La faculté d'élire des hommes d'un âge peu avancé, n'y introduit pas la jeunesse dans une propor-

tion plus forte que les autres âges de la vie.

De vaines terreurs peuvent prescrire le contraire, mais ce sera toujours aux dépens des principes et de l'utilité publique.

CHAPITRE III.

Art. 303, 304, 305, 291, 294, 297. Les prisons doivent être établies pour s'assurer de la personne des détenus, et non pour les tourmenter. Le serment ne peut être exigé de personne en matière criminelle et pour son propre fait. La torture, la contrainte par corps, la confiscation des biens, sont abolies (1); aucune peine n'est reversible à la famille du coupable, aucune saisie de ses biens n'a lieu qu'en matière pécuniaire et dans une proportion équivalente à la cause.

Qui ne se sent transporté en voyant la lé-

(1) L'abolition de la confiscation a précédé en Espagne cette même abolition en France. La constitution espagnole est de 1812, 18 mars; la Charte de France de 1814, 4 juin; le code espagnol renferme un plus grand nombre de dispositions tutélaires pour la propriété, que ne le fait le code français.

L'admission de la caution en matière criminelle élève la constitution espagnole au niveau de la constitution anglaise, et beaucoup au-dessus de celle de la France.

gislation d'un grand peuple dirigée vers l'adoucissement des mœurs et celui des sévices : la constitution espagole présente ces caractères à un haut degré, et sous ce rapport, ce n'est pas seulement la reconnaissance de l'Espagne qu'elle mérite, mais encore celle du monde entier.

Elle donne des garanties à la sûreté du domicile de chacun. Toute la nation est rangée sous une législation uniforme ; elle doit être formée par une instruction uniforme, elle doit être renfermée dans des barrières communes : désormais on ne rencontrera plus au cœur de la monarchie des lignes de douanes qui interceptent les communications entre les parties du même pays, qui excitent à la fraude et à l'immoralité, qui arrêtent les effets du travail et les efforts de l'industrie.

Toutes ces parties de la constitution espagnole sont infiniment honorables pour leurs auteurs, et ne peuvent avoir que les plus heureux résultats pour le pays auquel elles doivent être appliquées. Il faut ajouter à cet éloge celui qui est encore dû à l'ordre administratif établi pour les villes et pour les provinces ; il est parfaitement conforme aux principes :

tout ce qui est d'intérêt particulier est décidé et régi d'une manière particulière ; tout ce qui est d'intérêt général est rapporté à la généralité. En cela tout est dans l'ordre, et ce n'est que dans l'ordre et par l'ordre que tout se maintient sans secousse ni froissement et se soutient avec facilité et durée.

C'est encore un bon établissement que celui que cette constitution fait pour le ministère.

CHAPITRE VI.

Art. 222. Il y aura sept ministres. La constitution a fait du premier coup, ce qu'en France on a mis six ans à inventer. Les cortès pourront faire dans cette organisation les modifications que les circonstances exigeront.

Cette disposition est fort sage. Un ministère est une section de la puissance publique. Le nombre de ces sections doit donc être déterminé par les dépositaires de cette puissance, les trois branches de la législature. Si le prince seul en décide, il peut élever ou diminuer à volonté, introduire sous pretexte du besoin du gouvernement, même quelque chose d'étranger au gouvernement de l'Etat : ainsi on a vu en France un *ministère* de la maison

l'une et de l'autre. La cession d'un territoire est le retranchement d'un membre de la société; comment une seule partie de l'association aurait-elle le pouvoir de l'opérer sans le consentement de toutes les autres, c'est-à-dire de ceux qui les représentent.

C'est ainsi que les choses se passent en Angleterre; le roi dirige les négociations et la guerre si elle a lieu; mais tout traité a besoin de la ratification parlementaire, car devenant loi de l'État, elle ne peut avoir de force sans le consentement de ceux qui font la loi. Un prince en possession du droit de paix et de guerre, sans ratification législative, est un législateur complet; il réunit en lui seul deux êtres différens et contradictoires, dont l'un fait la loi en compagnie, et l'autre la fait tout seul; et c'est précisément ce qui arrive en France, dans laquelle au moyen de la loi qui donne au Roi tout le pouvoir des armes et des négociations, l'État peut avoir la paix ou la guerre sans être informé des causes, en subir les conséquences sans savoir pourquoi, sans avoir le droit de le demander; ce qui fait que la même autorité qui n'a pas la faculté d'imposer un *centime* sur le sel, peut céder dix provinces.

La constitution espagnole a réglé avec la même exactitude de principe, l'entrée des troupes étrangères sur le territoire. Le pouvoir des armes est immense : elles finissent par décider de tout. Si les soldats nationaux sont, malgré cette qualité, un sujet de jalousie et d'ombrages pour la liberté, que doit-il être de ceux qui ne peuvent montrer ce titre rassurant? Le soldat étranger ne connaît que celui qui l'appelle et qui le paie, il n'a aucun intérêt national à défendre : sa présence sur le territoire est une espèce d'envahissement, car enfin il n'est pas chez lui, et il ne ferait pas plus par la guerre qu'il ne fait par la paix, qui est d'occuper le territoire. Or, je demande comment ce partage du territoire peut avoir lieu par l'autorisation d'un seul membre de la législature. La constitution espagnole a remonté au vrai principe, qui est aussi celui de la constitution anglaise; là où le prince est seul législateur, comme il exerce seul tous les pouvoirs de l'État, seul il suffit pour légitimer le séjour des corps armés étrangers. Mais lorsqu'il y a partage dans la souveraineté, il cesse de le pouvoir, en raison de ce même partage, qui fait qu'il ne peut plus qu'en com-

mun, ce qu'antérieurement il aurait pu tout seul. Il faut enfin s'entendre, et savoir distinctement dans quel régime on vit; c'est l'oubli de cette distinction qui a valu à la France la présence permanente de nombreux corps de troupes étrangères. L'habitude a une grande force, quelquefois même celle de faire oublier les changemens survenus, et de porter à se conduire dans un temps comme on avait fait dans un autre, par la seule raison que toujours on avait fait ainsi.

Mais comme rien n'est parfait dans les ouvrages de la faible humanité, la constitution espagnole n'a pas pu échapper à cette influence de la fragilité de l'esprit humain. Celle-ci se fait ressentir surtout dans trois articles.

CHAPITRE II.

Art. 12. La religion de la nation espagnole est et sera à jamais la religion catholique, apostolique et romaine, la seule véritable. La nation la protège par des lois sages et justes, et prohibe l'exercice de toute autre.

Pourquoi faut-il que la tolérance soit absente, ou plutôt que l'intolérance soit consacrée par cet article : prohiber une religion !

quel sens peuvent avoir ces paroles : se lier par des lois contre l'exercice d'une religion! Les Anglais se sont liés ainsi contre le catholicisme; eh bien, les catholiques sont exclus de tout en Angleterre, les places des pairs catholiques vaquent au Parlement, les voûtes de Westminster s'ébranleraient à l'entrée d'un catholique, quatre millions de catholiques sont hors de la société politique en Irlande : et puis faites des lois d'exclusion à titre de religion. L'uniformité religieuse est un grand bien dans un état, il est vrai, mais l'intolérance est aussi un grand mal : la tolérance n'est pas l'indifférence, ce n'est pas non plus un jugement doctrinal sur le mérite respectif des religions, elle n'est qu'un acte de respect pour la liberté de chacun dans cette matière, et une demande de réciprocité pour sa liberté propre. Il faut savoir respecter jusqu'au droit qu'on peut avoir d'errer, jusqu'à l'impossibilité dans laquelle on peut être placé de ne pouvoir pas s'empêcher d'errer, comme fait le fils d'un hérétique. On peut le plaindre mais jamais le blâmer, et encore moins l'exclure. L'erreur ne peut exciter que l'indulgence, et jamais l'envie d'exclure; il est à regretter que

l'Espagne ait négligé de donner cet enseignement de plus au monde, il en tient d'elle de si grands, quel dommage qu'elle ait négligé d'y ajouter celui-là!

L'Espagne s'est montrée exclusive comme l'Angleterre pour tout ce qui n'est pas conformiste. La France est moins rigoureuse, elle n'exclut rien. Seulement elle reconnaît comme religion de l'État, un culte à la profession duquel elle n'attache aucune prérogative, et dont l'éloignement n'entraîne aucune privation; ce qui contrarie les notions *des religions d'Etat*, qui, pour être et rester telles, doivent n'admettre aux charges de l'État que ceux qui professent la religion de l'État, et exclure ceux qui ne la professent pas. Autrement on peut être à la fois en dehors et en dedans de l'État, comme il arrive d'après la loi française. Elle renferme encore une autre inconséquence à son principe énonciatif de tolérance pour tous les cultes. Il en est un auquel elle refuse les moyens d'entretien qu'elle accorde aux autres, distinction contraire au bon ordre des sociétés, dans lesquelles les droits à la protection et à l'entretien communs ne s'évaluent point par *la croyance religieuse, mais par la part*

contributive aux charges publiques qu'acquittent les membres de l'association de quelque culte qu'ils soient.

La formation du pouvoir législatif est toujours la grande difficulté dans l'établissement des constitutions; le pouvoir est tout.... Chacun veut en retenir la plus grande partie; le bien ne peut résulter que d'une pondération exacte qui maintienne l'équilibre. C'est l'arrimage du vaisseau qui décide de la régularité de sa marche. Or, comment cette pondération a-t-elle été réglée dans la constitution espagnole? Il faut le reconnaître et le dire : de la manière la plus propre à entraver la marche du gouvernement, ou plutôt à la rendre impossible.

L'exemple de l'Angleterre a prouvé l'excellence du système des trois branches de la législature.

L'exemple de la France a prouvé l'imminent danger de l'absence de ce système, ou plutôt la certitude qu'il ne peut y avoir ni repos ni stabilité sans lui.... L'expérience était récente, éclatante et complète. Avec quelle douloureuse surprise retrouve-t-on dans la constitution espagnole un roi seul, en présence ou plu-

tôt aux prises avec une assemblée unique? Dans la diversité d'opinions qui, par la nature des choses, ne peuvent sur beaucoup de sujets manquer de s'élever entre eux, qui sera juge, qui les rapprochera, qui les conciliera? Chacun agissant dans la plénitude de son droit, d'épouvantables collésions ne seront-elles pas la suite naturelle de cet isolement? Les contradictions éclateront le premier jour, elles s'aigriront, elles s'envenimeront, elles dégénéreront en querelles acharnées. Un des deux pouvoirs devra briser l'autre; le combat passera d'eux à la nation; leurs divisions deviendront celles de tout le peuple; faits pour le diriger en commun et en paix, ce seront ces deux pouvoirs qui le maintiendront en division et en guerre. C'est ce qui arriva à Louis XVI, dès qu'il se trouva vis-à-vis d'une assemblée unique, dans un état continuel de contact avec elle : les contradictions commencèrent le lendemain du jour où ils commencèrent à se trouver seuls en présence; chaque heure y ajouta, et la plus déplorable catastrophe ne se fit pas attendre. Partout où les hommes ont des intérêts à discuter, il faut être *trois;* entre deux, il peut ne pas y avoir d'action,

mais il y aura toujours choc. Sans arbitres, lequel des deux a droit de décider? Une Chambre des pairs est l'arbitre indiqué par la nature des gouvernemens représentatifs : tout ne doit pas être peuple et roi. Le trône, comme a dit M. *Necker*, ne doit pas *s'élever à pic dans une plaine rase;* il n'y resterait pas longtemps. Il y a des règles d'architecture sociale, si l'on peut parler ainsi, qui commandent des gradations entre les objets et des pentes douces pour passer sans effort de l'un à l'autre. Une première Chambre sagement constituée, forme cette gradation entre le trône et le peuple; elle les sépare sans les diviser; elle les unit sans les confondre; elle les défend d'attaques mutuelles sans blesser aucun d'eux. L'Angleterre, par la longévité et le bonheur de son exemple, a mis au-dessus de toute contradiction la nécessité d'une Chambre des pairs. Un autre pays n'a pas corroboré cet enseignement par les succès d'une institution correspondante; mais il faut s'élever au-dessus des mauvais résultats qui peuvent provenir d'incidens étrangers à la nature même des choses, et ne pas accuser celle-ci parce qu'elle a été méconnue une fois; parce qu'un vaisseau

est mal construit ou mal manœuvré, il ne faut pas renoncer à l'architecture nautique; c'est une raison de plus pour y revenir et pour s'y attacher. Disons-le hautement, et en négligeant de vaines clameurs, sans une Chambre des pairs, siége et réservoir de toute l'illustration nationale, il n'y a pas de gouvernement représentatif.... On pourra faire deux Chambres; mais on aura deux Chambres populaires au lieu d'une, et cette *une* suffit. Alors on prend les élémens du gouvernement représentatif hors du système de ce gouvernement, et l'on voit tout de suite où l'on doit aboutir avec cette méprise.

La constitution espagnole a donc enlevé toute garantie à la puissance royale; dans la position où elle a mis ce pouvoir, il faut que ce soit la royauté ou les cortès qui succombent; car ils ne peuvent aller ensemble.... Cette grande et capitale aberration qui, elle seule, suffit pour vicier toute cette constitution, a eu pour principe le désir de se rapprocher des anciennes constitutions qui régissaient les différens royaumes dont s'est formée la monarchie espagnole; mais la différence des choses et des temps a échappé aux auteurs de cet acte; il ne pouvait pas y avoir deux chambres

dans le temps où les nobles seuls formaient les pouvoirs publics, et dans lesquels le peuple n'existait pas. Comment aurait-il été représenté? Il n'était pas, il ne comptait pas. La vue des législateurs espagnols s'est donc arrêtée à moitié chemin; et n'embrassant que le temps passé, elle a tout-à-fait négligé et dénaturé le présent. Les législateurs espagnols n'ont vu ni le commerce, ni la richesse mobilière, ni la richesse intellectuelle des sociétés modernes; on a voulu constituer l'Espagne d'aujourd'hui avec l'Espagne d'autrefois, et l'une n'a rien de commun avec l'autre.

La constitution a sagement conféré aux cortès l'initiative des lois; par là elle épargne au roi la douleur de voir ses jugemens propres soumis à la discussion, subir des modifications, et toutes les mortifications imaginables. Jamais le roi ne doit être discuté; un roi discuté n'est rien. L'Angleterre s'est bien gardé de commettre la faute qui éclate dans l'ordre qui régit la France, dans laquelle ceux qui aiment la royauté, et qui s'entendent en royauté, sont assujétis au pénible spectacle que présente la discussion continuelle, la correction, et pour ainsi dire, la ventilation

des pensées du monarque, chose destructive radicalement du respect qui fait sa force. En France on a de plus attribué la sanction de la loi au monarque, ce qui fait qu'il a à sanctionner sa propre pensée, et à agir deux fois sur la même chose. Par la sanction anglaise, le roi est le juge de la pensée du peuple, ce qui le place haut, et lui garde son poste de supériorité : en France il ne juge que sa propre pensée, ce qui n'ajoute rien à sa position, et ne fait pas sentir au peuple qu'il y a quelqu'un au-dessus de sa tête. Mais en quoi la constitution espagnole pêche plus grièvement encore, s'il est possible, contre l'essence même de la royauté, c'est en déclarant acquise aux cortès, et en dehors de la sanction royale, toute loi représentée une troisième fois, après avoir été rejetée deux fois par le monarque; cette clause est incompatible avec l'idée du pouvoir royal. Charles Ier se sentit perdu, et recourut aux armes, quand d'envahissement en envahissement, ses ennemis l'eurent poussé jusque-là. Sans *veto* absolu, il n'y a plus de royauté; un roi forcé n'est plus un roi. L'assemblée constituante fit la même faute; elle céda au courant populaire, qui, semblable à celui qui coule du Vé-

suve, renfermait plus de feu que de lumière. Les Anglais se sont élevés à une plus grande hauteur, à celle d'où l'on domine tous les intérêts subalternes; pleins de foi dans l'indispensable nécessité d'un véritable pouvoir royal, plein de lumières sur la formation essentielle de ce pouvoir indispensable, ils ne se sont pas amusés à le construire avec des craintes ou avec des complaisances; mais ils l'ont armé et pourvu de tout ce qui lui est nécessaire pour remplir sa charge, pour subsister lui-même, et pour faire subsister les autres; il y a là une royauté claire et véritable; partout ailleurs elle est inintelligible ou fausse. En Espagne, l'ordre de succession au trône est réglé sur des idées contraires à toute bonne administration: l'Angleterre elle-même ne fait pas exception au principe; celui-ci est au-dessus des faits, et des droits possessifs, il veut qu'une chose de la gravité du commandement d'une nation, soit exclusivement attribué à un homme; le gouvernement est l'apanage naturel des hommes; il renferme mille choses qu'un homme seul peut faire; l'ordre contraire semble déclarer que le gouvernement est l'apanage des individus, et non pas la propriété

de la nation. Cette disposition étonne d'autant plus dans la constitution espagnole, qu'elle forme une contradiction manifeste avec le premier principe de cette même contitution qui énonce formellement que la nation est le seul but du gouvernement, et qu'elle n'appartient qu'à elle-même.

L'ordre de la régence n'est pas mieux établi; les femmes y sont encore appelées : l'assemblée constituante, en cela organe véritable de la raison, avait attribué l'administration de l'état au régent, et la garde du prince à la plus proche parente; cela satisfaisait à tout, c'est sur cet article la meilleure loi connue. La loi anglaise n'est pas encore bien fixée; le parlement confère la régence, et en règle les attributions. Il serait préférable de beaucoup qu'un aussi grand intérêt fût réglé d'avance par une loi générale, ainsi qu'on l'avait fait en France; les lois faites pour un temps donné, sont inférieures à celles qui atteignent tous les temps.

La manière dont la constitution espagnole a pourvu à la révision de la constitution même, n'est pas propre à remplir le but que l'on se propose; une attente de dix ans est néces-

saire pour parvenir à la réformation. Quel dommage ne peut pas provenir d'une attente aussi prolongée? Par exemple, il est très évident que la royauté et une chambre unique ne peuvent pas subsister ensemble pendant dix ans. En France, elles ne purent pas compatir pendant une seule année; attendra-t-on que tout soit perdu pour croire avoir le droit de changer. On a voulu éviter l'instabilité, la précipitation, cela est fort louable; mais il faut aussi éviter les longueurs et les désastres qui suivent l'inaction; en se donnant des lois on veut bien se donner des liens, mais non pas des chaînes dont le poids empêche de marcher, c'est en vue de son plus grand bien que l'on travaille, et l'on se réserve toujours le droit de se le procurer. Il semble que le bon ordre et les principes exigent de distinguer entre la partie invariable des constitutions, celle qui renferme les principes élémentaires des sociétés, auxquels aucun pouvoir humain ne peut déroger, et les stipulations susceptibles de variations que le bien de la société peut exiger, et dont la législature est toujours juge; cette distinction paraît propre à tout concilier.

Je ne puis mieux terminer cette analyse abrégée de la fameuse constitution des cortès, qu'en rendant hommage au désintéressement dont leurs auteurs ont fait preuve. Parmi les nombreuses qualités qui honorent le caractère espagnol, le désintéressement tient une grande place. L'Espagnol est le peuple le moins cupide de l'univers. Ses législateurs viennent de déclarer combien ils mettaient de prix à ce que ce noble sentiment guidât toujours ceux qui exerceront les fonctions législatives, en leur prohibant l'acceptation d'aucun emploi pendant la durée de leurs fonctions et dans l'année qui suit leur terme, et toute sollicitation pour autrui. Aucun émolument n'est attaché non plus à l'exercice des fonctions législatives. Ici la patrie est tout (1), et la servir dédommage de tout. Peut-être même a-t-on poussé trop

(1) Voici les articles :

129. A dater du moment où leur nomination a été constatée à la députation permanente des cortès, jusqu'à leur sortie, les députés ne pourront accepter pour eux, ni solliciter pour autrui aucun emploi à la nomination du Roi, ni aucun avancement, à moins que ce ne soit un avancement d'ordre naturel dans leur carrière respective.

130. Ils ne pourront non plus pendant le temps de leur

loin le rigorisme en prohibant la réélection immédiate des membres de la législature : idée abstractivement bonne, mais peu susceptible d'application utile, surtout aux temps difficiles, propre à priver d'instrumens éprouvés et reconnus bons, pour leur en substituer d'inconnus, contraire à la pratique habituelle de l'angleterre, à la pratique actuelle de la France, et trop conforme à ce qui eut lieu dans l'Assemblée constituante, pour que les tristes souvenirs qui ont suivi ce qui se fit alors, n'aient pas déposé sur cette pratique un vernis défavorable.

Je touche au terme de cet écrit; mais je ne le finirai pas sans m'adresser de nouveau aux Espagnols, et sans leur dire : Peuple généreux et renaissant, achevez votre ouvrage, et pour cela revoyez votre constitution. Vous ne devez pas vous considérer comme enchaînés par un acte qui fut fait pour d'autres temps et pour d'autres circonstances ; cet acte est pour vous et par vous; vous n'êtes ni par lui, ni pour lui; apprenez aux autres hommes par

---

députation et un an après le dernier acte de leurs fonctions, obtenir pour eux ni solliciter pour autrui aucune pension ou décoration qui soit à la disposition du Roi.

cet exemple éclatant à user pour l'avantage de la société, des droits qu'elle-même renferme et conserve. Établissez, proclamez la tolérance. Un mot de vous sur cet article si important des associations humaines, aura un poids décisif. Proscrire l'intolérance sera beau à ceux qu'on représentait comme sa dernière ressource. Sur cet article, vous avez des arrérages à payer à l'univers. Honorez les ministres de votre religion, mais bornez leur commandement aux choses de leur ministère. Interdisez-leur tout accès à la politique; qu'ils se renferment dans les temples; là tout sera pour eux honneur et pouvoir. Retranchez le luxe parmi eux; pourvoyez honorablement au nécessaire; tenez votre culte aussi loin de l'opulence qui corrompt, que de la misère qui flétrit. Pas plus de prodigalité que de parcimonie : n'usez pas de celle-ci envers les ministres de celui dont vous tenez tout. Les premiers degrés de votre sacerdoce sont dignes de la plus haute vénération; diminuez ceux qui n'apporteraient pas à la religion des titres au même respect; fermez à jamais les portes de votre pays à des institutions qu'accompagnent partout la division et le trouble; hono-

rez Rome ; gardez vos liens actuels, mais cessez de porter ses chaînes ; faites vos affaires sans elle... : elle n'y entre jamais avec profit pour les autres, ni avec convenance morale pour elle-même. Refaites votre institution législative : vous périrez par elle, si vous la laissez subsister dans son état actuel. Qu'au sommet paraisse un roi véritable, en possession d'une somme de pouvoir égale aux besoins de ses hautes fonctions. Il faut que le levier soit proportionné au fardeau qu'il doit déplacer... Que ferez-vous d'un roi sans pouvoir suffisant? Que fera-t-il lui-même pour vous? Dès qu'il est indispensable, il doit être complet : c'est se tromper soi-même que de ne pas faire pour un roi tout ce qu'exige la royauté. Faites que son sort lui suffise, qu'il n'y trouve que des raisons de vous en remercier et de fermer la bouche à ceux qui long-temps encore chercheront à lui faire regretter celui qu'il avait eu... Les princes valent presque toujours mieux que leurs courtisans, et tel périt par eux, qui se serait sauvé tout seul. Placez haut votre trône, mais n'en ayez qu'*un*. Décorez-le ; il ne peut se passer de l'entourage d'une cour ; mais n'en ayez qu'*une*. Prohibez toute cour

collatérale : elle serait la rivale de la cour véritable et seule souveraine. Avec des cours collatérales, il y a partage dans la souveraineté et défaut d'unité dans l'administration.

Veillez avec la plus active et à la fois la plus tendre sollicitude autour du monarque et de sa famille. Ce sont des dépôts sacrés que l'amour et le respect doivent toujours environner, et que le plus haut intérêt public doit protéger... Mais que votre trône ait des gardes, et qu'il ne soit pas ceint d'une armée; et puisque le trône est votre premier bien, qu'il soit gardé par vous seul, et qu'aucun étranger n'ose en approcher.

Renoncez courageusement à l'Amérique, aspirez à l'amitié d'une sœur, et désormais oubliez qu'elle fut votre sujette. Recherchez le talent : il est l'âme du gouvernement représentatif. Partout où celui-ci est bien entendu, il est appelé. Le talent ne reste jamais neutre ni oisif : s'il n'est pas ami, il est ennemi; s'il ne protège pas, il attaque (1). Complettez l'ou-

(1) En Angleterre tout homme qui marque dans la carrière politique est porté à la Chambre des Communes; dans ce pays le talent est une espèce de *député né*, cela est tiré de la nature même des choses. Le gouvernement

vrage de la nature, qui vous a prodigué ses dons, qui, dans une libéralité qu'on peut appeler privilégiée, n'a rien placé chez vous qui ne soit excellent, qui a donné à vos mines les métaux les plus purs, à vos moissons des grains qui égalent la perle en transparence, qui a revêtu vos troupeaux de toisons qu'eût envié la Colchide, qui a tapissé vos coteaux des ceps les plus précieux, qui a empreint la grâce et la fierté dans tous les mouvemens de vos coursiers, qui a couvert vos champs des arbres qui nourrissent l'insecte précieux qui fournit les plus riches trésors, et le fruit d'où découle le suc le plus doux. Mettez à profit les immenses avantages que vous tenez de la nature; les deux mers attendent que vous les chargiez des produits de vos champs et de vos ateliers; que le travail fasse disparaître la mendicité, qui fut la lèpre et la souillure de votre pays. Vous êtes sobres, robustes et constans; nulle part le génie n'é-

---

représentatif est celui de l'opinion : qui doit être appelé à ce gouvernement, ceux *qui influent sur l'opinion ou ceux qui n'y influent pas?* ceux qui ont de l'opinion ou ceux qui n'en ont pas? voila la question réduite à ses plus simples termes.

clata avec plus d'audace, de vivacité et de grandeur qu'il ne l'a fait chez vous; nous vous devons une partie de Corneille et de Molière. Que vous manque-t-il? Rien, si vous ne manquez pas à vous-mêmes. Auparavant, vous pouviez accuser l'absence d'un bon gouvernement; celui que vous avez est votre ouvrage. Pour le perfectionner, il vous reste peu à faire; vous avez à vaincre de moindres difficultés qu'on n'en eut en France; votre cour, votre clergé, vos nobles, n'ont pas la consistance sociale qu'avaient ceux de France; ils ne passeraient pas les Pyrénées avec autant de facilité que les autres passèrent le Rhin, et le désespoir du secours est le principe de la résignation. Ainsi, vous pouvez arriver plus facilement qu'en France à une formation d'élémens législatifs qui, par leur homogénéité, préserveront vos institutions des secousses que fait éprouver à celles de la France l'hétérogénéité des élémens qui les forment; là, l'anarchie est dans les choses (1); chez vous, elle ne

(1) Un orateur français dont la parole a une solennité qui en fait regretter la rareté, a dit, dans une grave discussion, *que l'anarchie était au cœur du gouvernement; qu'il n'y avait pas de majorité réelle, mais*

peut être que dans les hommes. Vous agissez sous les yeux du monde, qui sera encore longtemps à revenir de la surprise que lui inspire

---

seulement des débris de minorités. Il semble que cet orateur se soit arrêté à moitié chemin, et n'ait dit qu'une demi-vérité. D'après lui, il y a anarchie dans les hommes, et en y regardant bien, on la trouve dans les choses : c'est là qu'il faut en chercher le principe. Comment n'y aurait-il pas anarchie dans les hommes, là où l'on fait des lois sans s'entendre sur la signification véritable de ces trois grands mots, d'où dépend tout le reste : *Dieu*, *le Roi*, *la France*. Le côté droit les entend d'une façon, le côté gauche de l'autre. Tant que cela durera, il y aura anarchie, mais une anarchie qui ira des choses aux hommes et non pas des hommes aux choses, comme l'a dit cet orateur. Comment n'y aurait-il pas anarchie entre des législateurs non conformistes sur les principes mêmes des lois qu'ils ont à faire ensemble? Parmi eux aucune parole n'a une acception commune. Il ne peut pas y avoir anarchie en Angleterre, parce qu'on est conformiste sur les trois points dits plus haut. La religion est fixée; la signification du pouvoir royal est déterminée; l'état moral de la nation n'est pas un sujet de contestation; la division ou plutôt la différence d'opinion ne porte que sur des choses accidentelles ou sur des personnes : l'opposition anglaise n'a pas d'autre aliment ni d'autre but...; au lieu qu'en France on n'est conformiste sur rien. L'anarchie va des choses aux

votre révolution; sanctifiez-la par les vertus qu'elle vous fera déployer, par le calme et l'union qui régneront entre tous les citoyens,

---

hommes. Il ne peut y avoir ni majorité ni minorité fixes, car elles n'ont aucun point de départ ni d'appui qui soit fixe. Aussi les discussions sur les mêmes objets se renouvellent-elles sans cesse. Dans les deux dernières discussions, on a dit les mêmes choses sur deux sujets différens, et on les répétera avec la même convenance sur le troisième. Quelle figure ressortirait d'une toile où deux ouvriers traceraient les traits, l'un à *l'endroit*, et l'autre à *l'envers?* Or, voilà cependant ce que l'on fait en travaillant sur un sujet contesté. Les talens les plus éminens, les intentions les plus pures, ne peuvent rien contre un vice radical de cette importance... Il cessera quand il y aura homogénéité dans les Chambres; mais il ne cessera que par là. Des Chambres non conformistes ne s'entendront jamais. Un autre orateur répondant à celui dont je viens de parler, a accordé que son parti était peu nombreux, et qu'en 1815 il avait commis des erreurs. Cet aveu était le résultat combiné du sentiment de la vérité et de la double position de celui qui le faisait. Il a trop d'esprit pour croire son parti le plus fort, et souvent il l'a combattu et lui a reproché ses fautes. Tout était donc obligé dans cette partie de ses allégations. Mais ce qui lui convenait, ne convenait pas de même à tous ceux pour lesquels il parlait. Parmi eux, il s'en est trouvé un qui en le remerciant de faire ainsi

et que le spectacle de votre bonheur serve à faire absoudre les révolutions des reproches qu'on entasse contre elles, et dont après tant

---

les honneurs de son parti, sans en être prié, lui a déclaré qu'au lieu d'être le petit nombre, ce parti était *la France elle-même; qu'au lieu d'avoir fait des fautes, ce parti avait fait des merveilles; et qu'il était tout prêt à recommencer.* Et puis dites qu'il y a anarchie dans les hommes, qu'il n'y a que des débris de minorités, au lieu de dire qu'il y a sur les choses mêmes une contradiction élémentaire qui forme une anarchie radicale, et qui réduit et réduira en poussière impalpable, toutes les majorités et toutes les minorités, tant qu'elles ne porteront que sur des bases contestées; tant que les points principaux ne seront pas fixés, tant que les Chambres ne seront pas conformistes sur les points capitaux de la législation...

Quels singuliers partis que ceux dans lesquels des hommes, devenus les chefs de ceux qu'ils ont long-temps combattu, reçoivent des démentis publics de leurs propres soldats, s'entendent dire que ceux qu'ils montrent comme étant le petit nombre sont la France elle-même, (qui ne convient pas de cela?) et que tout a été admirable dans la conduite qu'on leur reproche. Où se montre ici l'anarchie? est-ce dans les hommes ou dans les choses? Où sont, où peuvent être les majorités, les minorités entre des hommes qui, jusque dans leur propre parti, ne s'entendent sur rien?.. On peut conti-

d'exemples malheureux, il ne tient qu'à vous de préserver la vôtre.

---

nuer sur ce pied pendant cent ans, on n'avancera point d'un seul pas.

Gravez sur le frontispice de tout lieu d'assemblée délibérante : *Conformité, ou tour de Babel.* Je pourrais ajouter à ce tableau, et montrer comment l'anarchie a été constituée dans d'autres institutions ; mais ceci suffit pour que je sois entendu. Des hommes qui font des lois sans être d'accord sur les principes de leurs discussions, *se proposent des problèmes insolubles. Ils rappellent ces rois de l'Orient qui, pour éprouver la sagacité de leur esprit, s'adressaient mutuellement des énigmes à résoudre.*

Parmi des orateurs dont les uns disent : Ce n'est pas la *contre-révolution* que je crains, mais la *révolution* ; les autres : Ce n'est pas la *révolution* qui est à craindre, mais la *contre-révolution* ; un *troisième : La contre-révolution est toute faite, elle est dans la Charte*, de quel côté vient l'anarchie ? est-ce du côté des hommes, ou de celui des choses ?

POST SCRIPTUM.

La révolution d'Espagne a fait éclore mille bruits et conjectures plus absurdes les uns que les autres; elle en fera propager encore davantage, on doit s'y attendre; cette révolution contrarie tant de vœux, renverse tant de projets et détruit tant d'espérances! il ne faut pas envier aux vaincus leurs dernières consolations. Tout dans ce pays s'est passé d'après la nature même des choses... Un mouvement général a renversé le gouvernement abattu, un mouvement général consolide le gouvernement régénéré. L'Espagne voulait s'affranchir d'un mal et s'assurer de la possession d'un bien, l'un et l'autre sont obtenus; il n'y a plus lieu à aucun mouvement. Le roi a embrassé le nouvel ordre; le ministère, la junte, la totalité des autorités sont dans le sens de cet ordre; à qui pourrait-il être donné de le troubler, puisqu'il est de plus soutenu par la nation? Quiroga et son corps d'armée n'ont eu de force que par leur conformité avec l'esprit de la nation;

aujourd'hui s'il s'en séparait, il n'en aurait aucune; c'est ce qui éxplique ce qui est arrivé à O'donnel.... Cet équivoque personnage a troublé pendant quarante-huit heures la vue ordinairement si pénétrante des salons de Paris. Certes l'Espagne devait au moins aux quatre frères *O'donnel* de faire la guerre civile pour eux.... Maintenant c'est dans un club de Madrid qu'il faut aller découvrir cet important personnage; il est devenu doux comme *ces moutons* qu'il embarquait au mois de juillet.... De son côté Mina devait tout dévorer : malheur à Ferdinand s'il fût tombé entre ses mains... et voilà que ce guerrier honoré de la confiance de son roi, revêtu par lui d'un titre éclatant, répond à ses faveurs en maintenant l'ordre dans l'étendue de son commandement, en justifiant son souverain et en désignant à l'Espagne les auteurs des maux passés. A la voix de nos Cadmus, qui prenaient vraisemblablement leurs rêveries pour des dents de dragon, des armées innombrables se formaient sur tous les points de l'Espagne, et à l'apparition d'un simple ordre du gouvernement, tout cet appareil a disparu comme la rosée fond aux premiers rayons du soleil : ainsi

se sont évanouies à la fois les craintes et les espérances. Il n'y a eu qu'un malheur, que l'Histoire placera à côté d'un acte trop malheureusement célèbre, et qu'elle appellera la *St.-Barthélemi de Cadix* : acte détestable, et fait pour tenir en garde contre la barbarie également atroce et absurde de chefs militaires qui dressent des soldats à assassiner leurs concitoyens, et qui trouvent qu'il n'y rien de *plus spirituel* de plus *joli* que de *fusiller*, dans un guet-à-pens, une population entière : scélérats imprévoyans, qui, en commettant le crime, oublient qu'il y a *un lendemain* qui appartient à la justice et au courroux d'une nation.

Maintenant, on peut être tranquille sur la marche de la révolution d'Espagne : elle sera solide et calme. Les principes des troubles qui ont appelé tant d'orages sur la révolution française n'existent point pour celle d'Espagne. La famille royale n'est point partagée entre deux systèmes, comme elle le fut en France. La moitié ne sera pas en Espagne et l'autre en Allemagne. La moitié de la noblesse et du clergé en dedans et en dehors du pays, et celle-ci appelant l'autre, et la rendant suspecte d'intelligences avec elle. Il n'y aura ni

Pinita, ni manifeste du duc de Brunswick contre l'Espagne, ni une guerre de vingt ans dont les opposans pourront dire que c'est une guerre de contre-révolution que l'on veut. Tout est donc différent entre les révolutions des deux pays : le roi, la cour, le gouvernement, les autorités, en Espagne, sont *conformistes*. En France, elles étaient *dissidentes* par moitié; de là sont venus les combats et les catastrophes. La révolution d'Espagne a déjà rendu au monde l'immense service de *réduire à l'absurde* l'appel des soldats étrangers dans les divisions qui s'élèvent entre les princes et les nations. On ne hasardera plus de pareils envois : on peut le faire, si l'on veut, et tant qu'on voudra; on verra contre qui cela tournera, et si les *hommes* envoyés *soldats* ne reviendront pas *hommes philosophes*. Que les princes gardent leurs soldats pour défendre leurs frontières, c'est là leur place, et ils ne doivent pas craindre de ne point les y trouver toujours : hors de là, il y aurait à décompter.

Le dernier espoir sur l'Espagne porte sur le clergé. Faisse le ciel que les hautes vertus du haut clergé d'Espagne aient assez d'empire sur le clergé inférieur pour le détourner de céder

à des incitations funestes, et pour le contenir dans les seules fonctions de son ministère. Le clergé, en Espagne, a plusieurs choses à se faire pardonner par la nation depuis 1814; il manquerait à son caractère en se mêlant d'un mouvement politique qui est hors de ses attributions, il courrait risque d'empirer son sort, et de compromettre le grand intérêt dont il est chargé, la religion, qui n'a rien à faire dans ces débats.

Quelques papiers ont annoncé pompeusement que MM... avaient déclaré ne pouvoir accepter les emplois conférés par un prince qu'ils déclarent *contraint*... Cela est vraiment bien malheureux, mais n'empêchera pas l'Espagne de marcher.

Quand à l'occupation de Cadix par les Anglais, les romanciers, pères de ces ingénieuses fictions auraient bien dû commencer par montrer les flottes et les troupes mises en mouvement par l'Angleterre, et dire depuis quand les Espagnols avaient contracté l'habitude d'appeler les étrangers, et de leur livrer leurs places. La vue d'un seul étranger réunirait toute l'Espagne. Si l'on veut faire du mal au roi Ferdinand, on n'a qu'à mêler les étrangers

dans les affaires de l'Espagne. C'est insulter au bon sens des lecteurs que de leur présenter sérieusement de pareilles fictions.

FIN.

ERRATA.

Pag.	4,	lig. 4,	les alliés se montrent là : *mettez* une virgule au lieu de deux points
	44,	11,	Fénélon parlait, *lisez* pensait
	106,	5,	lèpres, *lisez* lèpre
	107,	11	M. de Geray, *lisez* de Garay
	110,	13,	s'était écoulée, *lisez* s'est écoulée
	118,	10,	satorum, *lisez* fatorum
	120,	5,	entier, *lisez* etniers
	156,	1,	chapitre VI, *lisez* chapitre V
	165,	14,	du commerce, *lisez* de commerce
	181,	3,	étaient, *lisez* sont
	183,	13,	après principe *effacez* la virgule.
	209,	1,	actuels, *lisez* avec elle

TABLE DES MATIÈRES.

DÉDICACE, pag. 5
INTRODUCTION, 1
CHAP. Ier. Causes de la révolution d'Espagne, 14
CHAP. II, Principes des révolutions, 31
De l'Armée espagnole, 49
CHAP. III, Premier et second règne de Ferdinand VII, 86
CHAP. IV, Résultats de la révolution d'Espagne, 119
CHAP. V, Ce qu'il y a à faire en Espagne, Examen de la constitution des cortès, 156
POST SCRIPTUM, 217

FIN DE LA TABLE.

DP 215 .P7 C.1
De la revolution actuelle de l
Stanford University Libraries
3 6105 038 684 341

DP
215
.P7

	DATE DUE		

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA
94305